



ALLEMAGNE
DU CHANGEMENT,
MAIS PAS TROP

HAÏTIENS — LES EXPULSIONS DE LA
HONTE ÉCONOMIE — LES MINÉRAIS,
UN CASSE-TÊTE EUROPÉEN

Courrier
international
élu magazine
de l'année
2021



Courrier
international

N° 1613 du 30 septembre
au 6 octobre 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3.400 F CFA, Algérie
530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$ CAN, DOM
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie
5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 41 DH,
Pays-Bas 5,20 €, Portugal cont.
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM
850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

CHINE — ÉTATS-UNIS

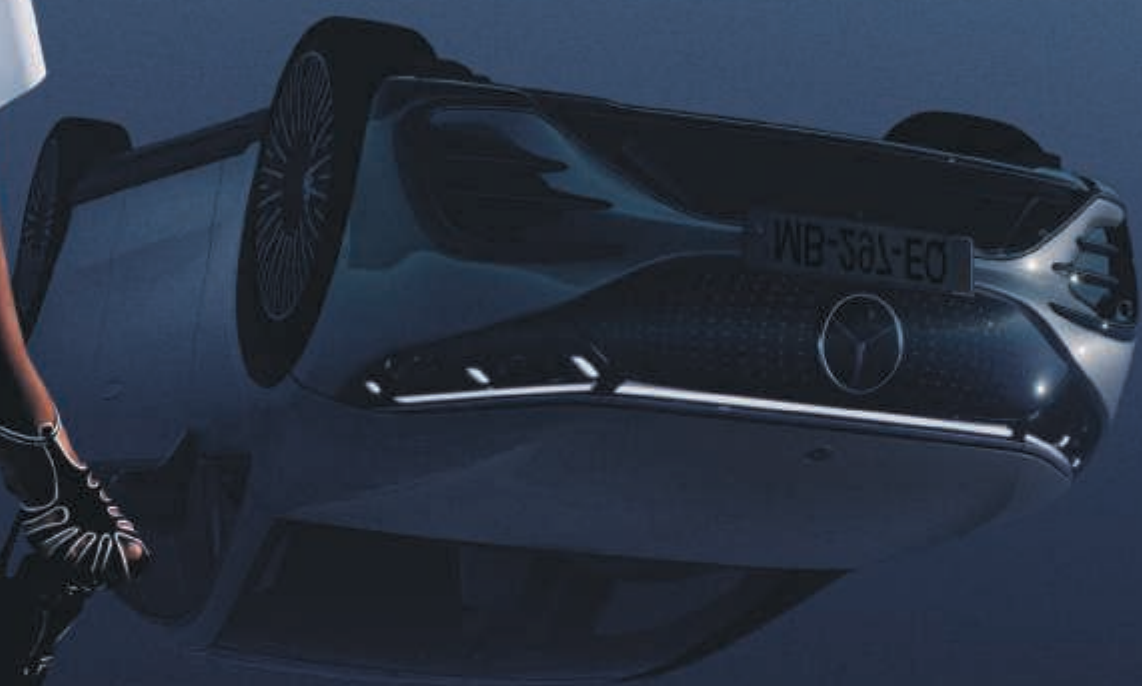
L'ESCALADE

*La rivalité entre Washington
et Pékin prend une nouvelle
dimension dans le Pacifique
et inquiète la presse étrangère.
Décryptage.*



M 03183 - 1613 - F: 4,50 €





MERCEDES-EQ

NOUVEL EQS IMAGINÉ POUR CHANGER D'ÈRE.

Offrant une autonomie record jusqu'à 785 km*, le Nouvel EQS embarque le spectaculaire Hyperscreen MBUX de 141 cm de large, le plus grand et le plus technologique des écrans digitaux jamais installés dans une automobile. Découvrez le Nouvel EQS et toute la gamme Mercedes-EQ 100 % électrique sur [mercedes-benz.fr](https://www.mercedes-benz.fr)



***EQS 450+ : autonomies électriques : 631-785 km (cycle mixte WLTP) / 681-864 km (cycle urbain WLTP). Consommations électriques (cycle mixte WLTP) : 15,6-19,8 kWh/100 km. CO₂ : 0 g/km.** Depuis le 01/09/2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. Mercedes-Benz France, SAS au capital de 75 516 000 €, 7 avenue Niepce, 78180 Montigny-le-Bretonneux - RCS Versailles 622 044 287.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Chine – États-Unis : l'escalade

p. 30

Quelques mois. C'est le temps qu'il aura fallu à Joe Biden pour affirmer sa doctrine en matière de politique étrangère. Et si l'Amérique est bien de retour, comme il l'avait promis à ses alliés européens en février, ce n'est pas forcément là où on l'attendait mais bel et bien dans le Pacifique, pour y contrer l'irrésistible ascension de la Chine. Outre le camouflet infligé à la France (lire *Courrier international* n° 1612, du 23 septembre), l'alliance militaire entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni, annoncée le 15 septembre (le fameux pacte Aukus), redistribue totalement les cartes dans la

zone et bien au-delà, puisque, à terme, les Européens auront à se positionner et à redéfinir leurs alliances. La semaine dernière, nous avons déjà évoqué ce dilemme, cette nécessité de repenser l'autonomie stratégique de l'Union européenne et son rapport à l'Otan. Cette semaine, nous avons choisi de revenir sur le "duel dans le Pacifique" qui se profile, à savoir le face-à-face direct (et très militarisé) entre un bloc "démocratique" autour des États-Unis (le fameux Quad, qui réunit l'Inde, le Japon et l'Australie autour des Américains, avec désormais le Royaume-Uni en renfort de choix) et la Chine et ses alliés. Pour le *Financial Times*, "nous sommes entrés dans la guerre froide 2.0". "Notre avenir sera de plus en plus dominé par la rivalité sino-américaine", écrit le quotidien britannique, pour qui désormais "le nouveau centre de gravité [du monde] se trouve dans la région indo-pacifique et non dans l'Atlantique". Entre Joe Biden et l'"America First"

de Donald Trump, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, s'insurge de son côté le très officiel **Huanqiu Shibao** (*Global Times*). Le quotidien chinois accuse le nouveau président américain de jeter de l'huile sur le feu et de mentir... à ses alliés européens : il l'a fait avec le retrait précipité et sans concertation des troupes américaines en Afghanistan, il recommence avec le pacte Aukus. Or, écrit le journal, "Washington pousse en fait le monde vers une nouvelle guerre froide. Sur le plan politique, le gouvernement de Joe Biden a perpétué la croisade de l'administration Trump, présentant le conflit entre les États-Unis et la Chine comme une lutte entre la démocratie et la liberté, d'une part, et le despotisme et l'autoritarisme, d'autre part." Pour mieux comprendre ce qui est en jeu dans la région, il suffit de lire le long article signé d'un fin connaisseur de la zone, paru dans *Asia Times*. Selon Bertil Lintner, "l'accord Aukus s'intègre dans une stratégie d'encerclement

coordonnée que Pékin ne peut que considérer comme une menace pour ses plans d'augmentation et de renforcement de sa présence dans la région de l'océan Indien". "La guerre froide, écrit-il, se réchauffe dans la région", et les sous-marins nucléaires promis à l'Australie pourraient considérablement modifier les grands équilibres stratégiques dans la zone indo-pacifique, qui réunit l'Asie-Pacifique et l'océan Indien. La Chine tente en effet de renforcer sa présence dans l'océan Indien, point de passage crucial pour ses importations de pétrole depuis le Moyen-Orient. Elle a récemment agrandi sa base militaire à Djibouti. Le pacte Aukus pourrait l'obliger à se recentrer sur des territoires proches, explique encore *Asia Times*. Plus inquiétant : le risque de prolifération nucléaire dans la région. C'est ce que redoutent la Nouvelle-Zélande et certains États du Pacifique, très attachés à demeurer une zone de paix. Ce basculement est-il irréversible ? C'est ce que nous

tentons de décrypter dans ce dossier. C'est aussi le sujet que nous avons décidé de mettre en avant dans notre prochain hors-série, à paraître le mercredi 6 octobre. Nous entrons dans une nouvelle configuration mondiale centrée sur l'affrontement entre Washington et Pékin. Jusqu'où cela peut-il aller ? "Quand les discours incendiaires s'enracinent, comme en Chine et aux États-Unis depuis le début de la pandémie, les gouvernements mettent des idées dans la tête de la population, qui risquent de s'autoréaliser. Un sondage Gallup indiquait [en mars] que 45 % des Américains voient aujourd'hui la Chine comme leur 'plus grand ennemi'. C'est deux fois plus qu'en 2020", écrit le *Financial Times*. Pas très rassurant.

En couverture :
dessin de **Taylor Callery**,
États-Unis, pour *Courrier international*.
Allemagne : dessin de
Schneider, Suisse.



Sommaire

IMMIGRATION p.14

Biden marche dans les pas de Trump

Il avait promis une politique plus humaine que son prédécesseur. Mais face à l'afflux de migrants, le président américain emploie la manière forte, comme à Del Rio, au Texas.

FRANCE p.22

Ils sont boudeurs, ces Gaulois !

Bien au-delà de la récente crise diplomatique autour de sous-marins, les Français se distinguent par leur caractère grognon, surtout sur le plan sportif, raconte le *Daily Telegraph*.

ÉCONOMIE p.38

Les minerais, un casse-tête européen

L'Europe aimerait exploiter davantage les ressources de son sous-sol. Mais creuser, c'est cher et ça pollue, rappelle *Le Temps*.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Asia Times (asiatimes.com) Hong Kong.
The Continent Johannesburg, hebdomadaire. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **Dnevnik** Ljubljana, quotidien. **Documento** Athènes, hebdomadaire. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien. **Huanqiu Shibao** (Global Times) Pékin, quotidien. **Al-Jazeera English** (aljazeera.com) Doha, en ligne. **Newlines Magazine** (newlinesmag.com) Washington, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **Le Nouvelliste** Port-au-Prince, quotidien. **Oukraïnska Pravda** (pravda.com.ua) Kiev, en ligne. **As-Safir Al-Arabi** (assafirarabi.com/ar/) Beyrouth, en ligne. **Der Tagesspiegel** Berlin, quotidien. **Le Temps** Lausanne, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **The Wall Street Journal** New York, quotidien.



SCHNEIDER, SUISSE

ALLEMAGNE p.8

Du changement oui, mais pas trop !

Aucun vainqueur net n'est sorti des urnes le 26 septembre. Hormis le désir de consensus et de continuité. Un statu quo qui divise la presse allemande.



OTTO, ROYAUME-UNI

CETTE NOUVELLE GÉNÉRATION QUI OSE

LA NOUVELLE GÉNÉRATION D'ÉPARGNE

COMPÉTITIVE, RESPONSABLE ET ACCESSIBLE DÈS 50€/MOIS

- Une offre diversifiée qui concilie recherche de performance financière et placements responsables.
- Des fonds labellisés Investissement Socialement Responsable ou respectant des critères environnementaux pour vos assurances vie, Plans d'Épargne en Actions et Comptes Titres Ordinaires.
- Une offre accessible dès 50€/mois, à personnaliser avec votre conseiller selon votre situation, vos objectifs et horizons de placement.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**  **SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

Les investissements sur les marchés financiers présentent un risque de perte en capital.

Document à caractère publicitaire – Préalablement à toute souscription, il convient de s'assurer auprès de votre conseiller que la solution d'investissement envisagée est adaptée à votre situation patrimoniale et budgétaire, à vos objectifs et horizon de placement, à votre profil investisseur ainsi qu'à vos connaissances et expérience financières. Société Générale, S.A. au capital de 1 066 714 367,50 € – 552 120 222 RCS PARIS – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 PARIS. Intermédiaire en assurances, immatriculation ORIAS n° 07 022 493 (www.orias.fr).



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. **Allemagne.** Changer ?
Oui mais pas trop

D'un continent à l'autre

14. **Immigration.** Biden marche
dans les pas de Trump

16. **Grèce.** Les réfugiés afghans
dans les limbes

18. **Slovénie.** Un pass sanitaire
qui passe mal

20. **Royaume-Uni.** L'Irlande
du Nord se vide de ses cerveaux

22. **Sport.** Ils sont boudeurs,
ces Gaulois !

24. **Afrique du Sud.** Fins
de mois difficiles à l'ANC

26. **Madagascar.** Les grands
maux de la Grande Île

28. **Yémen.** Pourquoi suis-je né
dans ce pays ?

29. **Égypte.** L'appel à l'aide
du prisonnier Alaa Abdel Fattah

À la une

30. **Chine**—États-Unis, l'escalade

Transversales

38. **Économie.** Les minerais,
un casse-tête européen

40. **Économie.** Evergrande
ou la possibilité d'un krach

42. **Sciences.** Covid-19 :
pic ou pas pic ?

43. **Signaux.** Avis de tempête
360°

50. **Reportage.** La nouvelle
bataille de Mossoul

54. **Plein écran.** Le Métavers,
trop beau pour être vrai

56. **Culture.** Le Cameroun
raconté en anglais

58. **Histoire.** Un paysan
ukrainien au pôle Sud



SUR NOTRE SITE

Allemagne. Et maintenant, que les négociations commencent !

Suivez la formation du futur gouvernement allemand à travers les analyses, les éditoriaux et les décryptages de la presse d'outre-Rhin.

Vu d'Asie. Les bons côtés de l'appropriation culturelle

Pour l'écrivaine indienne Pallavi Aiyar, qui a vécu au Japon et en Indonésie, écrire sur les autres cultures est une chance : les Asiatiques ont besoin de se décrire entre eux, dans un continent longtemps saisi par les seuls regards occidentaux.

Podcast. "Six pieds sur Terre", d'autres voix pour un monde durable

Chaque semaine, *Courrier international* et ID4D, le média du développement durable, vous donnent rendez-vous pour un nouveau podcast sur les défis de l'écologie. Pour le troisième épisode de notre série "Comment vivre avec le vivant", la parole est à Marème Malong, galeriste et fondatrice de la Fabrique de Souza, au Cameroun.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

Atlas
du réchauffement
climatique

Des pôles à l'équateur, la science et les cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter le climat.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Allemagne, Canada, Madagascar...

La crise climatique bouleverse la planète. Peut-on encore la contrer ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~*
☐ **1 AN** (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

RCO21BO002

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

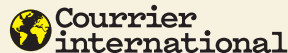
Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Septembre 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00

Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax** rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web**

www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) **Rédacteurs en chef adjoints**

Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)

Responsable du numérique Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne

Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Fatima Rizki (17 30), **7 JOURS DANS LE MONDE** François

Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence

Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard

(Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha

Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine

Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Carolin

Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros

Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume

Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie,

Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie cen-

trale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **AMÉRIQUES** Béragère Cagnat (chef de service,

Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine,

16 57), Morgann Jezuquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume

(Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39),

Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume

Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée)

MOYEN-ORIENT Ghazal Golschiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky

(pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechai (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique

lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et

Afrique de l'Est) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie,

16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire

(Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bédou (chef des informations, 17 32), Hugo Florent

(16 74), Delphine Veaudor (16 76) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef

d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel

Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36),

Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition,

16 65), Nora Houdart-Ouahel (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath

(16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz

(chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcol (chef de service adjointe,

anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon

(anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline

Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais),

Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION**

Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak,

Aurore Delvigne, Françoise Hérold, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION**

Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-

Badet, Pierrick Van-Thé **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine

Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE**

Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles

de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey

(16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la

communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Dialla Konate (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de

fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Julien Abirama, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor,

Isabelle Bouchery, François Burkard, Marie-Ange Costantini, Marie Daoudal, Julien

Lecot, Valentine Morizot, Anne Romefort, Nina Schreier, Isabelle Taudière, Rachel

Teyssandier, Léo Thomas, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75017 Paris

Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice**

générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** *Courrier international*

David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités**

programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steve

Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellani (16 06) Lucie

Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur**

de la diffusion et de la production Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude

Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion**

Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18),

Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89),

Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 08 05 01 47 **Service clients**

Abonnements *Courrier international*, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras

Cedex **Tél.** 03 21 13 04 31 **Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel**

abo@courrierinternational.com **Prix de l'abonnement annuel en France** métro-

politaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

RESTEZ CONNECTÉS DEPUIS TOUS NOS TRAINS.



WIFI
À BORD⁽¹⁾

NOUVEAU
SUR LE PORTAIL
TGV INOUI⁽²⁾

PRESSE DIGITALE, FILMS,
PODCASTS, JEUX,
DOCUMENTAIRES...
GRATUITS

RENDEZ-VOUS SUR **Oui**_{snCF}, EN GARES, BOUTIQUES, AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES SNCF ET PAR TÉLÉPHONE.

(1) Offre disponible sur les trains TGV INOUI équipés du wifi. La disponibilité du wifi dépend de la couverture des opérateurs. (2) Le Portail TGV INOUI propose une interface personnalisée en fonction du titre de transport. L'utilisateur a notamment accès à une offre de presse digitale, non remboursable, disponible exclusivement sur le territoire français. Cette prestation est offerte à tous les clients authentifiés sur le réseau Wifi SNCF_TGV_INOUI. Pour en savoir plus, vous pouvez consulter les articles 2.6 et 3.4 des conditions générales d'utilisation du Portail TGV INOUI accessible à bord en vous connectant au wi-fi. TGV INOUI est une marque enregistrée de SNCF Voyageurs. Tous droits de reproduction réservés. SNCF Voyageurs, SA au capital social de 157 789 960 euros, inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 519 037 584 - 9, rue Jean-Philippe Rameau - 93200 Saint-Denis Cedex. ROSA PARIS



Allemagne. Changer ? Oui mais pas trop

Aucun vainqueur net n'est sorti des urnes le 26 septembre. Hormis, estime ce quotidien centriste, le désir de consensus et de continuité.

—Der Tagesspiegel Berlin

Les dés sont jetés, la partie commence. On dirait une contradiction et, pourtant, ce n'en est pas une. Car si ces élections ont bien un gagnant, le SPD, le vainqueur, lui, n'a pas encore été désigné. Il va falloir mettre en place une coalition, et ça s'annonce difficile, comme à chaque fois. Le président américain, Joe Biden, aurait eu pour première réaction : *"Bon sang, ils ne changent pas."* Il a raison, si c'est bien ce qu'il a voulu dire. En Allemagne, plus personne ne peut gouverner sans l'aide d'un autre, voire de deux autres partis. Ce qui limite le pouvoir. Même dans l'alternance, les Allemands ne changent pas.

Le candidat en tête, Olaf Scholz, est certes social-démocrate, mais on peut en être sûr : il ne fera pas tout différemment de la chancelière sortante, Angela Merkel. C'est une certitude pour le pays, même si ce dernier espère que certaines choses – peut-être pas beaucoup, mais

↑ Sur le mur : Atelier(s) peinture avec Olaf. Coalition. De gauche à droite : Armin Laschet (CDU-CSU), Christian Lindner (FDP), Olaf Scholz (SPD), et Annalena Baerbock (Die Grünen). Dessin de Schneider, Suisse.

certaines – s'amélioreront. Construire. Se loger. Vivre. Le loyer, le salaire. La sécurité intérieure, extérieure, et la mondialisation. La numérisation. La liste des mots-clés du changement est longue, elle est loin d'être complète, et les Allemands attendent maintenant que l'on s'y attelle.

Il y a encore un an, jamais le SPD n'aurait cru virer en tête des élections, avec une majorité de voix [lire ci-contre]. Il y est parvenu, outre le caractère "merkélien" de son candidat [vice-chancelier et ministre des Finances pendant l'ère Merkel], parce qu'il a su faire preuve d'une unité telle que l'on n'en avait plus connu depuis longtemps. Une unité dont seuls les conservateurs de la CDU-CSU avaient pu se targuer pendant tant d'années. En cela, nous autres Allemands ne changeons effectivement pas : nous ne récompensons pas le conflit.

La CDU en disgrâce. Par "conflit", nous entendons celui qui a opposé la CDU à [son allié bavarois de] la CSU, qui a tellement duré que rares sont ceux qui ont cru à une possible réconciliation. Armin Laschet et le dirigeant de la CSU, Markus Söder, se sont livrés une lutte fratricide [pour la succession d'Angela Merkel], et ils ont perdu tous les deux. Leur défaite est historique, pour Söder en Bavière, pour Laschet à l'échelle fédérale.

Armin Laschet, lui, risque d'ailleurs de tout perdre. Car si son parti a réalisé un résultat à ce point désastreux dans tout le pays, lui-même a également échoué dans son fief politique, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

On en verra les conséquences dans les prochains jours, et elles seront durables. Déjà, la question se pose de savoir si et comment la CDU, cette grande formation à l'ancienne, survivra après Angela Merkel. La situation est dramatique, car la CDU n'est plus en tête que dans un seul domaine : celui de la perte de compétences à tous les niveaux. C'est cela qui affecte le plus durement le parti, plus que les 24 % traumatisants qu'il a récoltés.

Dans ces circonstances, Armin Laschet doit maintenant viser le pouvoir au sein du gouvernement, c'est un devoir. Le numéro deux doit arriver à sortir gagnant → 10

Qui pour remplacer Mutti ?



●●● "C'est un garçon", clame avec humour la **Tageszeitung**, qui affiche sur sa une du 27 septembre une grenouillère bleu pâle. Après l'annonce des résultats

des élections législatives, le journal de gauche n'a qu'une seule certitude : le successeur de "Maman Merkel" à la chancellerie sera de sexe masculin. *"Le SPD d'Olaf Scholz et la CDU-CSU d'Armin Laschet sont arrivés loin devant les Verts d'Annalena Baerbock"*, explique le titre, avant de préciser qu'il n'est pas clair qui des deux candidats dirigera l'Allemagne. Le parti social-démocrate a recueilli 25,7 % des voix, tandis que le camp conservateur en a remporté 24,1 %. Si le score des écologistes est "historique" (14,8 %) et bien plus élevé qu'en 2017, la dirigeante écologiste n'a en revanche plus aucune chance de succéder à Angela Merkel. À la place, les Verts s'approprient à endosser le costume de "faiseurs de roi", aux côtés des libéraux du FDP (11,5 %). Les deux partis devront s'entendre dans les semaines à venir, puis décider s'ils souhaitent participer au prochain gouvernement et dans quelles conditions. En recul, l'AfD (Alternative für Deutschland, 10,3 %) ne devrait pas prendre part aux négociations. *"Mais les résultats confirment que le parti d'extrême droite est loin d'être éphémère"*, commente la *Tageszeitung*, précisant qu'il arrive en tête dans plusieurs Länder de l'est de l'Allemagne. L'AfD demeure ainsi loin devant Die Linke : avec 4,9 % des suffrages, la formation de gauche radicale parvient tout juste à obtenir quelques sièges au Bundestag. *"Die Linke coule à pic"*, conclut le quotidien.

Et maintenant ?

●●● "Le combat continue", assure la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. Depuis les élections du 27 septembre, Olaf Scholz (SPD) et Armin Laschet (CDU-CSU) espèrent tous deux obtenir le titre de chancelier. Mais ils doivent pour cela être en mesure de former un gouvernement, "ce qui s'annonce très difficile". Le paysage politique allemand est morcelé : le SPD, comme

la CDU-CSU, ne peut pas gouverner seul. À moins d'une grande coalition entre les deux partis, ils devront se tourner vers les Verts et les libéraux du FDP. Ces derniers peuvent, au choix, décider de former une coalition "feu tricolore", avec les sociaux-démocrates ; ou créer une alliance "jamaïcaine", avec les conservateurs. Problème :

le parti écologiste est favorable à la première option, le FDP à la seconde. De l'avis de tous, il faut pourtant agir vite. L'Allemagne doit assurer la présidence du G7 en 2022 et elle doit avoir constitué un nouveau gouvernement d'ici là. À gauche comme à droite, on espère un accord "avant Noël".

Pour plus d'un Français sur deux, nous sommes aussi une **bank**.

**Depuis quatre ans, Orange Bank propose
des produits et services bancaires
toujours plus innovants qui facilitent
aujourd'hui la vie de 1,6 million de clients
en Europe.**

Ce succès repose sur l'ambition d'Orange Bank
d'offrir la meilleure expérience client possible,
qui obtient d'ailleurs une note moyenne de 4,6/5
sur les app stores depuis janvier 2021.

#OrangeBank

**Vous rapprocher
de l'essentiel**



8 ← des élections législatives. [Il a déjà annoncé qu'il souhaitait toujours être chancelier.] Et pour ce faire, il doit immédiatement poser les jalons du succès : rassembler son parti. Pour cela, il a besoin de la CSU bavaroise et de Markus Söder. Ce dernier lui accordera-t-il son soutien ? Nous ne tarderons pas à savoir si leur lutte fratricide se poursuit.

C'est également un avertissement pour Olaf Scholz et le SPD. Les sociaux-démocrates ont bien connu les étapes aussi dangereuses que variées des dissensions internes, mais le parti a réussi à les dépasser et a semblé faire bloc derrière son candidat, pendant la campagne. Il est aujourd'hui essentiel que l'aile gauche du parti – [Scholz est un modéré] – continue de donner cette impression si le SPD espère obtenir la chancellerie.

Olaf Scholz est de nouveau sous pression : il ne doit pas seulement convaincre les Verts, mais également les libéraux du FDP de sa capacité à mener une coalition sur la durée. Les œillades lancées en direction de ces deux partis en disent plus long sur la montée en puissance des Verts et des libéraux que n'importe quel chiffre. S'ils accordent leurs violons, ils pourront décider à qui confier les rênes du pouvoir. Aucun parti ne peut gouverner seul et aucun ne

peut se passer d'eux. Ils seront les faiseurs de roi. Au final, ce sera peut-être toute l'Allemagne qui y gagnera. Car il sera possible de définir où, comment et à quel rythme seront menées les réformes. Car le changement pourra s'effectuer par phases, et dans la constance qui s'impose à tout dirigeant. Après une élection, le constat pourrait être bien pire.

— **Stephan-Andreas Casdorff**

Publié le 26 septembre

SOURCE

DER TAGESSPIEGEL

Berlin, Allemagne

Quotidien, 107 000 ex.

tagesspiegel.de

Fondé en 1945 et cantonné à Berlin-Ouest durant la partition de l'Allemagne, il n'a pas réussi à s'imposer parmi les quotidiens nationaux après la chute du mur. C'est toutefois un titre régional respecté.

De tendance centriste et libérale, il appartient, comme *Die Zeit* et *Handelsblatt*, au groupe DVH Medien.



CONTREPOINT

À bas la modération !

● Il n'y aura pas de grande révolution outre-Rhin, déplore le magazine **Stern**. Après le vote de dimanche, le SPD et la CDU-CSU restent les deux plus grandes formations politiques d'Allemagne, tandis que les Verts et les libéraux demeurent relégués au bas du podium. Les prétendants à la chancellerie, le social-démocrate Olaf Scholz et son adversaire conservateur Armin Laschet, sont tous les deux des modérés, peu enclins aux actions trop tranchées. Bref : "L'Allemagne a opté pour un futur gouvernement centriste", dans la lignée des années Merkel. Contrairement à leurs voisins européens, les Allemands semblent relativement peu attirés par les extrêmes en politique. Depuis les élections législatives de 2017, le parti anti-immigration AfD a perdu des électeurs au niveau national. La gauche radicale de Die Linke n'engendre même pas 5 % des voix. "Et les choses sont bien ainsi", concède l'hebdomadaire libéral de gauche. Mais face à la

crise climatique et à la nécessaire modernisation du pays, un peu de radicalité ne ferait pas de mal. "L'Allemagne est confrontée à d'énormes défis en matière de politique énergétique, de climat, de retraites et de santé, énumère le titre. Nous sommes aussi en retard sur le plan du numérique, des vaccinations et des technologies de défense..." Les inondations spectaculaires et meurtrières de l'été 2021, dans l'ouest de l'Allemagne, auraient dû convaincre les électeurs de la nécessité d'agir sans demi-mesure. "Mais la chef de file des Verts a préféré se plaindre du retard des secours, sans doute par peur d'effrayer les bourgeois centristes avec des déclarations trop tranchées sur le changement climatique." Pour **Stern**, le prochain gouvernement allemand ne fera que retarder des réformes incontournables du système allemand. "Le problème, c'est que nous n'avons plus de temps à perdre."

LE DESSIN

DE LA SEMAINE

La Suisse dit oui au mariage pour tous



→ Dessin de Chappatte paru dans **Le Temps**, Lausanne.

"Le 26 septembre fera partie de ces dimanches historiques, par l'ampleur et la clarté du résultat : le peuple suisse a plébiscité le mariage pour tous" avec 64,1 % de votes favorables, écrit **Le Temps**. "Il a fallu du temps, mais le résultat est là. Partisans et adversaires du mariage pour tous ont même réussi à se parler." Un constat repris à son compte par Chappatte, dont le dessin a été imprimé sur toute la largeur de la une du quotidien le lendemain.

Dépénalisation en marche

ÉCOSSE — Dans sa "guerre contre les overdoses", l'Écosse a fait, le 22 septembre, "un énorme bond en avant", se félicite le **Daily Record**. Devant le Parlement, l'exécutif local a détaillé une nouvelle approche "ambitieuse" : fini les poursuites automatiques pour les personnes arrêtées en possession de drogues dures : elles seront désormais considérées comme des patients et non comme des criminels. Le projet était défendu par la *lord advocate* Dorothy Bain, la chef des procureurs écossais, qualifiée par le tabloïd de Glasgow de "sauveuse de vies".

Protection rapprochée

PAYS-BAS — "Le Premier ministre dans le collimateur de criminels", écrit **De Telegraaf** le 27 septembre. Disant s'appuyer sur des sources sûres, le journal d'Amsterdam affirme que Mark Rutte "pourrait être la cible d'une attaque ou d'un enlèvement". "La menace

émane du milieu du crime organisé" et plus précisément de la Mocrro Mafia, les dealers de cocaïne, parmi lesquels de nombreux Néerlandais d'origine marocaine.

Épée de Damoclès



ESPAGNE — "Tout va bien" pour Carles Puigdemont, se félicite, en italien dans le texte, le quotidien catalan **El Punt Avui**. Le 24 septembre, l'indépendantiste catalan est sorti libre de la prison de Bancali, en Sardaigne, après son arrestation à l'aéroport d'Alghero, la veille au soir. Puigdemont fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen émis par la justice espagnole en 2019. Le 4 octobre, la justice italienne décidera de l'extrader ou non. Pour le journal favorable aux indépendantistes, cette arrestation met de nouveau "à rude épreuve" les liens entre Madrid et la Catalogne, qui viennent de renouer le dialogue après quatre années de crise.

MARTINI

NOUVEAU

L'APERITIVO SANS ALCOOL*

LE PREMIER APÉRITIF À BASE DE VINS, SANS ALCOOL

Notre sélection de vins blancs est désalcoolisée puis assemblée à des plantes aromatiques. Cette méthode unique permet de préserver tous les arômes et le goût de Martini.

VIBRANTE

Notes de Bergamote
de Calabria

FLOREALE

Notes de Camomille
de Pancalieri

50%
MARTINI
SANS ALCOOL*

50%
TONIC

*<0.5 % ALC./VOL PROVENANT DES EXTRAITS DE PLANTES AROMATIQUES.



BMF - RCS BOBIGNY 414 749 200

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

↓ Dessin d'Ebert,
Italie.

Des premiers pas très précoces

PALÉONTOLOGIE — Quand les humains sont-ils arrivés sur le continent américain? Pendant des décennies, rappelle le **New York Times**, les archéologues ont pensé que des chasseurs-cueilleurs de Sibérie étaient arrivés durant la dernière période glaciaire en Alaska, il y a tout au plus 16 000 ans. Or, des empreintes humaines fossilisées découvertes au Nouveau-Mexique, dans le sud-ouest des États-Unis, datent de 21 000 à 23 000 ans, avance une étude publiée le 24 septembre dans **Science**. De quoi ouvrir la porte à une multitude de nouveaux scénarios.

L'invincible Alaphilippe



CYCLISME —

Des hordes de fans exaltés, “une journée entière à crier”, et 268 kilomètres de parcours entre Anvers et Louvain : les Championnats du monde de cyclisme sur route, qui ont eu lieu ce 26 septembre en Belgique, ont été “inoubliables”, titre **Het Nieuwsblad**, même si le quotidien néerlandophone évoque, en français, une “déception nationale”. De fait, le favori belge de la course, Wout Van Aert, a craqué après une attaque du Français Julian Alaphilippe, champion du monde pour la deuxième fois.

30

DES 63 SIÈGES DE L'ALTHING, le Parlement islandais, seront occupés par des femmes. Il s'en est même fallu de peu que l'Islande entre dans l'histoire en élisant, le 25 septembre, le premier Parlement majoritairement féminin d'Europe, rapporte le site **Reykjavik Grapevine**. Avec 47,6 % de députées, le pays dispose tout de même du Parlement le plus féminin du continent, devant la Suède.

AFFAIRE HUAWEI

Une victoire pour la “diplomatie des otages” menée par Pékin

Au terme d'un accord négocié avec les États-Unis, Meng Wanzhou, héritière du géant des télécoms Huawei, a regagné la Chine. Pour ce journal conservateur américain, il s'agit d'un “revers humiliant”.

—The Wall Street Journal
New York

Les Occidentaux qui travaillent en Chine n'ont qu'à bien se tenir : ils peuvent se faire arrêter sur des accusations montées de toutes pièces et servir d'otages au nom de la défense des intérêts du Parti communiste. Telle est la leçon à retenir du revers humiliant que viennent de subir les États-Unis avec la libération de Meng Wanzhou, la directrice financière de Huawei.

Les autorités canadiennes avaient arrêté Meng Wanzhou en 2018, à la demande des États-Unis, qui l'accusaient de fraude bancaire et fraude électronique [pour avoir trompé HSBC et d'autres banques sur des contrats négociés par Huawei en Iran pour contourner les sanctions américaines]. Dans le cadre d'une procédure simplifiée [ou DPA pour *deferred prosecution agreement*, en vertu de laquelle les poursuites sont suspendues], la fille du fondateur de Huawei a été autorisée le 24 septembre à rentrer en Chine sans être jugée. Elle a simplement reconnu ses torts, ce qu'elle refusait de faire jusqu'à présent.

Dans la foulée, la Chine a libéré deux Canadiens qui avaient été arrêtés sur de fausses accusations, peu après l'arrestation de Meng Wanzhou. La libération immédiate par la Chine de l'homme d'affaires Michael Spavor et de l'ancien diplomate Michael Kovrig démontre que leur arrestation n'était ni plus ni moins qu'une prise d'otages, destinée à faire pression sur le Canada et les États-Unis à propos de Meng Wanzhou. En Chine, la loi est au service du parti, tandis qu'aux États-Unis elle est censée fonctionner indépendamment des intérêts politiques.

Cette DPA est d'une faiblesse embarrassante. Meng Wanzhou admet dans un communiqué qu'elle n'a pas dit la vérité à une institution financière internationale en ce



qui concerne les transactions avec Skycom, une société contrôlée par Huawei qui faisait des affaires en Iran. Skycom avait été soupçonnée de chercher à violer les lois américaines de contrôle des exportations [vers l'Iran], et la directrice financière de Huawei avait été dépêchée pour rassurer l'institution financière [...] lors d'une réunion de 2013, quant au fait que Huawei avait vendu ses actions Skycom et que la loi était respectée. En fait, Huawei n'avait fait que revendre ses actions Skycom à une autre société qu'elle contrôlait.

Les aveux de Meng Wanzhou ne seront guère utiles en cas d'autres poursuites contre Huawei, une société que les États-Unis considèrent à juste titre comme une menace en matière de sécurité nationale. L'héritière de Huawei reconnaît les faits “dans la limite de [ses] informations et de [ses] opinions”, ce qui est un langage étrange pour des aveux. Est-ce la vérité ou non? Rien dans la DPA ne l'oblige à témoigner sous serment devant un tribunal américain.



Elle s'est engagée à ne pas revenir sur ses propos, mais si elle se rétracte une fois rentrée en Chine, elle sera hors de portée du ministère de la Justice américain.

On a du mal à croire que les procureurs saisis de cette affaire soient satisfaits du résultat. Il porte atteinte à la légalité et sape leurs efforts en vue de faire appliquer les sanctions contre l'Iran. Le gouvernement Biden aspire à de meilleures relations avec la Chine, qui a malmené les diplomates américains et refuse de coopérer sur le changement climatique (lequel semble être la principale priorité de Biden en matière de politique étrangère). L'affaire Huawei a tout d'un dommage collatéral dans cette tentative de rapprochement diplomatique.

La libération de Michael Spavor et de Michael Kovrig est une bonne nouvelle. Mais la Chine, et le reste du monde, va recevoir ce message : la diplomatie coercitive des prises d'otages porte ses fruits. —

Publié le 27 septembre

À la une

Un retour en grande pompe



“Non aux accusations fabriquées des États-Unis; merci au puissant soutien de la patrie. Après 1 028 jours, Meng Wanzhou est rentrée à la maison”, titre le quotidien nationaliste **Huanqiu Shibao** à sa une du 26 septembre. La photo montre l'exubérant comité d'accueil qui a attendu la veille la fille du fondateur de Huawei à l'aéroport de Shenzhen, siège de la compagnie dans le sud de la Chine. La bannière rouge de la “famille Huawei” souhaite la bienvenue à celle qui a passé trois ans en résidence surveillée au Canada. “Dès le départ, il s'agissait de dommages politiques infligés par les États-Unis et le Canada à un citoyen chinois, visant la haute technologie”, écrit le journal. Une argumentation reprenant presque mot pour mot celle du ministère des Affaires étrangères, qui a précisé que, depuis l'arrestation de Meng Wanzhou, “le parti et le gouvernement lui ont accordé une grande importance, et le président Xi Jinping s'en est préoccupé personnellement”.

2 jeans à 29 €
seulement !
au lieu de ~~79 €~~

FRAIS DE PORT OFFERTS

Coupe 5 poches,
surpiqûres
traditionnelles.
Fermeture zip et
boutons, 2 poches
cavalières,
poche ticket,
2 poches arrière.
100% coton,
lavable en machine.
Coloris assortis :
bleu et noir ;
tailles du 42 au 56.

VOS GARANTIES

- Satisfait ou Remboursé
- 30 jours pour changer d'avis
- Offre valable 1 mois



42 > 56

RCS Paris B 410 714 885

VOS FRAIS DE PORT OFFERTS AVEC LE CODE PRIVILÈGE V2312

0 892 680 165

Service 0,40 € / min
+ prix appel

7 j/7 de 8 h à 20 h

lhommemoderne.fr/promo321

Indiquez le code **V2312** dans votre panier

À retourner sous enveloppe affranchie à : Fashion - L'Homme Moderne - BP 10884 - 27008 Evreux Cedex

V2312-P3457

☐ **OUI**, je profite de votre offre de bienvenue et je reçois mon lot de 2 jeans denim (1 lot par foyer) pour 29 € au lieu de ~~79 €~~. Les frais de port de ~~7,95 €~~ me sont offerts.

Je choisis ☐ 42 (0237767) ☐ 44 (0237768) ☐ 46 (0237769) ☐ 48 (0237770)
ma taille: ☐ 50 (0237771) ☐ 52 (0237772) ☐ 54 (0237773) ☐ 56 (0237774)

Ci-joint mon règlement total de 29 € seulement par :

- ☐ Chèque à l'ordre de **FASHION - L'HOMME MODERNE**
☐ Carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Eurocard-Mastercard).

N°: _____

Date de _____ Cryptogramme au
validité: _____ dos de ma carte: _____ (indispensable)

Cette offre ne m'engage à rien d'autre. Valable 1 mois pour la France métropolitaine et Monaco, dans la limite des stocks disponibles. Expédition sous 6 jours maximum.

Mme/M. : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pour mieux vous servir :

Téléphone : _____ Date de naissance : _____

Email : _____

Date : _____

Signature obligatoire :

**FASHION
L'HOMME MODERNE**

Conformément à la loi «informatique et libertés» et au Règlement européen du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres entreprises. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire à Fashion L'Homme Moderne - Service clientèle - 94971 Créteil Cedex 9, en nous indiquant vos nom, prénom, adresse et numéro de client. Vos données peuvent être communiquées à un tiers concerné dans le cadre d'un changement de contrôle, de fusion, de cession de fonds de commerce ou d'apport partiel actif de Reder SAS. Les 2 jeans sont de même taille et ne peuvent être vendus séparément, prix unitaire de chaque jean 39,50 €.

d'un continent à l'autre. amériques



Europe	16
France	22
Afrique	24
Moyen-Orient...	28

Immigration. Biden marche dans les pas de Trump

Il avait promis une politique plus humaine que son prédécesseur. Mais face à l'afflux de migrants, le président américain emploie la manière forte, comme à Del Rio, au Texas.



—The New York Times
(extraits) New York

Les images semblent tout droit sorties du parfait petit manuel de la politique migratoire sous Trump : des agents de la police des frontières, à cheval, encerclant des familles haïtiennes aux abois dans la zone frontalière pour les expulser rapidement du territoire américain. Cette intervention musclée a eu lieu à Del Rio, au Texas, pour évacuer un camp de fortune où se massaient plus de 15 000 migrants haïtiens. Elle s'intègre dans une plus vaste opération lancée par le gouvernement Biden qui se fonde sur un règlement sanitaire déjà largement exploité sous Trump pour renvoyer dans leur pays des candidats à l'immigration.

Les images sont "horribles", a reconnu une porte-parole du président Biden. "Jamais des êtres humains ne devraient être traités comme ça", s'est émue la vice-présidente, Kamala Harris. Le ministère de la Sécurité intérieure

a déclaré avoir ouvert une enquête. Mais si Joe Biden déclarait le 2 février vouloir "laver la honte morale infligée par le gouvernement précédent", ces expulsions viennent illustrer de façon choquante à quel point l'actuel locataire de la Maison-Blanche a repris à son compte quelques-unes des méthodes les plus contestables de son prédécesseur.

Dilemme. Joe Biden a réagi comme personne ou presque dans son camp ne s'y attendait. Jour après jour, il confirme sa volonté d'employer la manière forte. À sa décharge, ses efforts pour modifier durablement la politique migratoire se sont heurtés à l'opposition de certains juges fédéraux. Sa grande réforme de l'immigration est dans l'impasse au Congrès, et ses espoirs de faire naturaliser une partie des millions de sans-papiers vivant dans le pays viennent encore d'être douchés au Sénat.

Comme nombre de ses prédécesseurs, Biden est devant un dilemme : comment assurer

la sécurité aux frontières tout en se montrant digne des obligations humanitaires des États-Unis envers ceux qui fuient la misère, l'instabilité politique et la violence ?

Au sein de l'équipe présidentielle, le débat est vif entre de hauts conseillers prônant des mesures fermes pour dissuader les candidats à l'immigration et d'autres plus favorables à une politique d'accueil. Beaucoup doutent que le président ait vraiment la volonté, ou simplement le désir, de tenir ses promesses en matière d'immigration. "C'est la question qu'on est en droit de poser aujourd'hui : en quoi êtes-vous si différent de Trump ?" s'insurge Marisa Franco, qui dirige Mijente, une organisation de défense des droits des Latino-Américains.

Pour elle comme pour de nombreux militants, la réaction du président face à l'arrivée massive d'étrangers rappelle non seulement les années Trump, mais aussi les mesures les plus sévères de la présidence Obama. Ils dénoncent

en particulier la bataille que mène en justice Joe Biden contre des associations de défense des droits pour permettre à son gouvernement de prolonger l'un des dispositifs les plus contestés mis en place par Trump : une directive sanitaire connue sous le nom de "titre 42", qui autorise les pouvoirs publics à refuser l'accès aux procédures d'asile en raison de la pandémie de Covid-19.

Ce règlement sanitaire n'est pas invoqué pour tous les migrants arrivant à la frontière. De février à août, les autorités ont procédé à 1,24 million d'interpellations à la frontière mexicaine. Le titre 42 a été utilisé à des fins d'expulsion dans 56 % des cas. Mais d'autres arrivants ont été autorisés à entrer sur le territoire, pour des raisons variées. Environ 1 500 Haïtiens

ont été expulsés rapidement de Del Rio, mais ils sont plusieurs milliers à avoir été autorisés à séjourner aux États-Unis dans l'attente de leur audience d'expulsion. Nombre de ces migrants ont déposé des demandes d'asile. Selon le ministère de la Sécurité intérieure, ceux qui ne font pas l'objet d'une expulsion immédiate devaient être remis en liberté avec des mesures de surveillance du type bracelet électronique.

Dans certains cas, on a du mal à comprendre les critères qui déterminent la décision de renvoyer quelqu'un ou non en Haïti – seule règle : les adultes arrivant seuls sont presque sûrs d'être expulsés. Nombre des Haïtiens qui arrivent cette année n'ont pas fui le dernier séisme ou les violences politiques récentes. Bien souvent, ils ont quitté leur pays il y a des années et vivaient déjà sur le continent sud-américain. Plusieurs de ces candidats à l'immigration racontent avoir entrepris leur périple après avoir perdu leur emploi ou vu leur visa expirer, parce qu'ils n'avaient

On a parfois du mal à comprendre les critères qui déterminent le renvoi en Haïti.

↓ Un garde-frontière texan repousse violemment des migrants haïtiens vers le Mexique. Photo Paul Ratje/AFP



plus d'autre option que de tenter leur chance aux États-Unis.

Quand il était en campagne, Biden avait promis d'agir dès le premier jour de son mandat pour abroger *Remain in Mexico* ["Restez au Mexique"], le dispositif de son prédécesseur imposant aux demandeurs d'asile d'attendre au Mexique dans des camps insalubres que les autorités américaines traitent leur dossier. Dans son entourage, certains mettaient en garde contre un arrêt brutal de cette politique. Selon eux, les États-Unis risquaient d'être dépassés par l'afflux massif et soudain de demandeurs d'asile provoqué par la suspension de cette mesure. Mais la pression était forte, et beaucoup dans l'équipe du candidat Biden pensaient qu'il était impératif de rompre au plus vite avec cette politique trumpienne.

C'est finalement ce point de vue qui a prévalu : le gouvernement Biden a abrogé *Remain in Mexico* le jour même de l'investiture du président. Les mois suivants, l'afflux de migrants a été tel que les

pouvoirs publics ont dû réexaminer la question. Alors même que le gouvernement était poursuivi en justice par les États du Texas et du Missouri, qui exigeaient la remise en place du programme, l'équipe dirigeante envisageait elle aussi, mais en privé, des moyens de le relancer, au moins pour partie, afin d'envoyer un message dissuasif clair aux candidats à l'immigration.

Vif débat. Pour autant, dans les agences fédérales concernées (ministère de la Sécurité intérieure, département d'État, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux), le débat entre tenants de la manière forte et partisans des frontières ouvertes reste vif.

Susan Rice, qui préside le Conseil de politique intérieure, fait partie des chantres de l'intransigeance. Mais sa propre adjointe, Esther Olavarria, une avocate spécialisée dans le droit de l'immigration née à Cuba, est favorable au droit au séjour sur le territoire américain pendant l'examen des demandes d'asile. Une position partagée à titre personnel par le ministre de la Sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas, mais qui se voit obligé de par ses fonctions de défendre la ligne dure. *"Si vous venez aux États-Unis illégalement, vous serez renvoyé chez vous, a-t-il déclaré le 20 septembre. Votre voyage n'aura servi à rien et vous mettrez en péril inutilement votre vie et celle de vos proches."*

—**Michael D. Shear, Natalie Kitroeff, Zolan Kanno-Youngs et Eileen Sullivan**
Publié le 22 septembre

Contexte

Une démission fracassante

●●● Nommé en juillet dernier afin de promouvoir la paix et la stabilité à la suite de l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse, l'émissaire spécial de Washington à Haïti, Daniel Foote, a démissionné avec fracas le 23 septembre. Dans une lettre envoyée au secrétaire d'État, Antony Blinken, le diplomate américain dénonce la décision de renvoyer vers Haïti des milliers de migrants qui s'étaient massés dans un camp de fortune à Del Rio, au Texas. Dans sa missive, obtenue par la chaîne PBS, il stipule : *"Je refuse d'être associé à la décision inhumaine et contre-productive des États-Unis d'expulser des milliers de réfugiés et d'immigrés clandestins haïtiens vers Haïti, un pays où les officiels américains sont confinés dans des résidences sécurisées à cause du danger que posent les bandes armées qui contrôlent la vie quotidienne."* Et d'ajouter : *"Notre politique vis-à-vis d'Haïti demeure profondément viciée."*

Les États-Unis doivent s'impliquer en Haïti

Plutôt que d'expulser brutalement les migrants qui rêvent de l'eldorado américain, Washington ferait mieux d'accompagner le pays et de l'aider à lutter contre la corruption et la mauvaise gouvernance, écrit ce quotidien haïtien.

—**Le Nouvelliste**
Port-au-Prince

Les États-Unis d'Amérique sont le pays le plus impliqué en Haïti et celui qui l'aide le plus, directement et indirectement. La quantité et la qualité des Haïtiens qui vivent dans ce pays lui donnent une place encore plus importante sur notre échiquier. Les relations commerciales Haïti-États-Unis et les transferts d'argent de la diaspora sont indispensables au pays. Plus que les autres nations ou institutions au monde, les États-Unis interviennent et pèsent sur les affaires haïtiennes.

Ces dernières années, bien avant la présidence Trump et le repli américain sur ses affaires intérieures, la pression américaine sur Haïti s'est relâchée. Pour le meilleur et surtout pour le pire. Haïti est devenu plus libre et, malheureusement, ses dirigeants en ont profité pour appliquer des politiques assassines et pour se servir sans vergogne au détriment de l'intérêt public.

La mal gouvernance, la corruption et l'insécurité, maux sur lesquels la communauté internationale ferme les yeux, ont poussé les Haïtiens à partir, à fuir Haïti, depuis 2010 [notamment après le séisme qui avait fait 200 000 morts]. Pour ne pas remonter à d'autres périodes similaires de notre histoire souvent motivées par les mêmes causes. La crise migratoire qui s'est installée aux portes du Texas ces derniers jours a pour origine les manquements depuis dix ans de l'accompagnement américain à Haïti.



L'Amérique si présente en Haïti et qui laisse les dirigeants haïtiens détruire le pays et détourner ses ressources financières sans intervenir autrement que pour les soutenir dans leurs mauvaises actions, pour appeler au dialogue et à la tenue d'élections au plus vite pour conforter leur mauvaise gestion récurrente, cette "Amérique-grand-frère" doit faire plus et mieux en Haïti. Les Haïtiens qui sont aujourd'hui aux portes du Texas et qui rêvent d'aller rejoindre un parent ou un ami ne le diront pas au moment de remplir un quelconque formulaire, mais tous pensent que les États-Unis sont pour beaucoup responsables de leur misère et de l'état lamentable de leur pays.

Des milliers de compatriotes sont massés aux frontières du Texas depuis des semaines. Leur nombre augmente chaque jour. Ils sont au Mexique et espèrent que les portes de l'eldorado américain leur seront ouvertes un jour. À l'affût dans toute l'Amérique, des dizaines de milliers d'autres sont en attente de l'issue de la crise migratoire que cette ruée vers les États-Unis a provoquée. Sur d'autres continents, partout où il y a des Haïtiens, la situation est suivie de près. Partir, pour

un Haïtien, c'est rencontrer un rêve, et ce rêve a les couleurs du drapeau américain, la texture du dollar et l'odeur d'un fast-food. Aucune destination sur terre n'est plus attractive que les États-Unis pour un Haïtien.

Alors les Haïtiens de partout suivent la situation américaine et attendent de savoir s'ils doivent prendre la direction du pays de Joe Biden. Ceux qui survivent en Haïti aussi sont en alerte. S'il y a une ouverture, nombreux feront le voyage par n'importe quel moyen. Rien n'indique pour le moment que la politique américaine sera modifiée. Rien ne le laisse croire. Depuis 2010, la situation en Haïti ne cesse de se

Le rêve des Haïtiens a les couleurs du drapeau américain et la texture du dollar.

dégrader. Les Haïtiens ont utilisé la seule soupape disponible : ils sont partis. Vers la République dominicaine, le Brésil, le Chili, l'Argentine, les Antilles, la Turquie, l'Afrique, l'Europe. Vers toutes les destinations possibles. Partout où il faisait mieux vivre que dans leur pays. En ligne de mire est restée l'Amérique où coulent le lait et le miel.

Pour fixer les Haïtiens en Haïti, il faut faire revenir l'espoir de jours meilleurs en Haïti. Il faut revivifier le rêve d'une vie possible au pays et cela commencera quand les États-Unis aideront à faire le ménage dans le panier de nos oranges. Et quand l'Amérique prendra le leadership de l'action de la communauté internationale pour le meilleur, et plus jamais pour conforter le pire.

—**Frantz Duval**
Publié le 17 septembre

SOURCE



LE NOUVELLISTE

Port-au-Prince, Haïti

Quotidien

lenouvelliste.com/index.php

Fondé en 1898 sous le titre

Le Matin, le plus ancien

journal francophone

des Amériques est devenu

un an plus tard *Le Nouvelliste*, qui est aujourd'hui le principal

quotidien haïtien.



europe

Grèce. Les réfugiés afghans dans les limbes

La politique migratoire du gouvernement conservateur agit comme un obstacle au droit d'asile, estime l'hebdomadaire *Documento*, proche du parti de la gauche radicale, qui raconte les conséquences des nouvelles mesures sur une famille afghane, menacée d'expulsion.

— **Documento** Athènes

Ce sont des parents et des enfants poursuivis par les talibans, qui ont perdu des proches et risqué leur vie en essayant de rejoindre la Turquie, puis la Grèce. Ils sont maintenant à un pas de retourner en enfer. Des milliers de personnes se trouvent dans la même situation. Le gouvernement a rendu clair son objectif : les réfugiés vont souffrir et la plupart seront renvoyés. C'est dans cette logique qu'il fait passer des lois assimilables à l'extrême droite, compliquant les procédures d'asile.

La décision ministérielle de juin en est le parfait exemple, puisqu'elle qualifie la Turquie de "pays sûr", malgré les nombreux documents qui prouvent le contraire. Le pays est tout sauf sûr pour les réfugiés de Syrie, d'Afghanistan, du Bangladesh, du Pakistan et de la Somalie. Le gouvernement de la Nouvelle Démocratie a choisi de changer de manière drastique la procédure d'obtention de l'asile. Les réfugiés ont été contraints d'attendre des années pour leur entretien, et au bout de cette attente, la plupart des demandes ne seront même pas étudiées. Elles seront considérées comme irrecevables,



TÉMOIGNAGE

et les réfugiés seront renvoyés vers la Turquie "sûre".

Les voix d'Islamoudin et de Zaïnab n'atteignent pas les oreilles du gouvernement. Parce qu'elles sont perçues comme des menaces. Après la prise de Kaboul par les talibans, le gouvernement a préféré terminer le mur d'Evros [frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie], pour empêcher l'arrivée de "flux migratoires massifs". Son entreprise de protection à l'encontre de persécutés est soutenue par Frontex, qui reçoit des subsides de l'Union européenne pour empêcher l'entrée d'"envahisseurs".

Certains, bien sûr, ont réussi à s'infiltrer. Comme pour le basketteur Giannis Antetokounmpo et sa famille [nigériane], considérés par l'État comme des étrangers jusqu'à ce que Giannis atteigne la NBA et qu'ils deviennent tous grecs [en 2013]. Mais ceux qui ne sont pas des Antetokounmpo n'ont pas cette chance. C'est le cas de ces enfants d'école maternelle à Athènes, dont les noms [d'origine étrangère] ont été diffusés par un média proche du député de la Nouvelle Démocratie, Constantinos Bogdanos. Une publication qu'il a partagée avant de plaider "l'erreur" face au tollé.



Après quelques jours, on les a informés que leur première demande avait aboutie et qu'ils devaient passer un deuxième entretien, programmé le 30 août. Mais celui-ci a finalement été annulé pour un vice de procédure.

La vie d'Islamoudin a basculé en 1999, quand il s'est engagé auprès d'une femme dans un village d'Afghanistan. Il a vite compris que la famille de sa compagne était proche de l'idéologie des talibans lorsqu'il a fait sa demande en mariage et exprimé le souhait de s'installer à Kaboul. La famille a refusé et Islamoudin a alors voulu rompre son engagement. Là encore, les membres de la famille ont refusé. Ils exigeaient d'Islamoudin qu'il donne une femme de sa famille en échange, sa nièce de 15 ans, pour la marier à un homme de 25 ans. C'est là que les ennuis ont vraiment commencé. "Puisque vous ne voulez pas donner la fille, je vais tous vous tuer", a menacé l'homme avant de venir déposer une bombe. "Ma compagne est décédée et mon frère est resté handicapé", précise Islamoudin.

Il décide alors de fuir à Kaboul et tente de reprendre une vie normale. Il trouve un travail, se marie, devient père et décide de s'installer dans un village. Les années passent mais le retour progressif des talibans [avec le retrait des troupes américaines qui les avaient chassés du pouvoir en 2001] s'accompagne des menaces du passé. "L'homme qui avait lancé la bombe nous a retrouvés. Il voulait l'une de mes filles", retrace Islamoudin. Un

✎ Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

soir, "il m'a appelé et m'a décrit ce que portaient mes filles à l'école. Il m'a dit que c'était le dernier avertissement. On est retournés à Kaboul puis on a traversé l'Iran, on a marché deux semaines pour arriver. Moi, ma femme, et nos quatre enfants". Ils ont ensuite essayé de traverser la Turquie, interceptés trois fois par la police avant de réussir.

Menaces. Finalement arrivés à Istanbul, "on a trouvé un passeur pour qu'il nous emmène en Grèce. On nous a arrêtés et mis dans un camp en Turquie. C'était très dur. Je continuais de recevoir des appels de talibans qui me menaçaient. J'avais gardé tous ces messages mais une fois arrivés en Grèce, la police nous a pris nos téléphones", explique Islamoudin.

Il ajoute : "Le passeur nous avait mis dans une petite embarcation avec une trentaine de personnes. Il a montré à l'un d'entre nous comment la conduire et il nous a laissés. L'eau entraînait. Les enfants pleuraient. Les garde-côtes nous ont trouvés après trois heures. Ils nous ont emmenés à Alexandroupolis, dans un endroit qui ressemblait à une prison. Ils nous ont fait signer un papier assurant qu'on voulait rester en Grèce. Ils nous ont menacés, nous disant que si on ne signait pas on serait renvoyés. On a signé et deux semaines plus tard, ils nous ont envoyés à Athènes."

"On a appelé le passeur pour qu'il nous envoie en Allemagne", poursuit Islamoudin. "On est montés à 50 dans un camion, direction la Macédoine du Nord. Le conducteur a accéléré pour échapper à → 18

Contexte

●●● Arrivé au pouvoir en 2019, année où la Grèce était redevenue la principale porte d'entrée des réfugiés en Europe, le gouvernement conservateur de la Nouvelle Démocratie a multiplié les mesures pour limiter les arrivées et le nombre de demandeurs d'asile dans le pays. "Nous ne reproduirons pas les mêmes erreurs qu'en 2015", a déclaré, mi-septembre, le ministre grec des Migrations. Face à l'éventualité d'une hausse des arrivées après le retour des talibans au pouvoir en Afghanistan en août,

le gouvernement a voulu envoyer un message de fermeté. Cité par le média grec **News247**, le ministre Notis Mitarachi s'est félicité "des arrivées quasi nulles" en Grèce. Il a ainsi rappelé les grands axes de la politique gouvernementale en matière migratoire : "la protection des frontières", "la distinction rapide entre réfugiés et migrants économiques", "la hausse des renvois", "la mise en place de camps fermés". Une loi votée le 1^{er} novembre 2019 a compliqué la procédure de demande d'asile, limitant les recours

en appel et restreignant les critères de vulnérabilité. Le contrôle aux frontières a été intensifié, un mur à la frontière turque a été érigé et des refoulements d'embarcations en mer Égée ont été documentés. En juin, les autorités grecques ont désigné par décret la Turquie comme un "pays tiers sûr", estimant que les demandeurs d'asile n'y étaient pas en danger et espérant ainsi accélérer leurs renvois. Quelque 40 000 réfugiés et demandeurs d'asile afghans se trouvent actuellement en Grèce.



Devenons l'énergie qui change tout.

POUR LE CLIMAT, TOUTES LES ÉNERGIES NE SE RESSEMBLENT PAS.

L'électricité d'EDF est à 97% sans émissions de CO₂*.
Et ça, c'est mieux pour le climat.

RCS PARIS 552 081 317



PARTENAIRE
PARALYMPIQUE ET OLYMPIQUE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles –
chiffre 2020, périmètre EDF SA, source : [edf.fr/climat](https://www.edf.fr/climat).

✎ Dessin de Ramsés,
Cuba.

SLOVÉNIE

Un pass sanitaire qui passe mal

Lancé le 15 septembre, le pass sanitaire slovène provoque beaucoup de confusion et de colère, alors que moins de la moitié de la population est complètement vaccinée.



16 ← la police et on est plusieurs à être tombés du camion. Mon fils avait disparu. On s'est cachés plusieurs jours dans la forêt et on est rentrés à Athènes.”

Un mois plus tard, son fils l'appelle. Il a rejoint l'Allemagne. “Ma femme a réussi à le rejoindre, puis j'ai envoyé ma petite fille et moi, je suis toujours en Grèce avec mes deux autres filles de 15 et 16 ans. Après quatre années très difficiles, on nous a dit que notre demande avait été acceptée. On pensait que d'ici à quelques mois on aurait nos papiers et que je pourrais retrouver ma femme.” Tout ne s'est pas passé comme prévu. “Ils nous ont dit oui et ils ont changé d'avis”, se lamente-t-il.

Harcèlement. Zaïnab, la fille de 16 ans d'Ismoudin, a été diagnostiquée dépressive. Victime de harcèlement sexuel par des passeurs en Turquie, elle ne peut plus supporter d'autres injustices. Assise sur une chaise cassée, mouchoir à la main pour essuyer ses larmes, elle témoigne : “En Turquie, on habitait dans le même appartement que les passeurs. Ils ne se comportaient pas bien. Il n'y avait que des hommes. Un Afghan me disait que si je ne faisais pas ce qu'il voulait, on se ferait tous renvoyer. [...] Ma vie est devenue un enfer. J'ai failli me noyer dans la rivière qu'on a traversée pour entrer en Turquie, et dans la forêt en Grèce, j'ai cru que j'allais mourir.” Arrivés à Athènes, “on a commencé à vivre comme une famille, poursuit-elle. Mais ma mère est partie. Je n'en pouvais plus. J'ai commencé à avoir des problèmes psychologiques. Quand j'ai appris qu'on allait avoir nos papiers, une lumière s'est allumée. C'était notre dernier espoir. Mais quand j'ai entendu qu'on nous les refusait, j'ai ressenti de la fatigue. Combien d'injustices encore vais-je devoir vivre si jeune?”

“La gestion de la demande d'asile de cette famille non seulement viole les principes fondamentaux de la justice, mais en plus se moque complètement d'eux. Il est clair que le gouvernement essaye de s'en débarrasser par n'importe quel moyen. La politique migratoire voulue par ce gouvernement ressemble plus aux caractéristiques d'un régime fasciste qu'à ceux d'un État de droit qui respecte les droits de l'homme”, accuse l'avocate de la famille.

— **Danaë Kiskira-Bartsoka et Vasilis Andrianopoulos**

Publié le 21 septembre

— **Dnevnik** (extraits) Ljubljana

Nous nous sommes rendus tôt le matin dans plusieurs stations d'essence de la société Petrol, à Ljubljana, pour vérifier l'application du nouveau pass sanitaire (PCT) sur le terrain. Les employés, pour la plupart des étudiants, vérifiaient le pass des clients avant de faire le plein ou de les laisser entrer dans le magasin. Petrol a fait savoir le 14 septembre, veille de l'entrée en vigueur du pass sanitaire obligatoire, que le ravitaillement en essence des automobiles serait techniquement désactivé pour les clients ne disposant pas du sésame en bonne et due forme. Des files d'attente se sont formées, les gens se précipitant pour faire le plein. Le lendemain matin, elles avaient disparu mais l'atmosphère était plutôt électrique et agitée.

“Les échanges sont parfois pénibles avec les clients, tant ils insistent sur les droits de l'homme, les lois et différents articles faisant de nous une sorte de paratonnerre pour absorber leur mauvaise humeur. Heureusement, les insultes entrent par une oreille et ressortent par l'autre”, raconte une étudiante employée à la caisse

d'une des stations d'essence. Chargée du contrôle des PCT, elle explique qu'il n'y a pas de problème avec les étrangers ou les clients

réguliers. Toutefois, 5 à 10 % de personnes ne disposant pas de PCT sont plutôt agressives bien qu'elles puissent faire le plein au distributeur automatique et payer par carte sans passer par la caisse. Et si le client devient trop agressif? “Dans ce cas, nous appuyons sur le bippeur accroché à notre cou pour faire intervenir un agent de sécurité ou un policier”, nous explique la jeune femme.

“Montrer le pass me semble justifié, il faut juste s'adapter. J'ai eu le Covid au mois de janvier et je suis donc immunisée, mon carnet de santé l'atteste”, explique Metka, satisfaite, tandis qu'un autre client, Primoz, ne peut réprimer sa colère : “C'est affreux. Ce genre de contrôle n'a pas de sens, personne ne peut me garantir que le pass sanitaire que je viens de montrer est bien le mien. Je suis sûr qu'il y aura des abus, nos droits élémentaires sont violés, les services vitaux doivent être accessibles à tous.”

Beaucoup d'animation devant le centre commercial Aleja. Conformément aux instructions ministérielles, on contrôle les pass sanitaires aux sept entrées du centre. Sur le parking, une longue file de personnes attend pour se faire tester, afin d'obtenir un certificat. Certains font la queue depuis une heure. “Je dois me rendre dans les services municipaux pour une affaire urgente, j'ai donc besoin d'un test négatif. Pour l'instant, je ne pense pas me faire vacciner, mais je suis consciente que dans un avenir proche ce sera inévitable. Tant que ça fonctionne, je ne me vaccine pas”, nous explique une personne dans la queue.

Tanja et son fils Abel, de Ljubljana, sont aussi dans la file d'attente. “Nous attendons depuis une demi-heure, partout on a besoin du test, remplir les conditions du dispositif PCT est désormais indispensable pour aller au travail. C'est la raison pour laquelle nous réfléchissons à nous faire vacciner, bien qu'ayant déjà eu le Covid. Toutefois, contraindre les gens à montrer patte blanche pour la moindre sortie n'est pas vraiment acceptable. Prendre la température aurait suffi. On nous force à nous faire vacciner, et

ce malgré de possibles effets secondaires graves”, affirme-t-elle.

Une vendeuse travaillant dans un magasin de lingerie dans le centre de Ljubljana se plaint des règles peu claires et de la confusion qu'elles provoquent : “Je n'ai aucune compétence ni savoir pour vérifier le PCT. Je peux juste demander aux clients de me le montrer. S'ils refusent, je dois les renvoyer du magasin. Mais comment puis-je mettre quelqu'un à la porte? Il y a des limites à tout. On m'a conseillé de demander juste le pass, sans vérifier. Je ne prendrai aucune responsabilité, ce n'est pas mon rôle.”

“Je suis sûr qu'il y aura des abus. Nos droits seront violés.”

Primoz,
CLIENT EN COLÈRE

L'obligation de présenter le PCT vaut aussi dans les transports publics. Il appartient aux contrôleurs ou aux agents des chemins de fer slovènes de le vérifier. Au cas où un passager ne l'aurait pas, il est averti des conséquences et invité à descendre au prochain arrêt. Le décret gouvernemental relatif à l'obligation du PCT s'applique aussi aux tribunaux – non seulement pour les employés ou les avocats, mais aussi pour les prévenus. Ainsi, l'un des prévenus dans une affaire de trafic présumé de migrants, venu au tribunal sans le pass au prétexte que “personne ne l'avait informé”, s'est vu refuser l'entrée. Le juge a dû reporter l'audience. Les juges sont censés décider au cas par cas du report des audiences dû au non-respect des mesures sanitaires.

— **Tina Jereb**

Publié le 15 septembre

Contexte

●●● La Slovaquie figure parmi les pays de l'UE les plus touchés par la pandémie. Confronté à une nouvelle flambée de cas de Covid-19, le gouvernement a imposé le 15 septembre un pass sanitaire très restrictif, sans lequel l'accès aux services publics, aux cabinets médicaux, aux stations d'essence ou aux commerces est interdit. Tout fonctionnaire est obligé de s'en munir; ceux qui sont en télétravail doivent se tester au moins une fois par semaine et envoyer l'attestation à l'administration, rapporte le quotidien **24ur**.

Le 15 septembre, quelque 8 000 personnes ont protesté dans le centre de la capitale, Ljubljana, contre l'entrée en vigueur du pass. Des échauffourées ont éclaté entre la police et les manifestants, infiltrés par des supporters des clubs de foot.

VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

Un tour du globe des solutions les plus innovantes pour nos déplacements



DES VOITURES VOLANTES POUR RELIER MADRID À BARCELONE EN DEUX HEURES

KLEIN VISION, L'UNE DES ENTREPRISES LES MIEUX POSITIONNÉES DANS LE DOMAINE DES VOITURES CONVERTIBLES, PRÉVOIT DE FAIRE VOLER SA AIRCAR ENTRE LES AÉROPORTS DE MADRID ET DE BARCELONE EN SEULEMENT DEUX HEURES.

L'entreprise d'aéronautique Klein Vision a déjà effectué quelques essais en vol avec AirCar, notamment entre deux villes de Slovaquie. Plus précisément, un vol de trente-cinq minutes entre les aéroports de Bratislava et de Nitra. La clé de l'AirCar est sans aucun doute sa capacité à passer en trois minutes seulement de la voiture à l'avion et de l'avion à la voiture. L'AirCar Prototype 2 compte recevoir la certification de l'AESA (Agence de la sécurité aérienne de l'Union européenne) en tant qu'avion avec un permis spécial pour la conduite sur route. Il pourra ainsi couvrir la distance entre les aéroports de Madrid et de Barcelone en seulement deux heures, puis se rendre en centre-ville. Ce modèle à hélice devrait atteindre une vitesse de 300 km/h et une autonomie de près de 1000 kilomètres.

L'AirCar va devoir partager le ciel avec de nombreux véhicules volants. Les deux grandes compagnies aériennes, à savoir Boeing et Airbus, ont terminé leurs prototypes de voitures aériennes depuis 2018. La multinationale américaine a fait voler sa Boeing NeXt en janvier 2019, quatre mois plus tard, l'Airbus CityAirbus, d'une capacité de quatre passagers, a réussi son premier test en décollant à distance. Les grands bénéficiaires de ce nouveau marché ne sont autres que les constructeurs automobiles : Rolls-Royce s'est associé à Airbus pour développer le CityAirbus ; Audi a signé un accord avec le même constructeur pour créer Pop. Up Next ; BMW développe Skai Flying Car ; et Uber s'est associé à Bell Helicopter pour lancer la Bell Nexus.

Quoi qu'il en soit, les véhicules volants ne pourront pas circuler dans l'espace aérien européen avant l'année 2023. Dans deux ans, l'Union européenne envisage d'approuver le cadre réglementaire qui donnera le feu vert à la circulation de la catégorie certifiée taxis aériens et drones.



© KLEIN VISION

Les scientifiques, eux, ne voient pas la voiture volante comme un moyen de transport véritablement durable. Une étude publiée dans la revue Nature indique que les émissions de CO₂ de ces véhicules par passager sont supérieures de 28 % à celles des véhicules à moteur thermique.

L'ALTERNATIVE ÉLECTRIQUE

La start-up française VoltAero s'apprête à déployer des vols électriques à la demande pour relier, par exemple, Madrid et Barcelone. VoltAero développe actuellement des avions à six places capables d'atteindre 360 km/h, avec une autonomie pouvant aller jusqu'à 1200 kilomètres. La commercialisation devrait commencer en 2023.

En termes de durabilité et de prix, une nouvelle compagnie de bus électriques volants pour quarante personnes pourrait rivaliser avec le transport en commun traditionnel. La compagnie new-yorkaise Kelekona affirme que son bus volant serait capable de couvrir de longues distances à grande vitesse. La navette aérienne pourrait ainsi faire le trajet Madrid-Barcelone en seulement une heure,

comme un avion de ligne classique. Kelekona envisage d'imprimer en 3D le corps de l'appareil avec un composite d'aluminium, un matériau qui augmenterait ses performances. Le prototype de bus volant compte huit hélices, deux paires à l'avant et deux à l'arrière, qui peuvent être inclinées pour permettre le décollage et l'atterrissage verticaux et le vol vers l'avant.

WOVEN CITY, UNE PREMIÈRE PIERRE VERS LA VILLE DU FUTUR

Et si la ville du futur se traduisait au présent ?

C'est l'ambition de Toyota avec le projet Woven City, véritable cité laboratoire au pied du mont Fuji. Au-delà des concepts et théories futuristes, la ville doit fournir dès aujourd'hui un terrain d'expérimentation pour une technologie centrée sur l'humain. Véhicules autonomes, mobilités légères, robotique, logistique, intelligence artificielle : c'est toutes les plus belles promesses techniques qui trouveront un terrain de jeu grandeur nature sur le site de l'ancienne usine Higashi-Fuji.

ROYAUME-UNI

L'Irlande du Nord se vide de ses cerveaux

Des milliers de jeunes Nord-Irlandais quittent leur région pour intégrer des universités ailleurs au Royaume-Uni. Un aller souvent sans retour.



—Financial Times Londres

A 18 ans, Alana Cahoon a déjà accumulé plus d'engagements civiques et politiques que beaucoup de personnes au cours de leur vie entière. La jeune femme est représentative de toute une génération de jeunes Nord-Irlandais déterminés à s'assurer un avenir plus florissant et à surmonter les traces du passé troublé de leur région. Dans quelques semaines, ce membre du Parti unioniste d'Ulster (UUP, formation politique favorable au maintien de la région dans le Royaume-Uni), militante dans le domaine de la santé psychologique et ambassadrice d'un projet phare de développement communautaire, va

quitter l'Irlande du Nord pour, peut-être, ne jamais y revenir...

Quitter sa famille pour partir à l'université est un rite de passage pour de nombreux jeunes dans le monde entier, mais en Irlande du Nord, ceux qui choisissent de déménager définitivement – alimentant encore la fuite des cerveaux commencée pendant la période des Troubles – représentent un pourcentage démesuré. Cela s'explique en partie par le désir de bénéficier de meilleures conditions économiques et d'un avenir plus stable, dans un pays où le conflit armé communautaire [entre nationalistes proréunification de l'Irlande d'une part, et paramilitaires unionistes et autorités britanniques de l'autre], qui a pris fin en 1998, reste encore

un facteur déterminant dans les choix de vie de ceux qui sont nés des années plus tard.

“Je n'ai pas envie de monter à Belfast pour y être étiquetée d'une certaine manière en raison de mes origines et de mes opinions politiques”, explique Alana Cahoon, qui a grandi dans un quartier de logements sociaux unioniste et protestant de Portadown. Elle a choisi d'étudier à Glasgow, en Écosse, plutôt que dans la capitale nord-irlandaise, où les gens sont encore souvent étiquetés “orange” pour les protestants ou “vert” pour les catholiques [majoritairement nationalistes], en fonction de leurs origines familiales.

Pivotal, un groupe de réflexion local, dresse un sombre tableau de la situation : en 2018-2019, environ 17 500 étudiants de la région ont choisi de partir étudier dans d'autres parties du Royaume-Uni, tandis que seules 3 500 personnes extérieures sont venues en Irlande du Nord poursuivre leurs études supérieures. D'après les recherches menées par le groupe, environ deux tiers des diplômés d'Irlande du Nord continuent de vivre loin de chez eux après avoir terminé leurs études, alors que c'est tout le contraire en république d'Irlande, où les diplômés universitaires et les membres de la diaspora ont tendance à revenir au pays.

“On laisse filer ceux-là mêmes qui pourraient changer la société nord-irlandaise à la manière de la république d'Irlande ces trente ou quarante dernières années”, estime John Fitzgerald, un économiste irlandais, qui cite des études montrant que les émigrants de retour en république d'Irlande sont plus productifs que leurs pairs et ont des revenus 7 % supérieurs. Fitzgerald souligne que si l'Irlande du Nord disposait d'une main-d'œuvre aussi instruite que celle de l'Écosse, elle pourrait faire gagner à son économie mal en point entre 0,25 et 1 point de taux de croissance annuel sur vingt ans. Pour cela, il faudrait encourager les jeunes à poursuivre leurs études sur place, selon lui.

Mais le nombre d'admissions à l'université est actuellement plafonné : l'Irlande du Nord n'offre que 60 places pour 100 postulants nationaux, d'après une étude de la Queen's University de Belfast. L'objectif : contenir les dépenses, les frais de scolarité étant en partie financés par le ministère de

l'Économie local. Mais Fitzgerald estime qu'il serait dans l'intérêt économique de l'Irlande du Nord de supprimer une telle limitation, même si cela implique une augmentation des dépenses.

Selon Robbie Butler, membre de Stormont (le Parlement nord-irlandais) et porte-parole de l'UUP pour les questions d'éducation, l'arrêt de la fuite des cerveaux est une priorité pour son parti, mais il ne suffit pas d'améliorer l'offre éducative pour résoudre le problème. *“À quoi bon si l'on ne s'intéresse pas aussi aux débouchés professionnels pour ces jeunes ? demande-t-il. Car ils voudront toujours aller vers des emplois mieux payés avec de meilleures perspectives de carrière de l'autre côté de la mer ou en république d'Irlande.”*

Le nombre d'admissions à l'université est plafonné : 60 places pour 100 postulants.

En attendant, des initiatives ponctuelles ont été mises en place pour inciter les jeunes à rester, comme la proposition de Matthew O'Toole, représentant du Parti social-démocrate et travailliste [proréunification] à l'assemblée nord-irlandaise, de favoriser les admissions dans la fonction publique. *“C'est un énorme échec”,* constate Matthew O'Toole à propos de l'inaction des principaux partis de Stormont et de l'exécutif en Irlande du Nord.

Malgré tout, certains jeunes envisagent quand même leur avenir en Irlande du Nord. C'est le cas de Nathan Fairley, un jeune diplômé en droit de 21 ans, qui aime sa région et dit ne jamais vouloir la quitter, bien qu'il ait vu partir environ la moitié de ses camarades de classe. D'autres affirment que si l'Irlande du Nord veut vraiment s'attaquer au problème, elle ne doit pas seulement progresser dans les domaines de l'éducation et de l'économie.

Après avoir grandi dans le giron de l'Église presbytérienne libre, une aile conservatrice du protestantisme, Kyle Frazer, 22 ans est allé à l'université à Newcastle, en Angleterre. Il se souvient d'avoir été en larmes au moment de rentrer voir sa famille et ses amis, parce qu'il ne voulait pas retourner chez lui. Kyle a révélé son

homosexualité quand il était au lycée. Or le parti politique le plus représenté dans le gouvernement d'Irlande du Nord, le Parti unioniste démocrate (DUP), a été fondé par un homme qui s'est battu contre la dépénalisation de l'homosexualité avec le slogan *“Sauver l'Ulster de la sodomie”*.

Ces valeurs conservatrices imprègnent toujours le DUP aujourd'hui, sur des questions comme l'homosexualité ou l'avortement. Kyle Frazer est quand même revenu en Irlande du Nord pour y faire un master en tentant de faire la paix avec sa région, mais maintenant il s'apprête à repartir. Selon Ben Harper, de Pivotal, les jeunes *“en ont marre des gouvernements qui ne s'intéressent qu'au passé”* et ont l'impression d'être des *“laissés-pour-compte de la politique”*.

Pour Luke Patterson, un jeune homme de 18 ans qui a reçu ses résultats au A-level [l'équivalent du bac] mi-août et a été admis à l'université de Cambridge, les hommes politiques devraient consacrer plus de temps à des sujets tels que l'éducation, la santé et les infrastructures *“plutôt que d'être obnubilés par la grande question constitutionnelle”* de l'appartenance de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni ou à la république d'Irlande. Il craint de *“tomber amoureux d'un autre mode de vie et de ne plus vouloir revenir”*.

Alana Cahoon, qui entame des études de journalisme, sciences politiques et relations internationales, a beaucoup moins d'états d'âme : *“Si je peux avoir de meilleures chances de m'épanouir en Grande-Bretagne, je ne me poserai pas de questions”,* affirme-t-elle.

—Laura Noonan
Publié le 15 août

SOURCE

FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni

Quotidien

ft.com

Fondé en 1888, le *Financial Times* est le quotidien financier et économique de référence en Europe. Racheté par le groupe japonais Nikkei en 2015, le “journal de la City” voit son nombre d'abonnés à l'édition papier s'éroder (140 000 en avril), mais compte 960 000 abonnés numériques.





**PARCE QUE LE TEMPS PEUT ÊTRE COMPTÉ,
PARCE QUE LE MONDE PEUT S'ARRÊTER,
LA RECHERCHE DOIT AVANCER.**

Maladies infectieuses, Covid-19, cancers, Alzheimer, Parkinson...
Pour faire avancer la recherche, faites un don à l'Institut Pasteur.
Ensemble, défendons la recherche.



**Envoyez "DON" par SMS
au 92 112* pour
faire un don de 20€**



Donnez sur **Pasteurdon.fr** ou au

36 20 Dites
"Pasteurdon"
Service gratuit + prix appel



Avec le soutien de :



Integer - Hopening / photographie : © Julien Soulier / Institut Pasteur.
Cette photo a été réalisée dans le respect des gestes sanitaires.

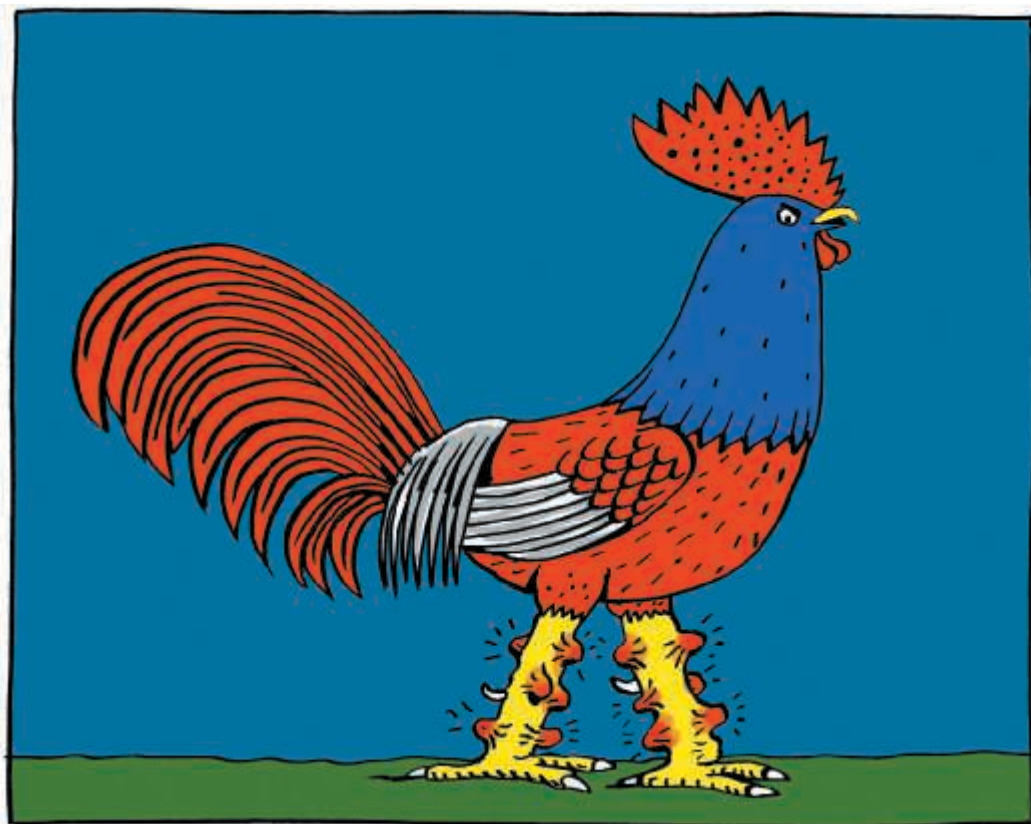
*Disponible uniquement en France métropolitaine pour les clients de Bouygues Télécom, Orange et SFR. Don collecté sur facture d'opérateur mobile. Plus d'informations en envoyant contact au 92 112.



france

Sport. Ils sont boudeurs, ces Gaulois!

Ils se lamentent, râlent, font la tête... Bien au-delà de la récente crise diplomatique autour de sous-marins, les Français se distinguent par leur caractère extraordinairement grognon, surtout sur le plan sportif.



—The Daily Telegraph
(extraits) Londres

La France ne décolère pas depuis la conclusion du contrat de sous-marins entre les États-Unis et l'Australie la semaine dernière. Pour un francophile comme moi, il n'est pas surprenant qu'elle ait rappelé ses ambassadeurs en Australie et aux États-Unis, ni que son gouvernement dise du mal des Britanniques, ni que la coopération militaire et les négociations commerciales soient en péril.

J'aurais pu prédire cette réaction, car la France est un pays de boudeurs. Ils ont ça dans le sang. Ma fille, à moitié française, approche des 17 ans, et j'ai une règle d'or à son égard : l'alcool et le tabac, je peux le tolérer,

ma chérie*, mais que je ne te prenne jamais à bouder.

Je me rappelle comment j'ai fait la connaissance de la bouderie française. C'était lors de mon premier match avec mon nouveau club de rugby du Languedoc, un derby contre la ville d'à côté, sur la côte méditerranéenne. Le match fut acharné mais fair-play, et nous gagnâmes de justesse. Au coup de sifflet final, j'allai serrer la main de mon adversaire, mais ses camarades et lui quittèrent les vestiaires d'un pas lourd. J'étais stupéfait. J'avais joué au rugby dans le monde entier, serré la main de Kiwis, de Fidjiens, d'Australiens et d'Américains, mais je ne savais pas que l'art de perdre ne faisait pas partie du répertoire français.

Autre particularité du rugby français, l'entraîneur annonce

la composition de l'équipe le jour du match. Dans le monde anglophone, ça se faisait à l'entraînement du jeudi soir précédant la rencontre. C'était aussi comme ça en France auparavant, mais les joueurs déçus d'être remplaçants finissaient de plus en plus par ne pas venir du tout le samedi. Quand on pense qu'*esprit de corps** est une expression française...

Cette tendance à faire la gueule se retrouve dans tout le sport français. Rappelez-vous Eric Cantona et son tristement célèbre coup de pied de karaté, en 1995, alors qu'il jouait pour Manchester United au Crystal Palace. Il a accusé un supporter de l'avoir provoqué, mais s'il s'est lancé dans la tribune, c'est parce qu'il venait d'être expulsé.

Cantona était le roi de la bouderie footballistique, mais il a des dauphins. Nicolas Anelka par exemple, qui a fait la plus grande partie de sa carrière en Angleterre, où il était connu sous le surnom "Incredible Sulk" [jeu de mots sur Incredible Hulk, l'"incroyable Hulk", qui donne l'"Incroyable Boudeur"], toute l'équipe de la Coupe du monde de 2010 qui a refusé de s'entraîner, et Paul Pogba, aussi brillant sur le terrain que pour faire la tête.

Les choses ne sont pas tellement mieux dans le rugby. Quand l'Angleterre a battu la France en quart de finale de la Coupe du monde 1991, Daniel Dubroca, l'entraîneur des *Bleus**, a malmené l'arbitre après le match en l'accusant d'avoir triché. Plus récemment, en 2018, Guy Novès a réclamé 2,9 millions d'euros à la Fédération française devant la justice pour avoir été viré après six défaites consécutives. C'est le même Novès qui s'était retiré du rugby international en 1979, à l'âge de 25 ans, après avoir été évincé de l'équipe de France.

Insécurité. Il est dommage pour la France que la bouderie ne soit pas un sport olympique. Les Français auraient bien besoin de ces médailles. Et ils arrêteraient peut-être de bouder. Lors des Jeux de Tokyo, cet été, le boxeur super-lourd Mourad Aliév a protesté pendant une heure sur le ring après avoir été disqualifié pour coups de tête. Voir aussi l'équipe de cyclisme [sur piste] lors des Jeux de Londres, en 2012. La Grande-Bretagne avait dominé le vélodrome, et Isabelle Gautheron, la directrice technique nationale, avait marmonné que son succès ne pouvait qu'être attribué à des "*roues magiques*". Il se trouve que les "*roues magiques*" des vélos britanniques étaient fabriquées par une entreprise française, qui fabriquait aussi celles de son équipe. "*Vous, les Français, vous devriez connaître le secret de notre réussite parce que c'est vous qui fabriquez les roues de nos vélos*", avait déclaré David Cameron, le Premier ministre de l'époque, irrité par ces insinuations.

La bouderie française est un phénomène largement culturel, né d'une insécurité qui s'est accentuée au cours des cent cinquante dernières années, alors que la Grande-Bretagne puis les

États-Unis devenaient les empires mondiaux dominants. Le monde tourne sur un axe anglophone, et la France ne le supporte pas.

Nul ne symbolise mieux cette irascibilité que Charles de Gaulle, qui a passé une grande partie de ses quatre années à Londres, pendant la Seconde Guerre mondiale, à bouder. Son ingratitude exaspérait souvent Winston Churchill. "*Il manifeste une hostilité marquée à notre égard*", se plaignait-il en septembre 1942. De Gaulle a remis ça en 1963, en refusant que la Grande-Bretagne entre dans la Communauté économique européenne (CEE). Le président Chirac était un boudeur notoire, il a annulé un jour un sommet anglo-français après une querelle avec Tony Blair, et Emmanuel Macron s'est révélé son digne successeur.

Je pense que les Français bouderaient moins s'il y avait du sport de compétition à l'école. Ma fille a passé la moitié d'un trimestre à lancer un frisbee en éducation physique l'année dernière. Quelle utilité ? Le sport de compétition, quel que soit le niveau, est inestimable pour les enfants. Il leur apprend à être magnanimes dans la victoire et dignes dans la défaite. Une fois apprises, ces leçons ne s'oublient jamais ; garçons et filles traiteront les deux menteurs que sont le Triomphe et la Défaite [référence à *Si*, de Rudyard Kipling, traduction d'André Maurois] de la même façon dans toutes les circonstances de la vie une fois adultes.

En France, les enfants font du sport de compétition dans des clubs en dehors des heures de cours. Les plus doués entrent ensuite dans des écoles spécialisées où l'on s'efforce avant tout de gagner, et non de leur forger le caractère. La Grande-Bretagne peut remercier l'époque victorienne d'avoir cherché en quoi le sport pouvait instiller aux écoliers l'autodiscipline, l'altruisme et l'équanimité.

Je me suis tellement habitué à la bouderie française au fil des ans que je la trouve plutôt attachante maintenant, comme la façon dont les Français prononcent certaines expressions anglaises que je leur ai apprises. *Issy Fit* [*Hissy Fit* – "crise de colère"], par exemple.

—Gavin Mortimer

Publié le 21 septembre

* En français dans le texte.

POLITIQUE

La droite évite la case primaire

Pour désigner son candidat à la présidentielle, le parti Les Républicains passera par un congrès. Le but : éviter les divisions et les candidatures du type Éric Zemmour.

—Le Temps (extraits) Lausanne

Christian Jacob a appliqué à la lettre le titre de son livre. Le président des Républicains, premier parti de la droite française, vient de publier un essai intitulé *J'en ai tellement vu* (éd. Robert Laffont). Cet agriculteur, ancien syndicaliste agricole, lassé des querelles intestines, a donc tiré les conséquences de son expérience en faisant avorter [samedi 25 septembre] l'idée d'une primaire ouverte à droite. Laquelle aurait répété le scénario de novembre 2016, lorsque François Fillon s'imposa, contre toute attente, face à l'autre finaliste du scrutin ouvert à tous les sympathisants conservateurs : Alain Juppé, pourtant donné favori. On connaît la suite.

Pas question, donc, de risquer de nouveau un tel scénario. La solution choisie à l'issue d'un vote en ligne par les adhérents revient aux pratiques du RPR qu'avait créées Jacques Chirac : un congrès [le 4 décembre], et un vote des militants encartés et à jour de leur cotisation, soit environ 80 000 personnes, selon les chiffres disponibles. Avantage de cette formule choisie par 58 % des votants : les sympathisants extérieurs au mouvement ne pourront pas venir troubler la sélection en prenant part au vote. Pas de médiatisation excessive non plus. Autre avantage : permettre aux adhérents à jour de leur cotisation, s'ils le souhaitent, de choisir un candidat à l'extérieur du parti, tel Xavier Bertrand, le président de la région des Hauts-de-France, qui refuse de se présenter à une primaire et a quitté Les Républicains en 2017.

Ce dernier laisse planer le flou sur sa participation ou non au congrès du 4 décembre. Trois autres candidats sont pour l'heure en lice : l'ancien négociateur européen du Brexit, Michel Barnier; la présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse; et le député des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti. Ce dernier, tenant d'une ligne dure, a déjà annoncé qu'il pourrait voter pour le polémiste Éric Zemmour si celui-ci décidait de se présenter. Une candidature Zemmour,

d'ici au 4 décembre, pourrait d'ailleurs semer le trouble dans les rangs du parti Les Républicains. Même si les cadres affirment qu'une clause empêchera sa participation surprise : les nouveaux statuts de LR, soumis au vote des militants, prévoient en effet une clause permettant de refuser un candidat qui ne serait pas compatible avec les "valeurs de la droite et du centre".

Deux forces parallèles vont désormais être à l'œuvre d'ici à ce vote électronique, dont le caractère tardif, en fin d'année, risque de handicaper le futur candidat. La première est l'influence jouée, dans les rangs de la formation qu'il a renommée en 2015, par l'ancien président Nicolas Sarkozy, que l'on dit aujourd'hui proche d'Emmanuel Macron. Nicolas Sarkozy dispose de troupes au sein du parti. Il est écouté. Et sa parole pourrait peser dans les débats internes alors que le président français n'est, lui, toujours pas candidat à un second mandat.

Le second facteur à suivre de près sera l'enracinement des différents candidats dans les fédérations du parti. Xavier Bertrand, qui a longtemps été dans les instances dirigeantes de l'UMP, prédécesseur direct des Républicains, dispose de relais et a un avantage, malgré son départ de la formation en 2017. À l'inverse, Valérie Pécresse, qui elle aussi a claqué la porte des Républicains en juin 2019, devrait se trouver en difficulté.

Xavier Bertrand, qui a longtemps été dans les instances dirigeantes de l'UMP, a un avantage.

Son profil plus centriste, plus Macron-compatible, aurait mieux convenu à une primaire ouverte à laquelle elle était d'ailleurs favorable. Reste celui qui n'a jamais quitté le parti : l'ancien ministre Michel Barnier, qui se revendique gaulliste social. Sa fidélité pourrait payer, même si son profil politique actuel est décalé par rapport à la droitisation de sa formation.

Troisième élément à suivre, enfin : le séisme que pourrait provoquer, à droite, une candidature Zemmour. Le polémiste, que ses thèses xénophobes rapprochent de l'extrême droite, est populaire au sein de l'électorat conservateur français. Il joue sur un registre différent de celui de Marine Le Pen, la candidate du Rassemblement national, dont le slogan est désormais "Libertés, libertés chéries". Un congrès dans l'ombre de la candidature Zemmour pourrait, malgré la volonté d'unité de Christian Jacob, accoucher de déchirements pas moins douloureux que ceux d'une primaire. Surtout si Éric Zemmour parvient, d'une façon ou d'une autre, à dérégler la machine du grand parti de droite via des débats télévisés avec les uns et les autres.

—Richard Werly
Publié le 26 septembre



Un splendide manteau d'humanisme et de poésie pour tous les déplacés de l'Histoire

TÉLÉRAMA

Un film bouleversant qui rayonne longtemps dans le cœur

LA CROIX

Somptueux ! Une œuvre digne de Chagall, d'une incroyable puissance artistique

LE PARISIEN

Causette arte

PREMIERE

Télérama

LE FIGARO

AU CINÉMA LE 29 SEPTEMBRE



afrique

Afrique du Sud. Fins de mois difficiles à l'ANC

Le parti historique de la lutte antiapartheid, hégémonique depuis presque trente ans, aborde les élections locales de novembre ruiné et déchiré par des guerres intestines.



—The Continent
Johannesburg

L'ANC, le parti au pouvoir en Afrique du Sud, n'a plus un sou. Il ne parvient pas à payer ses équipes en temps voulu. Certains ont fait grève le mois dernier pour protester contre ces retards de salaires. La situation dure depuis une bonne partie de l'année, expliquent-ils. Et pourtant, ceux qui reçoivent leur salaire en retard peuvent s'estimer heureux : d'autres n'ont pas été payés du tout depuis trois mois.

À en croire le porte-parole du parti, Pule Mabe, ces lenteurs sont liées à un manque de financement, et surtout à la situation économique liée au Covid-19. Mais pour certains travailleurs mécontents, la précarité financière de l'ANC est bien antérieure à la pandémie. L'ANC lui-même reconnaît qu'il ne reverse pas aux impôts la part prélevée sur le salaire de ses employés. En d'autres termes, le parti au

pouvoir ne paye pas ses impôts. Il a également suspendu ses paiements à la caisse de prévoyance. Si l'ANC était une personne, elle serait poursuivie en justice.

Les ennuis de l'organisation sont plus profonds. En prévision des élections locales de novembre, l'ANC n'a pas réussi à présenter des candidats dans de nombreuses municipalités du pays. Ce qui laisse présager une sérieuse perte d'influence – alors que son hégémonie était autrefois considérée comme acquise – dans des provinces très importantes.

Selon le parti, c'est le système d'inscription qui ne fonctionnait pas, mais les autres formations, elles, ont pourtant réussi à enregistrer leurs candidats. Heureusement pour l'ANC, la très indépendante commission électorale a prolongé le délai d'enregistrement des candidats et le parti a fini par parvenir [à présenter des candidats].

Le parti de Nelson et Winnie Mandela, de Walter Sisulu et

autres militants antiapartheid a des problèmes de gestion. Lui qui était soutenu sur tout le continent est désormais au bord du naufrage, incapable de payer ses salariés alors qu'il gouverne l'économie la plus industrialisée d'Afrique.

Pour faire le diagnostic des maux de l'ANC, il faut prendre en compte la corruption massive qui le gangrène. À tous les étages de la hiérarchie, les dirigeants du parti ont siphonné les fonds destinés au public à des fins personnelles. Selon des estimations prudentes, des dizaines de milliards de dollars ont ainsi été détournés. Le clientélisme est la norme, et les contrats pour réparer les routes et construire des centres de santé ne vont pas aux entreprises les plus compétentes mais à celles qui sont prêtes à verser des dessous-de-table.

Rien ou presque n'est fait pour changer ces mentalités. L'ANC est même en pleine guerre fratricide, avec des factions qui soutiennent ceux qui se sont le plus enrichis sous la gouvernance de l'ancien président Jacob Zuma, et qui font tout leur possible pour casser les institutions qui pourraient leur demander des comptes, que ce soit au sein du parti ou du gouvernement. Et de nombreuses autres factions lorgnent une part du gâteau en reprenant les rênes de ce système de copinage.

L'actuel président Cyril Ramaphosa a sorti le président Zuma en promettant du changement. Mais les dégâts sont profonds, et Ramaphosa n'a pas fait preuve d'une grande motivation pour y remédier. Lors d'un récent remaniement ministériel, il s'est

Le parti au pouvoir ne paye pas ses impôts. Si l'ANC était une personne, elle serait poursuivie en justice.

contenté de déplacer à d'autres postes les ministres incompetents et corrompus. Le secrétaire général du parti, Ace Magashule, est actuellement suspendu et doit être jugé pour corruption à la suite de l'octroi de contrats immobiliers lorsqu'il était à la tête de la province de l'État libre, où l'ANC a été fondée il y a plus d'un siècle.

Les neuf années de règne de Zuma ont porté la corruption à

✓ Dans la nacelle, l'ancien président Jacob Zuma, et sur la toile du ballon dirigeable, le portrait de Nelson Mandela. Dessin d'Ammer paru dans Nrc Handelsblad, Amsterdam.

Grandeur et décadence d'un parti mythique

●●● Fondé en 1912 pour défendre l'intérêt des Noirs en Afrique du Sud, l'African National Congress (ANC, Congrès national africain), est interdit en 1960 sous le régime de l'apartheid. Artisan de la chute du régime raciste, il est de nouveau autorisé en 1990 et connaît son heure de gloire avec l'élection de Nelson Mandela à la tête du pays en 1994. S'ouvre alors une période de domination incontestée du parti sur la scène politique nationale. Celle-ci est ternie par les "neuf années gâchées" du mandat de Jacob Zuma (2009-2018), marqué par une gestion désastreuse et une corruption galopante qui mettent le pays à genoux. Malgré les efforts de son successeur, Cyril Ramaphosa, pour tenter de réformer l'Afrique du Sud, le pays reste l'un des plus inégalitaires du monde et la colère gronde. Empêtré dans les guerres intestines, les difficultés financières et les scandales de corruption, l'ANC aborde les élections locales du 1^{er} novembre dans un état critique alors que des émeutes ont fait plus de 350 morts en juillet dernier.

des niveaux stratosphériques. On estime que 35 milliards de dollars ont disparu des caisses de l'État. Des institutions comme la compagnie aérienne publique, le chemin de fer et les administrations fiscales sont exsangues.

La pandémie n'a même pas réussi à ralentir cette frénésie. Des fonds ont été détournés et des contrats donnés à ceux qui avaient les bons contacts. L'ancien ministre de la Santé, Zweli Mkhize, a démissionné suite à un scandale sur un appel d'offres accordé à une entreprise de communications gérée par des anciens associés. La porte-parole de Ramaphosa, Khusela Diko, a été sanctionnée pour avoir caché ses intérêts dans l'entreprise qui a gagné l'appel d'offres pour fournir des équipements publics.

Le poisson pourrit par la tête, c'est bien connu. Pourtant, malgré les malversations du parti, 49,3 % des électeurs sud-africains devraient voter pour ce parti en déshérence, selon les récents sondages Ipsos. L'absence de toute opposition valable a sans doute beaucoup à voir avec ce choix. L'Alliance démocratique, principal parti d'opposition, est presque majoritairement blanc dans un pays où le racisme malmène les gens au quotidien. Alors que ses candidats se présentaient autrefois dans toutes les circonscriptions du pays, ils se contentent désormais de la province du Cap-Occidental et de la ville du Cap, tandis que le parti penche de

plus en plus à droite et se plie aux désirs de ses riches mécènes blancs. Troisième formation politique du pays, le parti des Combattants pour la liberté économique (EFF) est surtout célèbre pour son goût de l'émeute et pour la corruption massive qui serait à l'origine de la richesse de ses dirigeants, même si ces accusations n'ont pas encore abouti devant la justice. Et la seule bonne idée de leur programme – une position pro-africaine très ferme contre la xénophobie – pourrait perdre encore du terrain lors des prochaines élections locales.

Explosion de violences. En attendant, les chiffres du chômage montrent que près d'un Sud-Africain sur deux est sans emploi. La notation de crédit du pays est au plus bas. Son secteur de l'énergie est le plus polluant d'Afrique alors que les coupures de courant sont permanentes. En juillet, une explosion de violences et de pillages a nécessité l'intervention de l'armée, ce qui montre bien à quel point les gens sont en colère et désespérés. Si 28 % de la population a été vaccinée contre le Covid-19, la campagne de vaccination et la corruption qu'elle n'a pas manqué d'engendrer ont plombé les finances du pays.

Et le seul parti capable de redresser la situation n'a même pas les moyens de payer ses propres salariés.

—Aanu Adeoye

Publié le 18 septembre

CITEO

présente :

TOUT SAVOIR POUR NE PAS SE TROMPER DANS LE TRI DES PAPIERS

Vous êtes le premier acteur du recyclage grâce à votre geste de tri des papiers.
Tout savoir pour ne pas se tromper.

1. TOUS LES PAPIERS DU QUOTIDIEN SE RECYCLENT.

Feuilles de papier, enveloppes, cahiers, journaux, magazines... sont parfaitement recyclables. Même avec des agrafes, spirales ou avec des éléments en plastique... Lors du recyclage le papier est traité en plusieurs étapes de nettoyage et filtrage qui les éliminent.



2. ATTENTION, IL EXISTE DES FAUX-AMIS

Certains papiers portent le nom de papier mais ne se recyclent pas. Par exemple tous les papiers d'hygiène ou certains papiers cadeaux qui sont en plastique. D'autres « papiers » comme le papier photo ou le papier peint ont des traitements (plastification, résistance à la lumière, colle...) qui altèrent leur capacité de recyclage. Ils sont donc destinés au bac des ordures ménagères.



3. LES CONSIGNES DE TRI PEUVENT VARIER SELON LES COMMUNES

Vous l'aurez peut-être remarqué, on ne trie pas de la même façon partout en France, parfois tous les emballages et les papiers vont dans le même bac, parfois il faut les séparer. Peu importe le dispositif de collecte de nos papiers, ils sont traités pour être recyclés.



Pour bien trier, téléchargez
l'appli Guide du tri
ou rendez-vous sur le site
triercestdonner.fr

MADAGASCAR

Les grands maux de la Grande Île

Sécheresse, famine, extrême pauvreté... Le pays s'enlise dans une crise économique et politique qui laisse peu de perspectives à sa population.



—The Economist Londres

Sans énergie, Masy, 3 ans, vient d'avalier tout un sachet de Plumpy'Nut, une pâte d'arachide spécialement conçue pour les enfants malnutris. Cela va peut-être lui sauver la vie. Cependant, sa grand-mère Zemele reste sombre. Assise à même le sol devant un dispensaire du village de Maroalopoty, dans le sud de Madagascar, elle raconte à quel point la vie est devenue dure. Depuis trois ans, aucune pluie ou presque n'est tombée sur ses terres. Les tempêtes de sable rendent le sol moins fertile. Les parents de Masy sont partis pour trouver du travail, et pour joindre les deux bouts, Zemele a dû vendre trois de ses quatre champs. *"C'était difficile avant, mais jamais autant que ça."*

La Grande Île, quatrième du monde par sa taille, ne découvre pas, tant s'en faut, les sécheresses, les cyclones et les inondations. Mais aujourd'hui, Madagascar étouffe dans l'étau d'une double catastrophe, entre l'effondrement des récoltes, dans le Sud, dû en partie au dérèglement

climatique, et la crise économique due au Covid-19.

Le 19 août, des agences onusiennes ont lancé un appel aux dons de 155 millions de dollars pour apporter de la nourriture à 1,3 million de personnes dans le sud de l'île, dont certaines régions sont en situation d'insécurité alimentaire grave. Certaines familles sont dans un tel désespoir qu'elles vendent leurs filles, s'alarme Mialy Randrianasolo, de l'Unicef, le Fonds des nations unies pour l'enfance. *"À cause de la faim"*, explique-t-elle, les plus pauvres *"cherchent à se débarrasser"* de leurs filles, si bien qu'un *"homme de 60 ans"* ayant déjà quatre ou cinq épouses *"peut obtenir une fillelette de 12 ans en mariage"*.

Enfants déscolarisés. De nombreux enfants se déscolarisent afin de travailler ou de chercher de la nourriture. Jean-Chrysostome Gege, directeur adjoint d'une école primaire dans le village d'Ehavo, dit ainsi n'avoir eu que 110 élèves l'année dernière, contre 250 en 2018. L'éducation est un investissement à long terme, or pour une famille qui a faim, l'urgence est immédiate.

Ce drame a des causes multiples. Sous l'effet du réchauffement climatique, les précipitations sont devenues capricieuses, notent des responsables de l'ONU. Le Grand Sud connaît depuis longtemps le *keré*, un phénomène de sécheresse entraînant des famines, mais dans certains endroits, le *keré* ne dure plus quelques mois, mais des années. Selon l'ONU, la région vit sa pire sécheresse depuis quarante ans.

À cela s'ajoutent les effets dévastateurs du Covid-19 sur l'économie. Avant la pandémie, la Banque mondiale prévoyait à Madagascar pour 2020 une confortable croissance de 5,2 % – au lieu de cela, l'économie s'est contractée de 4,2 %. Et cette récession est en réalité plus grave encore, quand on sait que la population malgache augmente de 2,7 % par an.

Or la relance devrait être lente, le FMI ne prévoyant que 3,2 % de croissance cette année. Pour tenter de protéger Madagascar de la pandémie, les autorités ont fermé le pays : les vols ont été réduits drastiquement, et les étrangers n'arrivent plus qu'au compte-gouttes. Les touristes amoureux des forêts malgaches

et de leurs lémuriens, et des côtes sauvages et préservées, ne peuvent plus entrer. Et les quelque 1,5 million de personnes qui dépendent de cette économie touristique tirent le diable par la queue.

La malnutrition, quoique toujours très présente à Madagascar, était en recul ces dernières années. La proportion d'enfants malgaches souffrant d'un retard de croissance était tombée de 61 % en 1992 à 42 % en 2018, selon les chiffres de la Banque mondiale, mais elle est repassée brutalement à 47 % selon l'Unicef, et plus encore dans le Sud.

Avec 28 millions d'habitants sur un territoire plus vaste que la France métropolitaine, Madagascar présente une faible densité de population. Mais le pays est très pauvre. Dans le Sud, faute de routes goudronnées, les marchandises et les personnes doivent emprunter des pistes de terre. L'abattage des arbres, utilisés comme combustible, a entraîné une forte érosion des sols.

Andry Rajoelina [président de Madagascar] fait construire des stades à des coûts exorbitants, et même, à côté d'un palais historique, à Antananarivo, un colisée à la romaine. Il entend aussi ériger une ville nouvelle pour soulager la capitale surpeuplée.

Au début du Covid, le président Rajoelina vantait une tisane miracle à base de plantes malgaches.

Pendant ce temps, l'éducation et la santé sont dans une situation déplorable. Au début de l'épidémie de Covid, Rajoelina vantait les mérites d'une tisane miracle à base de plantes malgaches, sans aucune base scientifique. Dans un premier temps, le président a aussi refusé de faire adhérer son pays à Covax, le programme mondial de distribution de vaccins aux pays les plus pauvres. À ce jour, moins de 1 % de la population malgache est vaccinée.

Pour le politologue Juvence Ramasy, Rajoelina est un populiste qui fait beaucoup de promesses qu'il ne tient pas. [Lancée en 2018,] sa ronflante Initiative Émergence Madagascar, qui entend soutenir l'exploitation minière et les infrastructures, n'est encore qu'au stade d'ébauche. S'il y a bien eu

des budgets publics alloués au Sud, l'essentiel est parti dans les poches de responsables politiques, dénonce Juvence Ramasy. La région a la réputation d'être un *"cimetière de projets"*.

Tentative de putsch. Fin août, Andry Rajoelina était à Paris pour une opération séduction à destination des investisseurs étrangers. Reste que certains doutent de la stabilité de Madagascar. Il y a vingt ans, le pays a bien failli basculer dans une guerre civile, et l'armée s'invite régulièrement dans la vie politique. Rajoelina fut pour la première fois président, de 2009 à 2014, à la faveur d'un coup d'État. En 2018, il est sorti vainqueur d'une élection relativement libre et démocratique, mais la vie politique malgache est loin d'être un fleuve tranquille. En juillet, 27 personnes accusées de fomenter l'assassinat du président Rajoelina ont été arrêtées, dont plusieurs officiers et deux citoyens français. Si l'affaire n'est pas connue en détail, l'un des conspirateurs aurait demandé 10 millions de dollars à une compagnie pétrolière malgache pour le putsch, en lui promettant en échange des concessions pétrolières.

La *"période de soudure"* [celle qui précède les premières récoltes et durant laquelle les produits des récoltes précédentes viennent à manquer] qu'est le *keré* a débuté à Madagascar en septembre. Si l'aide n'arrive pas rapidement, de nombreux enfants vont connaître des retards de croissance physiques et cognitifs. À plus long terme, pour que les familles puissent toujours avoir de quoi se nourrir, c'est à son développement que Madagascar doit s'atteler. Hormis quelques exploitations commerciales, l'agriculture malgache a à peine entamé sa mécanisation. Seule 15 % de la population a l'électricité, qui n'existe quasiment pas dans les campagnes. Le soir venu, les villages comme celui de Zemele sont plongés dans les ténèbres. Mais la pire, pour Juvence Ramasy, c'est que *"rien ne change"*. —

Publié le 4 septembre

✎ **Helmine Monique Sija et sa fille Tolie le 30 août à Atohy, dans le sud de Madagascar, touché par une grave famine.**
Photo Rijasolo/AFP.



Forum expat

NOMADES 2021

Deux journées de
conférences en ligne pour
vous accompagner dans
votre aventure à l'étranger

20 & 21 OCTOBRE

EN DIRECT DEPUIS L'AUDITORIUM GROUPE LE MONDE
Sur Facebook, YouTube et LinkedIn

Inscrivez-vous sur : leforumexpat.com

Un événement groupe Le Monde



Avec la collaboration de :





✎ Dessin de Pek,
Australie.



Yémen. Pourquoi suis-je né dans ce pays?

Le petit État de la péninsule arabique est meurtri. Le coupable : un conflit qui se perpétue depuis l'installation, au IX^e siècle, du dignitaire religieux dont se réclament les houthistes, écrit un journaliste yéménite.

—As-Safir Al-Arabi
Beyrouth

Dans cette guerre sans fin, nous passons notre temps à veiller les morts et à pleurer les revers du sort. Un sort qui nous a fait échouer sur une terre dont les habitants se passent en héritage des cycles de violences et de drames. Ce pays qui jadis s'appelait l'Arabie heureuse est aujourd'hui le lieu de tous les malheurs.

À l'extrémité sud-ouest de la péninsule arabique, sur une surface de 555 000 km², quelque 30 millions d'habitants subissent la malédiction de la géographie et l'emprise des superstitions religieuses, des croyances, des appartenances confessionnelles et du legs pesant et suranné des ancêtres. De guerre en guerre, cette terre semble s'enfoncer dans des pesanteurs qui remontent à la nuit des temps. Comme si une insaisissable épidémie y avait élu domicile pour priver les habitants, génération après génération, de moments de joie et d'espoir. On y date les naissances d'après les guerres et les catastrophes. Il suffit de regarder Facebook pour constater que la plupart des Yéménites

fêtent leur anniversaire au mois de janvier. Car les parents ne se soucient de la date de naissance d'un enfant qu'au moment de l'inscrire à l'école, quand il atteint «à peu près six ans». En cette année 2021, selon l'Unicef, près de 2,3 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition sévère à cause de la guerre. Pour les plus jeunes, cela a des conséquences sur le développement physique et intellectuel et les condamnera durablement à la pauvreté et à la misère. Ces enfants de la guerre font leurs premiers pas dans la vie sur une voie qui les mène à l'avi- lissement. Le destin a voulu qu'ils naissent au mauvais endroit. Tout ce qui les attend, ce sont de nouveaux cycles de violences où ils serviront de chair à canon.

Les Yéménites sont prisonniers du passé, un passé dont ils ne cessent de reproduire les luttes, de rejouer les figures et de relancer les griefs. La guerre actuelle est quasiment la copie conforme de celles qui se suivent depuis le IX^e siècle. C'est à ce moment-là qu'est arrivé l'imam Al-Hadi Yahya Ben Hussein, venu du centre de la péninsule pour s'installer sur les hauts plateaux du nord-ouest yéménite. C'est là qu'il a

fondé la dynastie confessionnelle zaydite, qui se réclame de l'arbre généalogique du Prophète et qui a fait de la ville de Saada son fief. [Le mouvement des rebelles houthistes se réclame de la même légitimité religieuse et a, lui aussi, la ville de Saada comme fief.] Chaque fois que l'État central montrait des signes de faiblesse, ils ont déboulé sur le reste du pays pour relancer les luttes politico-confessionnelles. Dans ces luttes, les Yéménites recollent les morceaux du passé, recourent aux discours éculés et remobilisent les identités immémoriales. Ce qui

revient à se positionner dans ce monde à travers les vestiges d'une civilisation disparue et les gloires de héros morts depuis des siècles.

Les Yéménites s'enorgueillissent tellement de cette histoire qu'ils en viennent à sacrifier leur présent et leur avenir. Mais les manifestations concrètes de cette histoire font les frais de négligences et sont sujettes aux vols et aux pillages. Des statuettes de bronze et des pièces de marbre se retrouvent ainsi dans les collections de riches familles princières des pétromonarchies du Golfe. Pire, aux alentours du site archéologique le plus fameux du pays, celui du trône de la reine de Saba, se déroulent de violents combats. Les colonnes d'un temple de trois millénaires n'ont cessé d'enflammer l'imagination des voyageurs, des orientalistes et des pilliers de trésors. Mais on ne verra pas de touristes se promener sur ces lieux chargés d'histoire. On ne voit même pas de bergers y faire paître leurs troupeaux. Les seuls à s'y montrer sont des belligérants armés jusqu'aux dents. Ainsi, ces abondants trésors archéologiques sont abandonnés aux aléas de leurs combats. Le calme et la stabilité sont l'exception dans ce pays dominé par des structures de pouvoir surannées qui continuent de se renouveler tels des virus mutants.

Les Yéménites passent la moitié de la journée à mâcher des feuilles de khat, plante euphorisante. C'est une véritable institution sociale. Pour les hommes, mais également pour beaucoup de femmes, et même des enfants. Cela sert à tuer le temps, à oublier la misère et à discuter de tout et de rien. Ils commencent à s'agiter dès les premières heures de l'après-midi pour affluer dans les salons où

se tiennent ces séances de khat. Puis les discussions s'enflamment, avec interpellations, interruptions, invectives qui fusent comme dans un jeu de ping-pong. Les Yéménites débattent de tout. De ce qui se passe chez eux bien sûr, mais aussi dans les autres pays arabes et dans le monde entier. Ils compatissent avec les victimes de toutes les guerres et de toutes les catastrophes de tous les pays. Mais ils en oublient de s'occuper de leurs

Calme et stabilité sont l'exception dans ce pays dominé par des structures de pouvoir surannées.

propres drames. Ils expliquent les événements du point de vue de leur milieu. On est généralement convaincu que l'avenir de chacun dépend du destin et de la volonté du Seigneur. Ainsi, à la fin des discussions, ils seront arrivés à la conclusion que la guerre est une preuve de la sagesse de Dieu.

Arthur Rimbaud, qui a passé de nombreuses années à Aden, envoyait des lettres à sa famille et à ses amis pour leur expliquer qu'il voulait quitter la ville à tout prix, à n'importe quelle condition, avant d'y devenir «complètement fou». Rimbaud a vu ses rêves et sa santé se briser à Aden, et rien n'a changé dans la ville depuis qu'il en est parti en 1885. Les habitants continuent de se préparer à la prochaine guerre, et les mafias s'adonnent toujours à la traite humaine et au trafic d'armes et de drogues entre les deux rives de la mer Rouge. Toujours sur la mer Rouge, il n'en va guère mieux pour d'autres villes dont le nom véhicule un prestigieux passé. Le port d'Al-Mokha a donné le mot *moka*, et était mondialement connu pour l'excellence de son café. Aujourd'hui, la ville évoque plutôt une vulgaire caserne. La plupart des habitants des régions montagneuses [dans le Nord dominé par les houthistes], passent leur vie sans jamais voir la mer. Pourtant, le Yémen a 2 500 kilomètres de côte sur la mer Rouge et le golfe d'Aden et détient les clefs du détroit de Bab El-Mandeb [entrée de la mer Rouge]. Mais les houthistes non plus n'ont jamais vu la mer et ne songeraient pas à fouler les plages. Ils ne savent pas

Contexte

Un pays fragmenté

●●● Depuis 2014, le Yémen est en proie à un conflit opposant principalement les forces loyalistes (soutenues par une coalition militaire dirigée par l'Arabie Saoudite, sunnite), qui contrôlent le sud du pays, aux rebelles houthistes (proches de l'Iran, chiite), qui dominent les régions du Nord et Sanaa, la capitale du pays. À ces deux camps s'ajoutent les séparatistes du Conseil de transition du Sud, soutenus par les Émirats arabes unis et présents sur différentes portions de la côte sud, et les hommes de Tarek Saleh, neveu de l'ancien dictateur Ali Abdallah Saleh, implantés dans le Sud-Ouest.

faire bénéficier le pays de ce détroit où passent plus de 4 millions de barils de pétrole par jour, et où les cuirassés des grandes puissances se pressent pour défendre leurs intérêts. Au lieu de quoi, ils nous laissent nous faire instrumentaliser dans des guerres par procuration dans lesquelles nous n'avons rien à gagner. Et pour nous consoler, nous nous adonnons aux illusions d'un passé glorieux.

Tous les aspects de la vie ont été profondément marqués par la guerre. Le tissu social est en lambeaux, des milliers d'emplois ont été détruits et d'innombrables Yéménites sont réduits à faire la queue devant le Programme alimentaire mondial. Dans l'espoir d'échapper à un pays où les rêves sont morts, où la guerre les prive de leur jeunesse et marque précocement leurs visages des stigmates de la lassitude, les jeunes hommes au chômage vendent les bijoux de leurs mères ou de leurs épouses pour faire un passeport, pour obtenir un visa ou pour tenter l'aventure de l'émigration. Les foyers sont un lieu de tristesse et de souffrances, les champs renferment les souvenirs d'enfants morts sans raison. Nulle trace de musique, de théâtre, de cinéma. Personne ne rit, personne ne fait l'amour. Les amis sont morts, d'autres sont partis en exil. Tout est ruine et l'histoire du pays a un goût cadavérique. Dans ce pays soumis aux fatwas des religieux, ravagé par les seigneurs de guerre, trahi par des élites qui prospèrent sur la misère et pillé par une caste de voleurs qui ont la belle vie, nous autres sommes condamnés à errer dans la nuit. Personne ne nous entend.

— **Fayez Alashool**

Publié le 2 septembre

SOURCE



AS-SAFIR AL-ARABI

Beyrouth, Liban

assafirarabi.com/ar

Né en 2011-2012, en plein

"printemps arabe", ce site web

est venu remplacer le quotidien

libanais de gauche *As-Safir*.

Il se présente comme un site

panarabe, militant et de gauche,

sans être proche de l'axe

irano-syrien. Une partie de

ses articles en arabe est traduite

en anglais et en français.

ÉGYPTE

L'appel à l'aide du prisonnier politique Alaa Abdel Fattah

Cette icône de la révolution de 2011 a menacé de mettre fin à ses jours. Un cri d'alarme qui illustre les terribles conditions de détention en Égypte sous le régime du président Sissi.

Je ne peux pas continuer comme ça. Sortez-moi de prison. Je vais me suicider." C'est le cri qu'a lancé, le 13 septembre devant ses juges, le militant égyptien Alaa Abdel Fattah, 39 ans, l'un des prisonniers politiques les plus connus du pays, rapporte **Mada Masr**. Cet appel à l'aide a suscité l'inquiétude de son avocat et de sa famille, qui ont dénoncé les terribles conditions de détention de l'activiste dans une prison de très haute sécurité où il n'a accès ni à "la lecture, ni à la lumière du jour, ni à l'eau potable", explique le site égyptien indépendant. Une vaste campagne de soutien a été lancée sur les réseaux sociaux. Dans une lettre manuscrite diffusée le 14 septembre, le blogueur s'excuse d'avoir inquiété sa famille et assure qu'il fera le maximum pour supporter ses conditions de détention.



Revue de presse

l'aide", explique Daraj. Et, pour certains, note le site panarabe **Arabi21**, la détention "dans les prisons de Sissi" revient à être exposé à "une mort lente". Parmi les quelques milliers de personnes arrêtées à la même période qu'Alaa Abdel Fattah, au moins deux jeunes hommes ont commis des tentatives de suicide en 2021, note le journal francophone libanais. Les organisations de défense des droits de l'homme estiment aujourd'hui à près de 60 000 le nombre de prisonniers politiques dans cette "république de la peur."

Plus de 2000 jours en prison. Icône de la révolution qui a fait chuter Hosni Moubarak dans le sillage du "printemps arabe" en 2011, Alaa Abdel Fattah est en détention provisoire depuis septembre 2019. Il est accusé d'appartenir à une "organisation illégale" et d'avoir diffusé de "fausses informations". Il s'agit d'une nouvelle incarcération après quelques mois de liberté : en mars 2019, il avait été libéré après avoir passé plus de cinq années en prison depuis 2013, année de l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah Al-Sissi, pour avoir protesté contre la mise en place de dispositifs constitutionnels permettant à la justice militaire de poursuivre des civils. En tout, a calculé le site **Daraj**, "Alaa Abdel Fattah a passé plus de deux mille jours dans les prisons égyptiennes depuis le déclenchement de la révolution du 25 janvier [2011]. Et ce, sans chef d'accusation [crédible], sauf qu'il représente la révolution et la contestation contre le régime militaire."

La famille d'Alaa Abdel Fattah "se mobilise depuis des années pour la défense des prisonniers politiques afin d'obtenir justice ou, plus sobrement, pour négocier une amélioration des conditions de détention", explique le journal libanais **L'Orient-Le Jour**. Comme Alaa Abdel Fattah, c'est l'ensemble des prisonniers égyptiens qui "appellent à

La question du respect des droits humains est soudainement revenue sur le devant de la scène en Égypte. Deux jours avant l'appel à l'aide d'Alaa Abdel Fattah, le président Sissi inaugurait une stratégie nationale pour les droits de l'homme. Un document de 78 pages dont les deux parties consacrées aux réformes politiques et judiciaires font "pâle figure" et ne proposent "aucune véritable solution", s'inquiète Daraj.

Pour le **Washington Post**, cette stratégie est néanmoins un signe que le président égyptien "ressent une certaine pression, mais qui n'aura de sens que si elle est suivie d'actes". Dans ce contexte, l'administration américaine de Joe Biden a décidé de conditionner une partie de son aide militaire à l'Égypte (qui atteint 1,3 milliard de dollars par an) à des concessions du Caire sur la question des droits de l'homme.

De premiers signes pourraient intervenir dès le mois d'octobre, laisse entrevoir **Mada Masr**. Plusieurs centaines de détenus auraient ainsi été sondés par les autorités pénitentiaires et sécuritaires en vue d'une grâce présidentielle.

— **Courrier international**

LE SALON DES GRANDES ÉCOLES

SAGE

9 & 10 OCTOBRE 2021

10H - 18H AU PARC FLORAL DE PARIS, 12^e

DU 9 AU 15 OCTOBRE 2021

EN LIGNE

LE RENDEZ-VOUS POUR CHOISIR TON ORIENTATION !

Conférences *Le Monde* • Coaching
• Lives • RDV personnalisés

INSCRIPTION GRATUITE
SAGE.GROUPELEMONDE.FR

Le Monde | L'Obs | Télérama | *Courrier international*

à la une

← Dessin de Craig
Stephens paru
dans le *South China
Morning Post*,
Hong Kong.

**CHINE—ÉTATS-UNIS**

L'ESCALADE

Le pacte Aukus est un coup de tonnerre géopolitique. Avec la formation de cette nouvelle alliance entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni, le monde s'organise désormais autour de la rivalité sino-américaine, et les pays de la région sont contraints de choisir leur camp. Pour la presse chinoise, il s'agit même d'un véritable encerclement de la Chine, mené par des Américains prêts à raviver le spectre d'une guerre froide dans le Pacifique. En filigrane se dessine la crainte d'une nouvelle course aux armements nucléaires.

NOUS SOMMES ENTRÉS DANS UNE GUERRE FROIDE 2.0

L'alliance entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie le confirme : le monde s'organise autour de la rivalité sino-américaine. Et son centre de gravité n'est plus l'Atlantique, mais la région indo-pacifique.

—Financial Times Londres

Je me suis lancé un défi il y a quelques semaines : pouvais-je tenir une journée entière à Washington sans parler de la Chine, y penser ou lire des informations à son sujet ? Ce fut un échec complet. Que ça nous plaise ou non – moi, ça ne me rassure pas –, notre avenir sera de plus en plus dominé par la rivalité sino-américaine. On aimerait que notre monde soit aussi façonné par une nouvelle ère de coopération entre les deux puissances, contre le dérèglement climatique, les futures pandémies, la cybercriminalité et d'autres dangers qui menacent la planète. Mais ce scénario semble de plus en plus improbable.

Début septembre, l'envoyé spécial de Joe Biden pour le climat, John Kerry, s'est rendu en Chine pour tenter d'avancer sur les questions climatiques. Il a fait chou blanc. Pis encore, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a réitéré la version chinoise de l'approche prônée par [Henry] Kissinger [secrétaire d'État américain entre 1973 et 1977] à l'époque de la guerre froide, à savoir que les avancées diplomatiques dans un domaine doivent être liées à des avancées dans un autre domaine. John Kerry n'a d'ailleurs pas échangé avec Wang Yi en chair et en os, car ce dernier n'a accepté de le rencontrer qu'en visioconférence, alors même

que son interlocuteur américain avait fait le déplacement jusqu'à Tianjin, près de Pékin. Les discussions sur le climat, a déclaré le ministre chinois, *"ne peuvent être dissociées des relations sino-américaines dans leur ensemble"*.

C'est de bien mauvais augure. Si la Chine suspend la coopération jusqu'à ce que Joe Biden cesse de critiquer sa politique en matière de droits humains, abandonne Taïwan, renonce aux patrouilles au nom de la liberté de navigation en mer de Chine méridionale, lève l'embargo sur Huawei, etc., le monde risque d'attendre éternellement Godot. Biden n'est pas très différent de Donald Trump en ce qui concerne la plupart de ces questions (il est toutefois bien plus ferme sur les droits fondamentaux). Sur ce chapitre, il y a désormais consensus à Washington.

Pour l'heure, Pékin ne souhaite même pas ouvrir un vrai dialogue avec les États-Unis. Le président Xi Jinping a récemment rejeté une offre de Biden, qui proposait un sommet bilatéral afin de définir les domaines à préserver de leur rivalité stratégique. Au cours de leur discussion téléphonique de quatre-vingt-dix minutes, Xi et Biden sont au moins convenus de ne pas laisser *"la compétition virer au conflit"*, mais le fait qu'ils aient dû souligner ce point est tout sauf rassurant.

L'annonce d'une alliance trilatérale entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni au

Contexte

LE QUAD À LA MAISON- BLANCHE

Les dirigeants du Quad, le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, qui rassemble États-Unis, Inde, Australie et Japon, se sont rencontrés à la Maison-Blanche le 24 septembre. Sans jamais évoquer la Chine, les dirigeants se sont *"engagés à répondre au défi du maintien d'un ordre maritime basé sur le droit, y compris en mer de Chine de l'Est et du Sud"*, précise le site de la **BBC**.

Concrètement, les pays du Quad ont convenu d'un plan de fourniture de vaccins contre le Covid-19 en Asie et présenté une initiative commune pour décarboner leurs économies. Des coopérations technologiques ont aussi été annoncées sur l'intelligence artificielle, la 5G et les semi-conducteurs.

sujet de technologies militaires confirme le durcissement d'une guerre froide. On a beaucoup parlé de la fierté blessée de la France, privée de son *"contrat du siècle"* à plus de 50 milliards de dollars pour la livraison de sous-marins à l'Australie. Sans l'avoir voulu, Biden pourrait accélérer les discussions sur l'autonomie stratégique de l'Europe. Mais le nouveau centre de gravité se trouve dans la région indo-pacifique [*lire ci-dessous*] et non dans l'Atlantique.

Le prochain rendez-vous le plus crucial est le sommet des chefs d'État du Japon, des États-Unis, de l'Australie et de l'Inde, prévu le 24 septembre. Cette alliance quadrilatérale [le Quad, *lire ci-contre*] n'est pas officielle et il y a peu de chances qu'elle soit formalisée, mais ce groupement est bien plus essentiel que l'Otan pour la politique étrangère de Biden. Si aucune instance de défense mutuelle n'est créée, c'est surtout parce que l'Inde rechigne à s'engager en signant des traités. Les trois autres pays renforcent quant à eux leur coopération militaire. Le Japon n'a pas tari d'éloges sur l'accord entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, car il scelle la réorientation britannique vers l'Est.

Coups de fil. Au milieu de tout ça, la dernière parution du journaliste Bob Woodward, *Peril* [paru en septembre aux États-Unis, non traduit], a fait grand bruit. La révélation la plus fracassante concerne deux appels téléphoniques que le général américain Mark Milley, président de l'état-major interarmées, a passés à son homologue chinois en octobre 2020 et en janvier 2021. À ces deux occasions, il a rassuré Pékin : Trump ne planifiait pas de frappe militaire préventive contre la Chine dans une tentative de prolonger sa présidence, comme dans le film *Des hommes d'influence* [1997]. Quant à savoir si Mark Milley a fait un faux pas ou s'il a dérogé à la chaîne de commandement nucléaire, dont il ne fait pas partie, c'est une autre question. Ce que je veux dire, c'est que les États-Unis pensent sans cesse à la Chine. Et la Chine pense sans cesse aux États-Unis. Ce qui n'est pas exactement rassurant.

Depuis quelque temps, beaucoup se demandent si les États-Unis et la Chine sont officiellement engagés dans une guerre froide 2.0. Ceux qui contestent cette hypothèse soulignent que les liens économiques des deux pays sont si étroits qu'un tel conflit serait impensable. Pendant la première guerre froide, les Soviétiques et les Américains se trouvaient dans des blocs commerciaux presque totalement séparés. C'est peut-être vrai. Mais les liens étaient forts aussi entre le Royaume-Uni et l'Allemagne avant la Première Guerre mondiale.

Quand les discours incendiaires s'enracinent, comme en Chine et aux États-Unis depuis le début de la pandémie, les gouvernements mettent des idées dans la tête de la population, qui risquent de s'autoréaliser. Un sondage Gallup réalisé en mars 2021 indiquait que 45 % des Américains voient aujourd'hui la Chine comme leur *"plus grand ennemi"*. C'est deux fois plus qu'en 2020.

—Edward Luce

Publié le 17 septembre

Le mot

Indo-Pacifique

●●● Le concept d'Indo-Pacifique, qui réunit l'Asie-Pacifique et l'océan Indien, est relativement récent dans le vocabulaire diplomatique et émane de la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Chine. *"L'idée d'un territoire cohérent appelé Indo-Pacifique séduit les stratèges depuis quelques années, mais ce n'est pas un hasard si la définition plus précise et plus urgente de ce mot a coïncidé avec l'émergence*

de la Chine", écrit Kerry Brown, ancien diplomate et professeur au King's College de Londres, sur le site **East Asia Forum**. Le Quad, espace de dialogue entre les États-Unis, l'Inde, l'Australie et le Japon, tombé en désuétude, a été ressuscité en 2017 pour donner corps au concept d'Indo-Pacifique. Celui-ci vient contrebalancer la Chine, dont les nouvelles routes de la soie, lancées en 2014, semblent *"offrir une vision internationale plus séduisante que l'Indo-Pacifique"*,

dit Kerry Brown, car elles ont au moins la cohérence de répondre aux intérêts chinois. À l'inverse, *"l'Inde est la ligne de fracture du concept indo-pacifique, un joueur difficile à intégrer dans un cadre multilatéral"*. Elle est hautement autonome *"et ne souhaite pas être utilisée comme arme diplomatique par procuration"*. Pour durer, il faudra créer un réel cadre de coopération, indique Brown. *"En matière de sécurité, [l'alliance indo-pacifique] est éminemment faillible."*

Toujours la même croisade antichinoise

Le président américain Joe Biden s'inscrit dans la veine de Donald Trump : il foment la guerre froide en accusant la Chine de tous les maux, écrit ce quotidien nationaliste officiel.



—Huanqiu Shibao (Global Times)
(extraits) Pékin

L'Amérique *“ne souhaite pas une nouvelle guerre froide”* : Joe Biden a renouvelé cette déclaration devant l'Assemblée générale des Nations unies, le mardi 21 septembre. Mais il a poursuivi en évoquant de manière dramatique les défis que posent à l'humanité la pandémie de Covid-19 et le dérèglement climatique, et s'en est pris, mine de rien, à la Chine. Ainsi, parlant tout à la fois de liberté de navigation, de respect du droit et des traités internationaux, et du besoin d'une meilleure transparence en matière de contrôle des armements, il a repris des accusations de longue date contre la Chine et en a fait une justification des provocations américaines.

Ce discours est une démonstration éclatante de l'hypocrisie politique à l'américaine. Ces derniers temps, même leurs alliés ont fait à plusieurs reprises la triste expérience de l'égoïsme et de la trahison de Washington. Le retrait des troupes américaines en Afghanistan [terminé le 31 août] et la mise en place de l'alliance tripartite américano-britannico-australienne Aukus [conclue le 15 septembre], au détriment des intérêts européens dans les deux cas, ont donné aux Européens l'amer sentiment que la ligne de Biden et celle de l'“America First” de Trump, c'était en fait blanc bonnet et bonnet blanc, et que le soi-disant retour à l'alliance de Biden n'était qu'un tour de passe-passe.

Dans le monde entier, on parle d'une “nouvelle guerre froide” ; les gens auraient-ils tort ? Bien sûr que non ! La guerre froide est une mauvaise chose, mais l'équipe Biden a beau parler

et jurer solennellement *ne pas en vouloir*, c'est pour en faire porter le chapeau à la Chine, de manière à faire naître toujours plus d'animosité contre celle-ci au niveau international.

Washington pousse en fait le monde vers une nouvelle guerre froide. Sur le plan politique, le gouvernement de Joe Biden a perpétué la croisade de l'administration Trump, présentant le conflit entre les États-Unis et la Chine comme une lutte entre la démocratie et la liberté d'une part, et le despotisme et l'autoritarisme d'autre part. Joe Biden compte d'ailleurs organiser un “sommet de la démocratie” à la fin de l'année, dans une tentative manifeste de diviser le monde en deux moitiés, l'une “démocratique” et l'autre “non démocratique”.

Sur le plan économique, le gouvernement de Joe Biden a poursuivi la politique de guerre commerciale et a continué à tout faire pour découpler les technologies et les secteurs clés américains et chinois. Une démarche qualifiée par beaucoup de “guerre froide technologique”.

Enfin, sur le plan militaire, les États-Unis renforcent leur politique d'alliance contre la Chine : ils cherchent à ajouter dans le mécanisme quadripartite [le Quad, lire page précédente] une partie de coopération militaire ciblant la Chine, et incitent les pays alliés européens à une présence militaire dans le voisinage de la Chine. Dernièrement, au risque d'un mécontentement général, ils ont annoncé la création de l'Aukus et leur intention d'aider l'Australie à se doter de sous-marins nucléaires, sans se soucier de la montée des tensions dans le Pacifique ouest.

Par ailleurs, les États-Unis attisent le feu dans le détroit de Taïwan et dans les territoires sensibles de la mer de Chine méridionale [où

À la une



“LE JEU DES GRANDES PUISSANCES”, titre à sa une du 24 septembre le **New Statesman**.

Pour Jeremy Cliffe, chef du service international de l'hebdomadaire britannique de gauche, la région indo-pacifique est une poudrière : *“Ce n'est peut-être qu'une question de temps avant qu'une autre figure semblable à Trump, peut-être plus dangereuse et déterminée, n'occupe la Maison-Blanche. Ce n'est peut-être qu'une question de temps avant que la Chine ne tente de s'emparer de Taïwan. L'idée de l'un ou l'autre scénario [...] est alarmante.”*

de nombreux conflits territoriaux opposent la Chine aux pays riverains]. Ils encouragent le gouvernement taïwanais de Tsai Ing-wen à emprunter la voie risquée de l'affrontement avec le continent, et passent ouvertement à l'action en mer de Chine méridionale en envoyant régulièrement des navires patrouiller dans les eaux proches d'îles et récifs chinois, où ils se livrent à des provocations. Ces actions renforcent les craintes internationales quant à une éventuelle épreuve de force sino-américaine.

Les États-Unis attisent le feu dans le détroit de Taïwan et dans les territoires sensibles de la mer de Chine méridionale.

Les États-Unis agissent ainsi tout en prétendant qu'ils ne veulent pas d'une guerre froide, mais qui peut bien les croire ? Pas la population chinoise ni l'opinion publique mondiale en tout cas ! Une chose est sûre : les sociétés chinoise et américaine n'en veulent pas. Pour pouvoir s'y opposer, Pékin doit compter sur la force du peuple pour surmonter les manipulations du gouvernement américain et des élites politiques des États-Unis, et [espérer] que les faits sanctionnent finalement d'une “mauvaise note” la tentative déléguée de Washington.

Le président Biden et son équipe doivent faire preuve de davantage d'honnêteté et de réalisme. Ils ne parviendront pas à construire une “Otan indo-pacifique” pour freiner le développement de la Chine, ou l'arrêter, leur objectif ultime.

—Publié le 22 septembre

LES ALLIÉS DES ÉTATS-UNIS EN ORDRE DE BATAILLE

L'Australie, le Japon, l'Inde, mais aussi le Royaume-Uni prennent leur place dans un dispositif d'encerclement de la Chine, en réponse à sa présence jugée agressive dans la région indo-pacifique. Des stratégies justifiées de part et d'autre, explique cet analyste.

—Asia Times Hong Kong

La guerre froide dans l'Indo-Pacifique se réchauffe, et la région se divise de plus en plus nettement entre camps adverses, avec d'un côté une vague alliance de puissances démocratiques sous la houlette des États-Unis, et de l'autre la Chine autoritaire et ses satellites. Et si les premières salves de l'affrontement ont été économiques, avec la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump, les provocations prennent un tour de plus en plus militaire sous Joe Biden.

Une nouvelle étape a été franchie dans l'escalade quand les États-Unis et le Royaume-Uni ont annoncé [le 15 septembre] qu'ils allaient fournir à l'Australie la technologie et les capacités nécessaires au développement et au déploiement de sous-marins nucléaires d'attaque dans le cadre d'un nouvel accord de sécurité trilatéral destiné à contrer les revendications contestées de Pékin sur la mer de Chine méridionale et d'autres théâtres maritimes.

Ces sous-marins nucléaires vont modifier l'équilibre stratégique de la région et risquent potentiellement de pousser la Chine à recentrer ses programmes de sécurité plus près de son territoire plutôt que sur des zones éloignées. De ce point de vue, l'accord Aukus s'intègre dans une stratégie d'encerclement coordonnée que Pékin ne peut que considérer comme une menace pour ses plans d'augmentation et de renforcement de sa présence dans la région de l'océan Indien.

Le 30 juillet, les États-Unis et l'Inde ont signé un nouveau contrat portant sur le développement conjoint de drones largués par avion (Aluav, Air-Launched Unmanned Aerial Vehicle). C'est le contrat le plus récent signé dans le cadre de l'accord conclu en 2006, puis

renouvelé en 2015, entre les ministères de la Défense indien et américain. La cible de l'accord n'est autre, évidemment, que la Chine. Le Japon, allié de Washington, adopte lui aussi une attitude provocatrice. Les forces d'autodéfense nippones ont orchestré leurs manœuvres les plus ambitieuses depuis 1993, au moment précis, ce qui n'est sans doute pas un hasard, où Taïwan lançait un nouvel exercice militaire de grande envergure nommé Han Kuang, qui a pour objectif de renforcer la préparation au combat dans l'éventualité d'une attaque chinoise. Pékin considère Taïwan comme une province rebelle qui doit être "réunifiée" avec le continent, une reconquête qui constitue une priorité à court terme, a affirmé le président Xi Jinping. L'incorporation de Taïwan à la République populaire compromettrait la supériorité stratégique de Washington

dans la région indo-pacifique, ce qui fait de l'île un centre de gravité stratégique de la nouvelle guerre froide. La Chine n'a pas explicitement évoqué l'un ou l'autre des récents accords, contrats et exercices. Mais il ne fait

aucun doute que Biden tient sa promesse et qu'il tisse des alliances entre puissances qui partagent les mêmes valeurs afin de riposter à l'ascension de Pékin et de l'endiguer. Ces alliances devaient être étayées par le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad) – le sommet des pays membres de cette alliance [s'est tenu] à la Maison-Blanche le 24 septembre.

Le Quad, rapprochement stratégique entre les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde, est dans le collimateur de la Chine. Le *Global Times*, porte-voix du Parti communiste chinois (PCC), a publié le 15 septembre un article dans lequel Lu Xiang, spécialiste des États-Unis à l'Académie chinoise des sciences sociales, est cité, soulignant les contradictions et les faiblesses du

À la une



"NOUVEL ORDRE MONDIAL",

titre en une
The Spectator, le 25 septembre, avec ce sous-titre : "Le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Australie peuvent-ils contenir la Chine ?" Selon James Forsyth, chef du service politique de l'hebdomadaire conservateur britannique, "le pacte Aukus a ses avantages, mais il y a aussi des risques, les plus grands ne venant pas de la force de la Chine, mais de sa faiblesse. Les sous-marins Aukus mettront des années à arriver, et le danger est que Pékin essaie de devancer les nouvelles alliances émergentes dans le Pacifique et tente sa chance maintenant, peut-être en renforçant son contrôle sur les eaux autour de Taïwan."

Quad : "Le retrait américain d'Afghanistan, précipité, a coûté cher à l'Inde; l'Australie a refusé de s'engager sur l'extraction de charbon en relation avec la question du changement climatique; le Japon est aujourd'hui confronté à une situation politique chaotique et se livre à des provocations mal avisées à l'égard de la Chine à cause de la question de Taïwan."

D'un certain point de vue, le *Global Times* n'a pas tort. "L'hostilité envers la Chine" s'accroît, justement du fait du comportement de plus en plus agressif de Pékin dans le Pacifique et l'océan Indien, une offensive que le gouvernement Biden et ses alliés s'efforcent de contrer dans les grandes lignes au nom du maintien d'un "Indo-Pacifique libre et ouvert".

Les États-Unis ont opéré un net basculement stratégique et sont passés de la lutte contre le terrorisme à une opposition à la Chine. Un engagement qu'a réitéré la vice-présidente américaine, Kamala Harris, lors d'un déplacement à Singapour et au Vietnam à la fin du mois d'août, qui a littéralement coïncidé avec le départ des forces américaines d'Afghanistan. À cette occasion, elle a assuré que Washington comptait "œuvrer en faveur d'une région indo-pacifique libre et ouverte propice à nos intérêts et à ceux de nos partenaires et alliés". Elle n'a pas mâché ses mots et a lancé : "En

Le Royaume-Uni montre ses muscles comme il ne l'avait plus fait depuis des décennies.

mer de Chine méridionale, nous savons que Pékin continue à pratiquer la coercition et l'intimidation et à revendiquer la majeure partie de cette étendue maritime." Et d'ajouter : "Les agissements de Pékin continuent de saper l'ordre fondé sur les réglementations et menacent la souveraineté des nations."

Après quatre années de ce que bien des observateurs considèrent comme des années de négligence, d'ambiguïté et de ratages sous le président Donald Trump, les États-Unis, avec Joe Biden, montrent clairement qu'ils sont de retour dans la région. Tout comme le Royaume-Uni, allié des Américains, qui montre ses muscles comme il ne l'avait plus fait depuis des décennies. En juillet, en route pour le Japon, un groupe de la Royal Navy constitué autour du porte-avions HMS *Queen Elizabeth* a traversé la mer de Chine méridionale, une démonstration de la liberté de navigation qui a ulcéré la Chine. Le Royaume-Uni "vit encore à l'époque coloniale", s'est emporté Lin Lan, éditorialiste du *Global Times*, le 26 juillet, avant de critiquer Londres sur d'autres sujets sans rapport avec le passage du porte-avions dans les eaux limitrophes de la Chine.

Le *Global Times* a aussi pris pour cible un récent exercice militaire japonais. Le 15 septembre, les chroniqueurs Yang Sheng et Liu Xuanzun écrivaient : "Au Japon, les partis de droite mentent à la population sur le conflit territorial des îles Diaoyu [Senkaku en japonais, archipel disputé en mer de Chine orientale] et sur la question taïwanaise. [...] Aujourd'hui, les Japonais éprouvent une hostilité injustifiée envers la Chine, ils sont de parti pris, et



ANALYSE

✎ Dessin de **Craig Stephens** paru dans le **South China Morning Post**, Hong Kong.

c'est la raison pour laquelle les grandes manœuvres visant la Chine pourraient assurer aux politiques le soutien de leurs concitoyens. Certains de ces commentaires peuvent être interprétés comme une mise en garde voilée de la part de Pékin : *"Mais dans quelle mesure le Japon pourrait-il intervenir militairement? Ce sera aux États-Unis d'en décider... La Chine est prête pour le scénario du pire, à savoir une véritable intervention militaire des États-Unis et de leurs alliés, dont le Japon, afin d'empêcher la réunification nationale chinoise."*

Mais Pékin ne se contente pas de faire publier des articles provocateurs dans cet organe [anglophone] destiné à un lectorat international. Dans le droit fil de ses ambitions planétaires, la Chine a récemment fait construire une jetée de 330 mètres de long, pouvant accueillir un porte-avions sur sa base navale de Djibouti. Il s'agit de la seule base militaire de la Chine à l'étranger, stratégiquement située à l'entrée de la mer Rouge. À partir de là, la marine chinoise peut aisément surveiller le trafic du canal de Suez dans les deux sens – et recueillir des renseignements essentiels sur toute la région. Au moins 2000 marins chinois sont présents sur la base de Djibouti, qui a été agrandie progressivement depuis son ouverture, en août 2017.

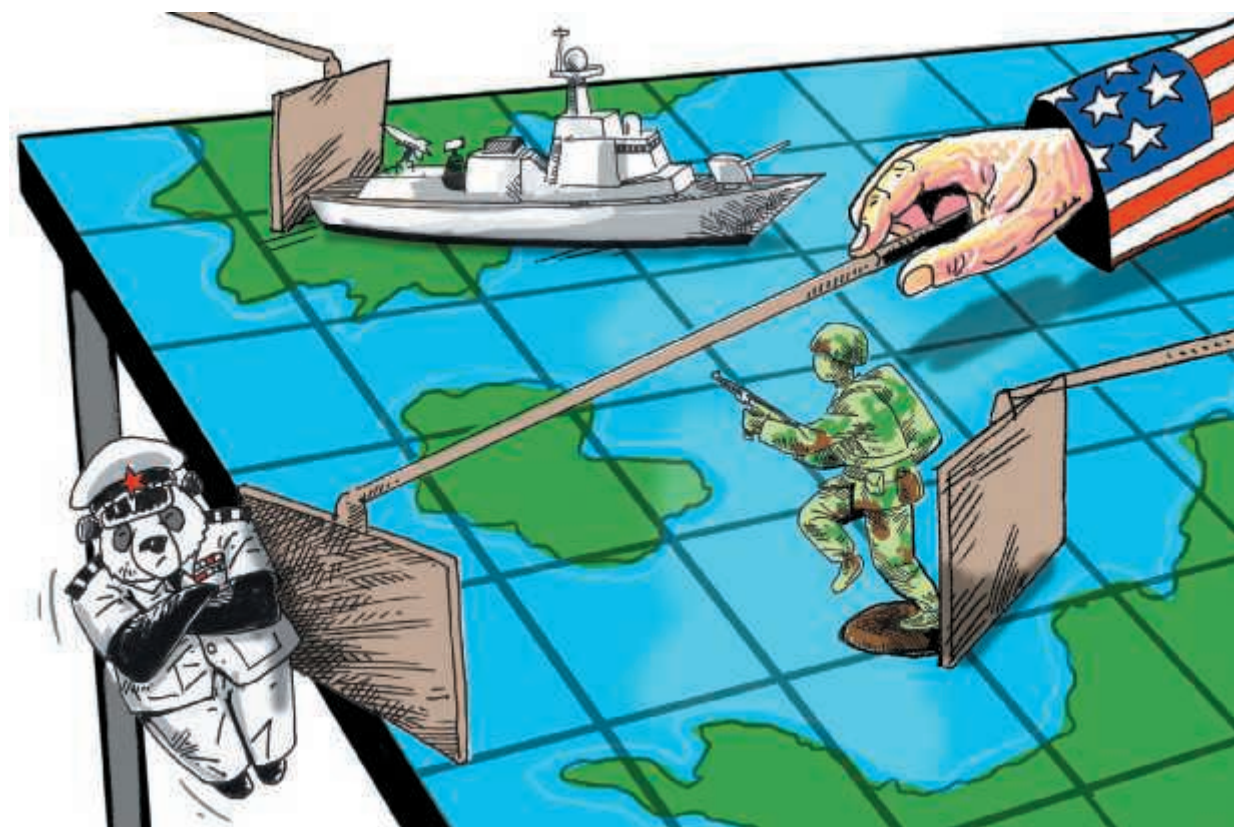
Une chose est sûre, la présence de la Chine dans l'océan Indien se justifie du point de vue

Au moins 2000 marins chinois sont présents sur la base de Djibouti, qui a été agrandie progressivement depuis 2017.

stratégique. Christopher Colley, un spécialiste de la sécurité qui écrit dans *War on the Rocks*, un site Internet établi à Washington, notait récemment : *"Environ 80 % du pétrole importé par la Chine transite par l'océan Indien et le détroit de Malacca [...], et par ailleurs, 95 % du commerce de la Chine avec le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe passe par l'océan Indien. Plus important encore, du point de vue de Pékin, la région est contrôlée par des pays rivaux de la Chine : les États-Unis et l'Inde."* Le Japon et l'Australie, qui eux aussi voient d'un mauvais œil l'intérêt de la Chine pour le Moyen-Orient, pourraient être ajoutés à cette liste.

Cette récente installation de la Chine dans l'océan Indien a incontestablement changé la situation stratégique au détriment de Washington et de New Delhi, d'autant que la Chine projette sa puissance via deux porte-avions, le *Liaoning* et le *Shandong*, un troisième bâtiment étant en cours de construction.

On le voit, la Chine est de plus en plus présente dans l'océan Indien, comme en témoigne le déploiement de plus en plus fréquent de bâtiments hydrographiques et de sous-marins. En janvier, le site web parisien *Naval News* rapportait que des bateaux chinois avaient *"systématiquement cartographié les fonds [de l'océan Indien]. Peut-être est-ce en prévision d'une guerre sous-marine."* Ce qui n'est pas sans rappeler un rapport publié en 2020 par le ministère de la Défense



des États-Unis, où l'on apprenait que la marine chinoise pourrait *"dans un avenir proche"* posséder une flotte dans l'océan Indien.

Les Chinois cherchent évidemment à défendre leurs intérêts économiques, et donc stratégiques, dans l'océan Indien. À commencer par leurs importations d'hydrocarbures depuis le Moyen-Orient, qui revêtent une importance essentielle. Par ailleurs, il est clair que la Chine nourrit des ambitions stratégiques plus vastes et qu'elle veut remettre en cause le statut de plus grande superpuissance militaire des États-Unis.

"Même si les objectifs ultimes de la Chine dans l'océan Indien restent quelque peu ambigus, il est clair que les autorités de Pékin veulent se doter de capacités qui leur permettront d'entreprendre toute une série de missions militaires dans la région", assurait la Brookings Institution, un groupe de réflexion, dans un rapport publié l'année dernière.

L'accord australien sur les sous-marins nucléaires, l'accord entre les États-Unis et l'Inde portant sur des achats de drones ou encore les réunions et les opérations de plus en plus fréquentes dans le cadre du Quad sont à mettre en relation avec la menace grandissante que constitue la Chine aux yeux des Occidentaux. Il s'agit d'une stratégie sur plusieurs fronts menée par de multiples acteurs qui se déploient afin d'encercler et d'endiguer Pékin dans ses ambitions planétaires.

Les États-Unis et leurs alliés ont beau se draper dans des euphémismes comme *"liberté"* ou *"démocratie"*, d'ores et déjà les parties en présence prennent position et fourbissent leurs armes pour ce qui ressemble de plus en plus à une nouvelle guerre froide.

— Bertil Lintner

Publié le 20 septembre

↑ Dessin de Craig Stephens paru dans le *South China Morning Post*, Hong Kong.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Suivez les derniers développements dans la zone Asie-Pacifique sur notre site, avec notamment cette tribune publiée dans le quotidien économique russe *Vedomosti* : **"Pour Moscou, il faut éviter la dérive vers le conflit armé avec le pacte Aukus."**

L'Europe doit savoir ce qu'elle veut

Le silence relatif de l'UE vis-à-vis du pacte Aukus illustre le malaise du bloc, coincé entre Pékin et Washington. Mais il est urgent pour les Européens de clarifier leur position, avance la presse étrangère, sinon personne ne les prendra jamais au sérieux.

Seule, la France. Très seule, même, dans son courroux contre la *"trahison"* australienne et la mise sur pied d'une alliance américano-australito-britannique dans la région indo-pacifique pour contrer la Chine. *"Paris a beau présenter le litige comme un problème qui concerne toute l'UE, le soutien des autres pays de l'Union a été plutôt*

discret", note le **New Statesman**, à Londres. Le gouvernement allemand "est resté presque muet" dans les jours qui ont suivi l'annonce du pacte Aukus, avant de finalement soutenir Paris, tandis que le Danemark est allé jusqu'à fait part de son "incompréhension" vis-à-vis de la colère française. "Certains États membres de l'UE ne se sentent pas particulièrement concernés par cette affaire qui, estiment-ils, porte plus atteinte aux intérêts nationaux de la France qu'aux leurs", analyse l'hebdomadaire londonien.

Surtout, au cœur de cette désunion européenne se niche un problème récurrent : l'incapacité du bloc à adopter une position claire vis-à-vis de Pékin. Symptôme du "casse-tête entre partenariat et rivalité", comme l'appelle le site **Nikkei Asia**. D'un côté, certains pays



REVUE
DE PRESSE

"font passer la protection américaine garantie par l'Otan" avant tout, relève le **New York Times**. De l'autre, nombre d'États du Vieux Continent, à l'image de l'Allemagne, "ont d'énormes intérêts économiques à préserver une bonne relation avec la Chine". Entre les deux, un groupe de nations d'Europe de l'Est, proches de Pékin depuis une dizaine d'années, commence à revoir sa position. "L'espoir de récolter les bénéfices économiques d'une coopération cède la place à la peur que suscite la domination d'une superpuissance autoritaire", constate le **Financial Times**. Chef de file, la Lituanie, dont le Parlement "a adopté des résolutions qui critiquent la Chine", et qui a, dans le même temps, approfondi ses relations avec Taïwan.

Autonomie stratégique. Autre exemple criant de la paralysie induite par ces divergences d'intérêts : le flambant neuf Conseil du commerce et de la technologie (TTC) établi entre Washington et Bruxelles. "Tout effort visant à établir un cadre transatlantique de coopération semble voué à l'échec, constate le journal en ligne **Politico**. Alors que Washington considère ce format comme un moyen idéal de se mobiliser contre la Chine en mettant au point des normes technologiques et commerciales communes, le camp européen fait tout son possible pour prétendre que ce n'est pas Pékin qui est visé." Couplée à la crise des sous-marins, cette différence d'interprétation conforte les partisans, dont le président français, Emmanuel Macron, d'une autonomie stratégique européenne, veut croire le **New York Times**. Mais laquelle? Et dans quel but? L'unanimité requise en matière de politique étrangère européenne paraît, pour l'heure, inatteignable. Quoi qu'il en soit, sur le dossier chinois comme pour ce qui est de la fragmentation de l'Occident, l'UE doit agir de toute urgence. "C'est aux Européens de savoir ce qu'ils veulent", lance le **Washington Post**, puis de faire ce qu'il faut pour être crédibles." Sinon, conclut le quotidien américain, les grandes puissances, États-Unis, Chine et Russie en tête, continueront "à ne pas les prendre au sérieux". Et à signer des pactes dans leur dos.

— **Courrier international**

À la une



"L'AMÉRIQUE REFAIT SURFACE EN ASIE", titre en une **The Economist** le 25 septembre. L'hebdomadaire économique britannique estime que l'administration Biden doit être saluée pour le pacte Aukus. Cependant, "il ne représente toujours qu'une demi-stratégie. Les relations entre les États-Unis et la Chine ne doivent pas se limiter à un face-à-face militaire. Dans sa quête de coexistence paisible, l'Amérique doit aussi encourager une collaboration avec la Chine sur des questions comme le dérèglement climatique, tout en créant un environnement équitable de concurrence économique fondée sur un cadre réglementaire."

Courrier international

abonnez-vous pour **1 an** - 52 numéros

119 € au lieu de ~~218,80 €~~*

**45%
DE
RÉDUCTION**



L'accès illimité à l'édition abonnés du site Internet
et au Réveil Courrier



EN CADEAU

Valeur
9,90€

**L'agenda 2021-2022
de Courrier international**



Bon d'abonnement

À retourner accompagné de votre règlement à :

Courrier international - Service abonnements - A2100

62066 Arras Cedex 9

☐ **Oui, je m'abonne pour 119 €** (1 an, 52 numéros)
au lieu de ~~218,80 €~~* + **en cadeau** l'agenda 2021-2022
de Courrier international.

Mes coordonnées

RCO21BA1613

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : [][][][][] Ville :

Je règle par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2021auto3> ou téléphonez au
03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

*Prix de vente au numéro. Offre valable jusqu'au 31/03/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Étranger nous consulter.

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :
DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

AUKUS, UN PREMIER PAS MESURÉ POUR CONTRER PÉKIN

Le pacte conclu entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie vise à empêcher toute prétention chinoise à l'hégémonie régionale. Mais il pourrait aussi provoquer une course aux armements.

— **Foreign Policy** Washington

Le 15 septembre, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie ont annoncé la conclusion d'un nouvel accord de sécurité désigné par l'acronyme fort peu mélodique d'"Aukus". Alliées de longue date, ces trois puissances font aujourd'hui équipe pour doter l'Australie d'une flotte de sous-marins nucléaires ultrasophistiqués. Le président américain, Joe Biden, le Premier ministre du Royaume-Uni, Boris Johnson, et le Premier ministre australien, Scott Morrison, ont également annoncé leur intention d'approfondir leur collaboration dans les domaines de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle et de l'informatique quantique.

Les contours de l'accord sont assez clairs, mais les raisons qui ont poussé à sa conclusion – et ce que cela signifie – sont plus complexes et en disent long sur la direction vers laquelle le monde se dirige.

Primo, il s'agit d'abord d'un classique numéro d'équilibre entre démonstration de force et menace. Bien que la Chine ne soit mentionnée à aucun moment, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que cet accord a été en partie signé en réponse aux menaces croissantes que semble représenter Pékin.

Ce sentiment est à la fois fondé sur les capacités accrues de la Chine, notamment ses capacités de projection navale dans la région Asie-Pacifique, mais aussi sur sa politique ouvertement révisionniste [qui remet en cause le système mondial actuel] dans plusieurs domaines. Une fois pourvue de sous-marins nucléaires à long rayon d'action et extrêmement discrets, l'Australie pourra jouer un rôle plus actif dans la région avec les autres membres du Quad (dialogue quadrilatéral pour la sécurité, qui rassemble, outre l'Australie, les États-Unis, l'Inde et le Japon).

Secundo, bien qu'il s'agisse à un certain niveau d'une initiative purement structurelle (reflétant l'évolution des capacités globales), la Chine ne peut d'une certaine manière s'en prendre qu'à elle-même. Jusqu'à récemment, l'Australie restait ambivalente face à la montée en puissance de la Chine : les milieux économiques espéraient préserver leurs lucratives

relations commerciales et plusieurs grands stratèges avaient souligné qu'il n'était pas dans l'intérêt de l'Australie de s'opposer à Pékin.

Sauf que l'attitude de plus en plus martiale de la Chine a provoqué un durcissement de la position australienne – notamment la décision unilatérale d'imposer un sévère embargo commercial à Canberra après que l'Australie a suggéré l'ouverture d'une enquête internationale sur les origines du coronavirus. Cette approche si contre-productive de Pékin est un rappel bienvenu que les États-Unis ne sont pas la seule superpuissance souffrant parfois d'incurie diplomatique.

Tertio, cette annonce n'est qu'un premier pas mesuré dont les effets ne se feront pas sentir avant plusieurs années. L'accord ne menace pas le pouvoir du Parti communiste en Chine et n'a pas pour objectif de nuire à l'économie chinoise – ce serait contre-productif. Il complique néanmoins la capacité chinoise à projeter sa puissance navale et à prendre le contrôle de lignes de communication essentielles. En

Les sous-marins nucléaires américains nécessitent de l'uranium hautement enrichi, et l'Australie va désormais avoir accès à cette technologie.

tant que tel, l'accord anglo-saxon met un frein aux futures volontés chinoises d'intimider les pays voisins pour les persuader d'adopter des positions plus accommodantes. En résumé, il s'agit de décourager ou d'empêcher toute prétention chinoise à l'hégémonie régionale.

Cette alliance stratégique laisse également penser que mes craintes concernant l'efficacité d'action d'une coalition en Asie n'étaient peut-être pas aussi fondées que je le pensais. J'avais auparavant noté que les problèmes dont souffrent la plupart des alliances, dès lors qu'il s'agit d'action collective, pouvaient être particulièrement handicapants en Asie où l'importance des distances entre les pays pourrait inciter certains à se désintéresser de ce qui se passe loin de leurs côtes.

À lire



HORS-SÉRIE

À partir du 6 octobre, retrouvez en kiosque notre nouveau hors-série, **"Comment le monde a basculé"**, qui explore la guerre de leadership que se livrent l'Occident et la Chine pour dominer le monde. Déclin américain, ascension irrésistible de la Chine, grandes manœuvres dans l'Indo-Pacifique... C'est ce nouvel ordre mondial que nous vous proposons de comprendre, grâce aux analyses de la presse étrangère.

L'auteur

STEPHEN M. WALT, professeur de relations internationales à Harvard, est chroniqueur pour le magazine américain *Foreign Policy*.

En l'occurrence pourtant, nous voyons aujourd'hui trois pays, dont un seul se situe dans la région Asie-Pacifique, prendre des mesures pour faciliter leur action dans des régions clés. Les difficultés d'une action collective ne disparaîtront pas entièrement, mais les contours d'une coalition efficace sont de plus en plus évidents.

Quarto, la réaction des pays tiers sera un facteur déterminant, pas seulement dans la zone Asie-Pacifique. Le gouvernement français est *"furieux"* car l'accord torpille l'engagement pris par le gouvernement australien d'acheter 12 sous-marins à la France. Paris est allé jusqu'à annuler un gala marquant les célébrations des deux cent quarante années d'amitié franco-américaine [gala qui était prévu le 17 septembre à Washington]. Et quand des Français décident d'annuler une fête, c'est que l'heure est grave.

La France fait partie des principaux partisans d'une défense européenne plus robuste (que le président Biden appelle lui aussi de ses vœux), et Paris pourrait également avoir un rôle à jouer dans certaines zones du Pacifique. Si les membres de l'alliance Aukus négligent l'ego français – aussi impossible cela puisse-t-il paraître –, il leur faudra faire amende honorable.

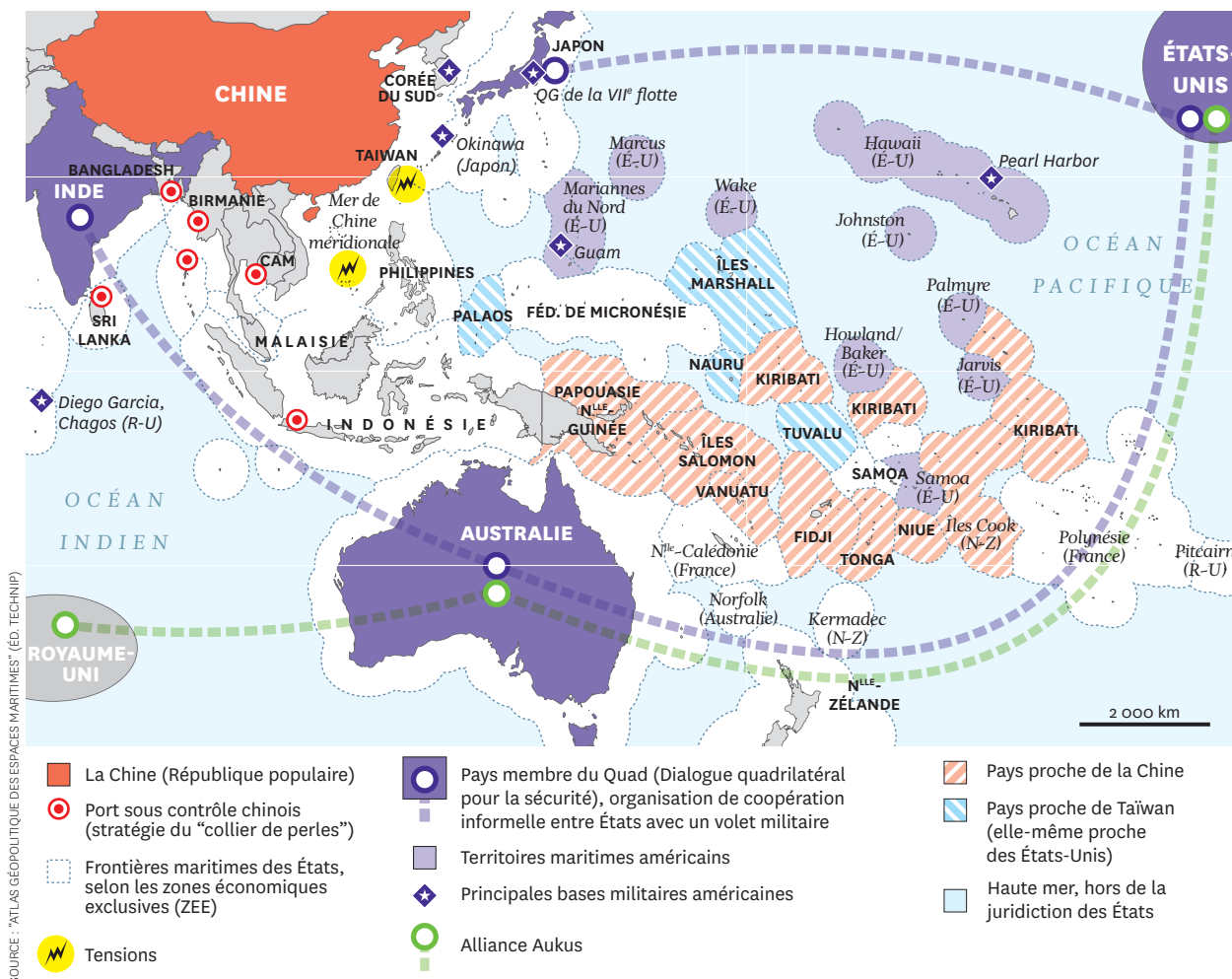
Manœuvre subtile. La réaction des autres puissances régionales sera toutefois encore plus importante. Ici, la question sera de savoir si l'accord est perçu comme un acte de défense collectif prudent et opportun (ce qui me semble être le cas) ou comme une provocation inutile.

Ainsi que je l'ai déjà souligné, il est déterminant dans cette région de savoir dans quelle mesure les États-Unis ou la Chine sont perçus comme les "fauteurs de troubles", les perturbateurs d'une paix à laquelle les pays asiatiques sont très attachés. Il me semble que la plupart accueilleront favorablement l'initiative anglo-saxonne, sachant combien son périmètre est limité par rapport à l'agressivité de la Chine ces dernières années.

Reste enfin l'aspect nucléaire de la question. Le président américain et les Premiers ministres britannique et australien ont bien insisté sur le fait que l'accord ne prévoyait des transferts de technologie que sur la propulsion nucléaire, et que les nouveaux sous-marins australiens ne seraient pas dotés d'armes nucléaires. L'Australie s'oppose de longue date à la prolifération nucléaire et se méfie de ses usages civils, ainsi que Scott Morrison l'a rappelé.

Voilà qui est donc fort bien. Sauf qu'il n'est pas exclu qu'une manœuvre un peu plus subtile se déroule en coulisses. Car les systèmes de propulsion des sous-marins nucléaires américains nécessitent de l'uranium hautement enrichi, et l'Australie va désormais avoir accès à cette technologie. Pour un défenseur de la non-prolifération, il s'agit d'un pas en direction d'un renforcement des infrastructures nucléaires. C'est aussi le signe de la volonté accrue des Américains (et dans une certaine mesure des Britanniques) de transférer des technologies ultrasensibles à leurs proches alliés.

Rivalités et alliances en Asie-Pacifique



SOURCE : "ATLAS GÉOPOLITIQUE DES ESPACES MARITIMES" (ÉD. TECHNIP)

On pourrait donc y voir la preuve que les États-Unis sont prêts à assouplir leur position antiprolifération, si les circonstances l'exigent. La signature de l'accord indo-américain de 2005 sur le nucléaire civil en est d'ailleurs l'illustration, et l'Aukus peut être interprété de la même manière. Reste à savoir comment les autres puissances régionales – comme la Corée du Sud et le Japon – vont réagir à cette décision, et comment Pékin va l'interpréter.

Nul ne désire, à mon sens, voir les puissances nucléaires se multiplier en Asie, et je suis absolument certain que ce n'est pas ce que Washington souhaite. Toutefois, le problème de la dissuasion nucléaire est particulièrement complexe en Asie, et le sujet sera de plus en plus épineux à mesure que la Chine développera son arsenal nucléaire. Si le contexte de sécurité se détériore dans les prochaines années, les États-Unis pourraient se montrer plus enclins à partager leurs capacités militaires nucléaires avec leurs alliés.

Si Pékin veut éviter cela, il serait judicieux qu'il commence par faire taire ses diplomates les plus belliqueux et qu'il limite ses prétentions territoriales en mer de Chine méridionale et orientale.

—Stephen M. Walt
 Publié le 18 septembre

SOURCE

FOREIGN POLICY

Washington, États-Unis
 Bimestriel
foreignpolicy.com

Fondé en 1970, *Foreign Policy* a longtemps été une revue académique avant de devenir un bimestriel, en 2000. Son ambition : être le premier "magazine sur la politique, l'économie et les idées internationales". Dirigé depuis novembre 2020 par Ravi Agrawal, le titre appartient à la Graham Holdings Company, qui possède aussi le site **Slate**.

La région Asie-Pacifique veut rester une zone de paix

L'accord prévoyant d'équiper l'Australie en sous-marins à propulsion nucléaire a pris les pays voisins par surprise et sème le doute et l'inquiétude.

La région Asie-Pacifique, historiquement marquée par l'arme et les essais atomiques, est très attachée à rester sans nucléaire, militaire comme civil. Et l'anxiété est vive en Malaisie, en Indonésie et dans les autres capitales d'Asie du Sud-Est, aux premières loges du nouvel affrontement qui se dessine avec le pacte Aukus, écrit dans **The Conversation** James Chin, professeur d'études asiatiques à l'université de Tasmanie, en Australie. "Beaucoup pensent qu'il n'y a pas d'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire sans perspective d'acquiescer l'arme nucléaire ultérieurement", note-t-il. L'Australie a d'ailleurs refusé en mai de rejoindre le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, bien qu'étant signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires depuis 1973.

De plus, "les nations de l'Asean ont toujours prêché en faveur d'une Asie du Sud-Est demeurant une zone de paix, de liberté et de neutralité" et ont signé un traité pour une Asie du Sud-Est sans nucléaire en 1995. Toutes les nations nucléaires ont toutefois fait passer leurs navires armés en mer de Chine du Sud, mais l'ajout de sous-marins nucléaires australiens "a le potentiel de modifier les équilibres et de rendre les Chinois plus nerveux", poursuit l'auteur, qui rappelle que les incidents se sont multipliés dans les eaux disputées de mer de Chine méridionale.

De son côté, la Nouvelle-Zélande voisine a réagi par la voix de sa Première ministre : les sous-marins australiens à propulsion nucléaire ne seront pas autorisés à mouiller dans les eaux néo-zélandaises. Comme le souligne le webzine néozélandais **Stuff**, l'absence de Wellington de l'Aukus est criante, et celle-ci est justement due à la politique résolument antinucléaire du pays, qui n'admet pas la présence ou l'usage de l'énergie nucléaire en Nouvelle-Zélande. Cette position interdisant tout recours au nucléaire est une "posture également forgée contre une puissance impériale : la France, qui, pendant trois décennies, a utilisé le Pacifique pour tester ses armes nucléaires", souligne l'auteur.

La Nouvelle-Zélande est pourtant une alliée de l'Occident, comme Jacinda Ardern l'a rappelé cette année dans un discours "dans lequel elle s'engageait en faveur d'une 'zone indo-pacifique libre et ouverte' ; nom de code pour 'le monde démocratique contre la Chine dans notre région'", écrit James Chin. Prise entre son penchant occidental et son principe antinucléaire, le pays devra peut-être réviser une partie de sa position, conclut le journal.

Les îles du Pacifique ne sont pas en reste. "Un Pacifique sans nucléaire est au centre du régionalisme pacifique, rappelait encore récemment le Premier ministre de Fidji, président actuel du Forum des îles du Pacifique." Ainsi parle le secrétaire général de la Conférence des Églises du Pacifique, James Bhagwan, interrogé par le site de **Radio New Zealand**. Le Forum continue de protester contre le rejet par le Japon d'eaux contaminées par la catastrophe nucléaire de Fukushima, et la région "est toujours en train de gérer les suites des essais nucléaires" depuis les années 1960, rappelle le site.

—Courrier international



trans-
versales.

économie

Sciences.....42
Signaux 43Les minerais,
un casse-tête
européen

Matières premières. L'Europe, qui dépend de l'étranger pour accéder aux métaux essentiels à la transition énergétique, aimerait exploiter davantage les ressources de son sous-sol. Mais creuser, c'est cher et ça pollue.



— Le Temps (extraits) Lausanne

Tout est calme à Norra Kärr. Les pâturages de ce site à 300 kilomètres à l'ouest de Stockholm pourraient illustrer des prospectus touristiques suédois. Ce cliché bucolique risque d'être bouleversé : son sous-sol riche en terres rares aiguise l'appétit des industriels. La population et les autorités locales s'y opposent, mais la construction d'une mine est proche.

Jadar, dans l'ouest de la Serbie. Là aussi, la nature semble préservée. Quatre

porte-conteneurs en provenance d'Australie sont pourtant en route pour y amener de quoi creuser en profondeur. Les roches du district de Macva regorgent de jadarite, un minéral qui contient du lithium. Des voisins veulent bloquer le projet, mais il a reçu le feu vert de l'État.

À mille kilomètres au nord, à Lubin, dans la plus ancienne mine de cuivre en Pologne. Son exploitation depuis 1968 est largement acceptée, et la production augmente. Ce coin de Basse-Silésie figure parmi les grands bassins cuprifères du monde.

✓ Dessin d'Otto paru dans
The Economist, Londres.

Terres rares, lithium et cuivre figurent dans une liste de métaux jugés cruciaux par la Commission européenne et qui suscite des réactions contrastées dans le continent. Ils sont indispensables à la transition énergétique mais leur extraction, même avec les dernières techniques, porte atteinte à l'environnement. Pour respecter l'accord de Paris [sur le climat], la demande de lithium devrait être multipliée par quarante d'ici à 2040, selon l'Agence internationale de l'énergie. De nombreuses autres ressources minérales suscitent un engouement similaire.

L'Europe s'approvisionne largement à l'étranger. Depuis plus d'un siècle, ses mines ont tendance à fermer leurs portes, sauf dans les matériaux de construction (calcaire, graviers, etc.). Importer, c'est moins cher. Mais la pandémie et ses restrictions ont rappelé que les chaînes logistiques étaient fragiles et qu'une dépendance envers des sources extérieures pouvait être néfaste. Une première alerte avait été donnée en 2010, quand la Chine avait suspendu ses exportations de terres rares vers le Japon. Un embargo sur des quotas d'exportation chinois a par la suite engendré une fulgurante hausse des prix, jusqu'à 10 000 % pour le dysprosium, un élément essentiel à certains alliages.

Partout, on cherche à être plus autonome mais, aujourd'hui, 98 % des terres rares utilisées en Europe continuent de venir de Chine, selon la Commission européenne, qui accélère la recherche d'alternatives. Bruxelles lorgne son sous-sol. Un plan d'action pour exploiter ses richesses a été lancé en septembre 2020.

Les gisements européens sont-ils riches ? La population acceptera-t-elle qu'on creuse chez elle ? Deux questions difficiles qui seront traitées en trois volets : les projets refusés par le voisinage et le politique, ceux qui divisent mais qui avancent, et ceux qui sont acceptés.

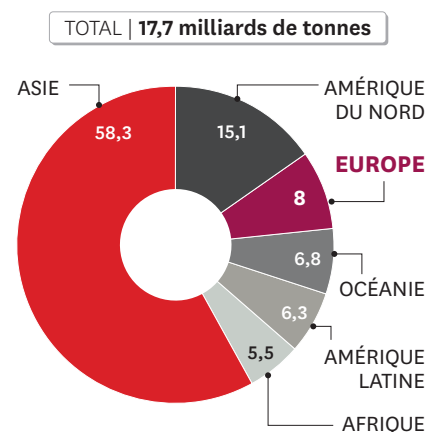
1. Quand la société dit non

À Nora Kärr, des manifestants se sont enchaînés à des machines de forage en 2014. Deux ans plus tard, la justice suédoise a jugé qu'une attention insuffisante avait été accordée à l'environnement et a retiré sa concession à l'entreprise qui l'avait obtenue. Mais le plan d'action européen de septembre 2020 a relancé le projet. "C'est une occasion unique pour l'Union européenne de s'approvisionner en matériaux critiques à l'intérieur de ses frontières en respectant des normes de durabilité de premier ordre", estime la firme canadienne chargée du projet, Leading Edge Materials.

Le mois dernier, elle a fait part d'un plan d'exploitation avec un minimum de dommages sur l'environnement. Le site pourrait produire 5000 tonnes d'oxydes de terres rares par an pendant vingt ans, dont du dysprosium, utilisé dans les aimants,

L'Asie domine

Répartition de la production minière
(2018, en %)



SOURCE : MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE AUTRICHIEN

et du terbium, pour les écrans d'ordinateur. Les populations voisines s'y opposent et répondent qu'on peut trouver ces éléments ailleurs, notamment si les techniques de recyclage s'améliorent.

Les terres rares regroupent 17 éléments métalliques, du néodyme au prométhium, aux propriétés magnétiques ou catalytiques uniques qui les rendent indispensables dans les technologies de pointe. Ces vitamines de l'industrie augmentent notamment les performances des technologies tout en assurant leur miniaturisation. La demande en terres rares progresse de 8 à 10 % par an, mais aucune mine n'est active en Europe (sinon celle de Lovozero, en Russie).

Les ressources en terres rares en Europe ont fait l'objet d'une étude du Service géologique de la France [le BRGM] cet hiver. "Il s'avère que l'Europe et le Groenland ont un réel potentiel minier en terres rares qui pourrait subvenir aux besoins du continent pour plusieurs décennies, voire au-delà, peut-on lire. L'Europe n'a rien à envier aux autres parties du monde et pourrait être autosuffisante." Des gisements ont été trouvés au Groenland, en Scandinavie ou dans la péninsule Ibérique. Les techniques d'extraction et de transformation manquent, par contre, et il n'est pas sûr que leur exploitation soit acceptée, pour des questions sociétales et environnementales, selon ses auteurs.

Un projet d'exploitation de terres rares au Groenland a par exemple été refusé à trois reprises par le gouvernement local, notamment parce qu'il induit des dépôts de déchets radioactifs, avant d'être accepté cette année.

"Réduire les importations de métaux peut être plus écologique."

Sébastien Pilet, PROFESSEUR DE GÉOLOGIE, UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Les exemples d'initiatives avortées, on ne les compte plus. Des manifestations ont eu lieu le mois dernier à Dublin contre un projet d'extraction d'or dans le nord de l'Irlande. En Suède, le groupe Boliden se bat en justice autour d'une mine de cuivre bloquée par Stockholm. Au Portugal et en Espagne, des gisements de lithium sont inexploités, car la société s'y oppose. "On a besoin de matières premières mais est-on prêt à accepter une atteinte au paysage pour réduire notre dépendance envers la Chine? C'est une des grandes questions de la société actuellement", estime Sébastien Pilet, professeur à la faculté des géosciences et de l'environnement de l'université de Lausanne.

En 2018, 8 % de la production minière mondiale (tous gisements confondus) venait d'Europe, un chiffre en baisse mais comparable à l'Amérique latine et à l'Océanie, selon les autorités autrichiennes, qui publient un rapport annuel de référence sur le sujet. Et 5 % des dépenses d'exploration ont lieu en Europe, selon le groupe SNL Metals & Mining. "Ça paraît peu mais, si on compare avec les autres régions [14 % pour le Canada, 6 % pour le Pérou], c'est significatif", relève Lluís Fontboté, professeur en métallogénie de l'université de Genève. "L'épuisement des ressources métalliques est un faux problème. La Terre en contient largement assez, dit-il. Le problème, c'est de les exploiter avec un impact environnemental et social acceptable et de consentir suffisamment de moyens pour les explorer."

2. Colère populaire, mais aval des autorités

Le 27 juillet, un groupe anglo-australien, Rio Tinto, a lancé un projet d'extraction de lithium à ciel ouvert à Jadar, dévisé à 2,4 milliards de dollars. Le site serbe doit devenir en 2026 la principale mine de lithium du continent et en fournir suffisamment pour fabriquer 1 million de véhicules électriques. À moins que la contestation populaire ne bloque tout. Le 29 juillet, une manifestation a eu lieu à Loznica, une cité à quelques encablures, pour dénoncer cette future pollution. Une pétition a recolté 131 000 signatures. Mais à Belgrade les signaux sont au vert. L'État vante ce moteur de croissance qui doit employer 1 000 personnes.

Contraste similaire à Covas do Barroso, un village du nord du Portugal, où l'on craint une déforestation, un air impropre que pourrait engendrer un projet d'extraction de lithium. Savannah Resources, une firme londonienne qui a obtenu le droit d'exploiter un gisement, indique qu'il y a de quoi extraire 40 000 tonnes de lithium et des réserves pour quinze ans. En avril, une étude sur l'impact environnemental d'une extraction a été approuvée par Lisbonne.

"Creuser, ça a forcément un impact, mais il peut être modéré", affirme Sébastien Pilet. Une mine proche de chez soi, c'est un contrôle sur les procédés de purification du minerai.

"Il est plus facile de creuser dans certaines parties de l'Europe qu'au Pérou."

Lluís Fontboté, PROFESSEUR EN MÉTALLOGÉNIE, UNIVERSITÉ DE GENÈVE

C'est aussi moins de transport donc potentiellement moins de pollution. Réduire les importations de métaux peut être plus écologique."

Relevons le cas, en Autriche, du groupe australien European Lithium, qui a levé 6,5 millions de dollars en août pour produire du lithium à 270 kilomètres au sud de Vienne. Des voisins s'inquiètent pour leurs eaux souterraines, le gisement de lithium jouxtant une source. Citons aussi l'incroyable exemple de Kiruna, en Suède, la plus grande et la plus profonde (jusqu'à 2 kilomètres sous terre) mine de fer. Une ville s'est érigée à côté d'un gisement exploité depuis le XIX^e siècle. La mine s'est depuis agrandie, tant et si bien que les autorités se sont résolues à déplacer la cité de 3 kilomètres. Le gigantesque déménagement a débuté en 2007 et doit se poursuivre pendant trois décennies, non sans tensions parmi ses 23 000 habitants.

"En général, les mines les plus acceptées en Europe sont souterraines et moins visibles, celles où il y a une tradition minière, de la place, de la confiance, et où les projets sont menés avec sérieux, c'est souvent le cas en Scandinavie, estime Lluís Fontboté. Les contestations pour des questions environnementales ne sont pas une caractéristique européenne. Il est actuellement plus facile de creuser dans certaines parties de l'Europe qu'au Pérou."

À Tara, près de Navan, en Irlande, on extrait du zinc et du plomb à 900 mètres sous terre. Le site est exploité par Boliden, qui s'est engagée cet été à exercer son activité sans émettre de carbone, en utilisant des équipements et des véhicules fonctionnant à l'électricité ou à l'hydrogène.

3. Des mines acceptées

À Lubin, on travaille aussi sous terre. La mine polonaise figure parmi les principaux sites d'extraction de cuivre depuis vingt-six ans. Le gisement sur lequel elle se trouve s'étend en Allemagne, où il est largement inexploité. Des mineurs ont fait grève dans le passé à Lubin, et dans les mines de Polkowice, Rudna et Sieroszowice. Non pas pour remettre en question cette industrie, mais pour réclamer de meilleures conditions salariales.

Le cuivre, c'est le poids lourd des métaux de la transition. En 2020, 20 millions de tonnes de cuivre ont été produites, vendues au prix moyen de 6 177 dollars la tonne, soit un marché mondial de 123 milliards de dollars. La production de lithium s'est élevée à 82 000 tonnes, selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis. À 42 588 dollars la tonne, cela donne un total de 3,5 milliards de dollars. "On parle

beaucoup de lithium et de terres rares, mais il s'agit de montants beaucoup plus petits que le cuivre", souligne Lluís Fontboté.

"Avec la fermeture des mines en Europe, le savoir-faire et les structures réglementaires ont disparu, si bien qu'aujourd'hui on ne sait plus comment creuser, il va falloir réapprendre, s'éduquer, sensibiliser la population sur l'importance des mines, développer un cadre adapté, rattraper le retard", estime Mark Simoni, chercheur tessinois au Geological Survey of Norway.

Dans la vallée du Rhin, Vulcan Energy Resources développe un projet salué par des géologues. Le groupe australien recourt à la géothermie pour faire remonter du lithium (cet élément se dissout au contact de l'eau) de nappes phréatiques souterraines sans émettre de CO₂. "L'entreprise espère faire d'une pierre deux coups : elle extrait du lithium et produit de la chaleur", salue Sébastien Pilet, qui met toutefois en garde contre les défis techniques et les risques de sismicité liés à la géothermie profonde. En Islande, la géothermie fournit une électricité peu chère qui rend rentable la transformation, gourmande en énergie, de la bauxite en aluminium. Deux autres projets sont cités en exemple : le

britannique Cornish Lithium veut extraire du lithium d'eaux souterraines dans des blocs de granit des Cornouailles, où les richesses sont accessibles sans fracturation du sol. Le groupe Euro Manganese entend exploiter les résidus d'une mine de manganèse désaffectée en République tchèque en la réhabilitant.

"L'Europe doit mieux recenser ses richesses minérales, il y a des gisements à trouver. Aujourd'hui, chaque pays en Europe a sa manière de quantifier et de recenser, aucune norme commune n'est utilisée. Il faut harmoniser au niveau européen pour qu'on y voie clair", affirme Mark Simoni.

Les pays avancés ont d'importants stocks de matériaux riches en métaux dans leurs infrastructures, des voitures à l'électronique. "L'Europe a un peu d'avance en matière de recyclage et il y a énormément de cuivre à recycler, et donc moins besoin de mines de cuivre", estime Mark Simoni.

Le Vieux Continent parviendra-t-il à réduire sa dépendance internationale et à exploiter ses richesses? Selon les géologues que nous avons consultés, la question reste ouverte.

—Richard Etienne
Publié le 13 septembre

LE SALON DES FORMATIONS ARTISTIQUES

START



9 & 10 OCTOBRE 2021

10H - 18H AU PARC FLORAL DE PARIS, 12^e



DU 9 AU 15 OCTOBRE 2021

EN LIGNE

LE RENDEZ-VOUS POUR CHOISIR TON ORIENTATION !

Conférences *Le Monde* • Coaching
• Lives • RDV personnalisés

INSCRIPTION GRATUITE
[START.GROUPELEMONDE.FR](https://start.groupelemonde.fr)

Le Monde

Télérama

ÉCONOMIE



Evergrande ou la possibilité d'un krach

Finance. La faillite potentielle du promoteur chinois, très endetté, affole les marchés. La bulle de l'immobilier en Chine est-elle sur le point d'éclater ?



CARTOON MOVEMENT

Peut-il y avoir contagion ? Le géant de l'immobilier chinois Evergrande, qui fait vaciller les places boursières dans le monde, est-il le "Lehman Brothers chinois", du nom de cette banque d'investissement américaine dont la faillite avait précipité la crise financière de 2008 ? Sa faillite potentielle met en lumière la fragilité du secteur immobilier en Chine.

Depuis dix jours, une vague de panique s'est propagée de Hong Kong à Wall Street, les marchés s'inquiétant de "voir Pékin poursuivre ses efforts de

contrôle de divers secteurs et laisser Evergrande, qui doit des dizaines de milliards de dollars à des investisseurs du monde entier, faire faillite et infliger des pertes à ses

actionnaires et aux détenteurs d'obligations", explique le **Wall Street Journal**. Le

risque n'est pas que financier, "c'est une menace pour la croissance mondiale", explique un courtier au quotidien des affaires.

Le groupe était "jusqu'à récemment le plus grand promoteur immobilier du monde", rappelle **Bloomberg Businessweek**, et croule désormais sous plus de

256 milliards d'euros de dettes, l'équivalent de 2 % du produit intérieur brut (PIB) chinois. Sa faillite potentielle laisserait "1,5 million d'acheteurs de biens immobiliers en souffrance" et la moitié des 800 projets qu'il porte sont déjà à l'arrêt.

Depuis 1997, le promoteur de Shenzhen, qui compte 200 000 employés, a fait son lit de la hausse continue des prix de l'immobilier et d'une spirale continue d'emprunts. En annonçant la semaine dernière que "le risque de défaillance était

Le promoteur immobilier a fait son lit de la hausse des prix et d'une spirale continue d'emprunts.

réel", il a provoqué un effondrement des marchés boursiers, le lundi 20 septembre. Wall Street n'avait pas connu pareille baisse depuis le début de la crise du Covid-19. Ce lundi "dans le rouge" allait être le premier d'une semaine chaotique, marquée par la crainte que les difficultés continues du groupe ne préludent à un krach international.

"Tout le monde s'accorde à dire que si le secteur immobilier chinois était touché, le système financier s'en sortirait", tempère le **Financial Times**. Un directeur de l'agence de notation Standard & Poor's estime "improbable" que le défaut de paiement d'Evergrande déclenche une crise financière. Et les marchés se rassuraient tout au long de la semaine en tablant sur le fait que "le gouvernement chinois peut résoudre les problèmes d'endettement" du promoteur. Soit en demandant "aux banques commerciales contrôlées par l'État de reconduire sa dette, soit en la restructurant, soit encore en l'annulant".

Alors que l'action d'Evergrande augmentait de 11 % le jeudi 23 septembre au matin à Hong Kong, après que le

promoteur avait honoré une échéance cruciale, le *Wall Street Journal* venait contrebalancer l'espoir que la crise reste confinée, en révélant que Pékin demandait aux autorités locales de "se préparer à l'effondrement d'Evergrande". Signe que le gouvernement chinois s'inquiète d'une faillite, des sources proches du dossier évoquant une "tempête potentielle". Signe aussi qu'il est "réticent à renflouer le promoteur immobilier criblé de dettes" et préfère donner l'ordre aux administrations locales et aux entreprises d'État "d'intervenir en dernier recours".

Evergrande fait-il partie de ces groupes "trop gros pour faire faillite" ? Selon **Nikkei Asia**, "plusieurs entreprises d'État" ont entamé les discussions pour reprendre certaines activités du groupe à Shenzhen. Deux collectivités locales "au moins", Canton et Zhuhai (dans la zone économique de Macao), ont bloqué le montant des préventes de projets immobiliers d'Evergrande, selon le *Financial Times*, pour protéger les intérêts des acheteurs. Ces mesures "témoignent de l'intensification des efforts visant à limiter l'impact de la crise de la dette d'Evergrande".

Car les sous-traitants, les employés et par extension d'autres acteurs du secteur immobilier en Chine sont touchés. Le chiffre le plus effrayant du bilan catastrophique d'Evergrande concerne sa dette à court terme de 951 milliards de yuans (125 milliards d'euros). "Un tas d'entreprises qui vendent du ciment, des barres de soutènement, du carrelage ou des tuyaux en cuivre partout en Chine flippent littéralement", constate le chroniqueur financier du quotidien économique britannique.

Depuis deux mois déjà, tous les jours, la police antiémeute "monte la garde" devant le siège du groupe à Shenzhen, confirme **Nikkei Asia**, pour contrôler les manifestants.

Ils sont ouvriers du bâtiment, peintres, décorateurs, fournisseurs de matériaux de construction. Des "milliers d'entreprises en amont et en aval" dépendent d'Evergrande, représentant 3,8 millions d'emplois chaque année. Il y a aussi ceux qui ont investi dans un appartement dont la construction est à l'arrêt. Tous redoutent de tout perdre, alors que le promoteur ne peut rembourser "qu'un dixième" de ses emprunts à court terme, rappelle le média japonais.

Pékin pourrait bien se résigner à abandonner Evergrande et tenter un "atterrissage en douceur pour le secteur immobilier", qui représente près de 15 % de son PIB, avance *Bloomberg Businessweek*. Cela fait des années déjà que les promoteurs immobiliers en général, et Evergrande en particulier, ont "accumulé beaucoup trop de dettes". La bulle semblait pourtant ne jamais devoir éclater... La saga Evergrande "rappelle au monde entier les nombreuses fragilités qui traversent la deuxième

Depuis deux mois, la police antiémeute monte la garde devant le siège du groupe à Shenzhen.

puissance économique mondiale", résume le *Financial Times*. Si les marchés semblent avoir parié sur la non-contagion, "cela ne signifie pas que l'économie mondiale est immunisée contre ses retombées", explique **Quartz**. Une croissance en berne dans le pays aura des conséquences sur l'ensemble de l'économie, "des emplois dans les aciéries jusqu'aux fonds de pension". La dégringolade d'Evergrande ne fera peut-être pas exploser la bulle immobilière, mais "l'époque où la Chine soutenait la croissance pour elle-même et pour une grande partie du reste du monde est en passe de s'achever".

— **Courrier international**



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



Courrier international

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

COMMANDEZ DÈS MAINTENANT

LE COFFRET 10 DVD LES FILMS A VOIR ET A REVOIR VOL. 11

Offre spéciale réservée aux abonnés

45€
Frais de port
offerts



Dark Waters

De Todd Haynes
Avec Mark Ruffalo,
Anne Hathaway,
Tim Robbins.
122 min



Antoinette dans les Cévennes

De Caroline Vignal
Avec Laure Calamy,
Benjamin Lavernhe de
la Comédie Française,
Olivia Côte. 92 min



Été 85

De François Ozon
Avec Félix Lefebvre,
Benjamin Voisin,
Philippine Velge,
Valéria Bruni-Tedeschi.
96 min



La bonne épouse

De Martin Provost
Avec Juliette Binoche,
Yolande Moreau, Noémie
Lvorsky, Edouard Baer,
François Berléand.
105 min



Madre

De Rodrigo Sorogoyen
Avec Marta Nieto,
Anne Consigny,
Alex Brendemühl,
Jules Porier.
124 min



Les choses qu'on dit, les choses qu'on fait

D'Emmanuel Mouret
Avec Camélia Jordana,
Niels Schneider,
Vincent Macaigne,
Emilie Dequenne. 118 min



Drunk

De Thomas Vinterberg
Avec Mads Mikkelsen,
Tomas Bo Larsen,
Magnus Millang,
Lars Ranthe. 122 min



Papicha

De Mounia Meddour
Avec Lyna Khoudri,
Shirine Boutella,
Amira Hilda Douaouda.
104 min



Tout simplement noir

De Jean-Pascal Zadi
et John Wax
Avec Jean-Pascal Zadi,
Lucien Jean-Baptiste,
Fabrice Eboué... 85 min



Effacer l'historique

De Gustave Kervern
et Benoît Delépine
Avec Blanche Gardin,
Denis Podalydès,
Corinne Masiero. 106 min

BON DE COMMANDE • Coffret 10 DVD Les films à voir et à revoir vol. 11, collection Télérama

À retourner accompagné de votre règlement à : Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9



Pour profiter de cette offre en ligne,
scansez le QR code

Pour tout autre moyen de paiement,
rendez-vous sur notre site
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31
(du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Titre	Prix	Quantité	Total
Coffret DVD "Les films à voir et à revoir" - volume 11 - collection Télérama	45 € x		= €
Frais de port offerts			= 0 €
		Total	= €

Mes coordonnées :

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP [] [] [] [] VILLE

Je règle par chèque à l'ordre de Courrier international

VCO21BA1613

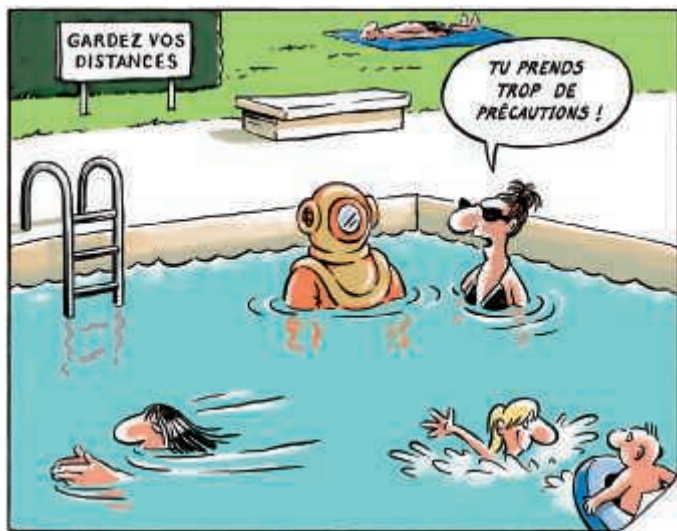
Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022 *Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



SCIENCES

Covid-19 : pic ou pas pic ?

Mathématiques. Le comportement des individus est difficile à évaluer dans les modélisations de l'évolution de l'épidémie.



—The Times Londres

Faut-il s'attendre à 7 000 hospitalisations [de patients atteints du Covid-19] par jour en Angleterre d'ici à la fin du mois prochain [comme le redoute le Scientific Advisory Group for Emergencies (Sage), un comité scientifique] ? Le National Health Service [NHS, le système de santé publique] pourrait-il être bientôt deux fois plus sollicité qu'en janvier, malgré une couverture vaccinale de 80 % de la population adulte ?

Avant de répondre à ces questions, Graham Medley, professeur [en modélisation des maladies infectieuses] à l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres (LSHTM), souhaiterait que l'on s'en pose une autre : le club de Burnley va-t-il gagner la Premier League [championnat de football britannique] ? *“Si la plupart des gens, à part les supporters de Burnley, écartent cette possibilité, un bookmaker ne peut l'ignorer.”*

C'est pourquoi il envisage 7 000 hospitalisations par jour, un chiffre qui impliquerait d'avoir au moins 10 fois le nombre de cas quotidiens enregistrés actuellement. *“Il faudrait*

que beaucoup de choses peu probables se produisent”, reconnaît-il.

En tant que bookmaker de la pandémie, c'est pourtant ce chiffre qu'il a présenté [le 14 septembre] au gouvernement, dans le cadre d'une estimation raisonnable haute de la situation dans laquelle nous pourrions nous trouver le mois prochain. C'est un nombre qui ne ferait pas seulement s'effondrer le NHS, mais qui l'anéantirait. L'estimation basse (un pic d'un peu moins de 2 000 admissions) serait, elle, gérable, et *“beaucoup plus plausible”*, selon Neil Ferguson, le modélisateur de l'Imperial College.

Pourquoi, alors, fournir une estimation élevée ? Parce qu'il arrive que le club de Burnley gagne... Nous ne pouvons pas l'ignorer, estime Graham Medley, *“notamment parce que ce serait une situation si catastrophique qu'il faut bien réfléchir à ce qui se passerait si nous finissions par en arriver là”*.

Lorsque leur discipline est attaquée – comme c'est souvent le cas de nos jours –, les modélisateurs aiment rappeler que nous sommes tous des modélisateurs. Celui qui pense que la pandémie est terminée utilise un modèle mental, tout comme celui qui estime qu'on est

au bord de l'apocalypse. La différence, disent les chercheurs, c'est que les modélisateurs rendent publiques leurs hypothèses.

Dans le dernier modèle présenté au gouvernement avant son plan hivernal, les hypothèses reposent sur différentes valeurs de R [le taux de reproduction du Sars-CoV-2]. *“Ces courbes sont des modélisations de scénarios qui posent la question suivante : ‘Si le R grimpe à 1,1 ou à 1,5 la semaine prochaine, à quoi ressemblera l'épidémie ?’ C'est quelque chose qu'on nous demande de produire régulièrement”*, explique Neil Ferguson. Une tâche beaucoup plus grossière que la plupart de leurs modélisations, d'où sa réticence à parler de “projections”.

Trêve estivale. Dans le cas d'un R qui resterait à 1,1, la Grande-Bretagne continuerait à vivre comme aujourd'hui. Un R de 1,5 supposerait que les gens soient retournés au bureau, qu'ils aient recommencé à aller boire un verre après le travail et qu'ils aient adopté de nouveau une grande partie de leurs anciens comportements. Toutefois, pour obtenir la courbe régulière du scénario du Sage – et c'est là toute la difficulté de la modélisation –, il faudrait que les gens continuent à agir ainsi, même en ayant connaissance de l'existence de 300 000 nouveaux cas quotidiens.

Alors que nous entrons dans l'automne après un été qui n'a jamais vraiment vu d'explosion de cas, l'heure est à l'examen de conscience chez les modélisateurs. La vague de l'été est bien arrivée,

quoique un peu plus tard que prévu, et a correspondu au départ aux prévisions de modélisation de [la levée des restrictions le 19 juillet]. *“Ensuite, il s'est passé quelque chose... l'arrêt brutal de la croissance exponentielle”*, explique Graham Medley. Le scénario redouté des 100 000 ou 200 000 cas quotidiens ne s'est jamais produit. *“Pour être tout à fait honnête, je pense*

“C'est comme prédire la météo en sachant qu'emporter un parapluie diminue le risque de pluie.”

Adam Kucharski,
STATISTICIEN

qu'aucun modélisateur n'a d'explication valable à ce qu'il s'est passé.” Les modélisations ont systématiquement été pessimistes, ont systématiquement sous-estimé l'efficacité des vaccins et ont systématiquement sous-estimé, semble-t-il, les gens.

L'un des problèmes des modèles est qu'ils ne parviennent pas à prendre en compte correctement le comportement humain. Ils partent souvent du postulat que la façon dont les gens entrent en contact les uns avec les autres est dictée par le gouvernement, alors qu'en réalité il s'agit d'un système dynamique dans lequel les individus modèrent eux-mêmes leurs actions.

Même s'ils retournent au bureau, les employés du dernier modèle, ceux qui font la fête malgré un R à 1,5, ne feraient probablement pas la brigue au point que

le pays atteigne les 300 000 cas de contamination. Il est plus probable qu'ils changent leur comportement, conscients de la situation.

Mais comment modéliser un système dans lequel le simple fait de penser que des événements malheureux vont se produire implique que ce ne sera pas le cas ? *“En matière de prévision météo, c'est un peu comme si l'on essayait de prédire le temps en sachant qu'emporter un parapluie diminue le risque de pluie”*, explique Adam Kucharski, statisticien à la LSHTM.

Comme les pronostiqueurs, dont les pronostics semblent si souvent conditionner notre liberté, les modélisateurs ont dû se forger une cuirasse. Selon la maxime [attribuée au statisticien George Box], *“tous les modèles sont faux, mais certains sont utiles”*. En l'occurrence, leurs modèles ont souvent été faux, mais souvent utiles.

Équilibre. En mars 2020, alors que certains prétendaient que la pandémie allait s'éteindre, les modélisateurs ont prédit une énorme vague. En septembre de la même année, alors que beaucoup affirmaient que la pandémie était terminée, ils nous ont dit de nous préparer à l'hiver. En janvier 2021, au beau milieu d'une campagne de vaccination d'une ampleur exceptionnelle, ces Bourriquet [comme dans Winnie l'Ourson] ont annoncé, à juste titre, qu'il y aurait une énorme *“vague de sortie”* [avec la levée des restrictions] – un peu trop énorme.

La trajectoire – à défaut des chiffres – a toujours été claire. Cependant, les deux modélisateurs que nous avons consultés affirment qu'aujourd'hui la pandémie est dans un état d'équilibre si délicat qu'aucune issue ne les surprendrait vraiment. Dans ces conditions, Raghav Ali, de l'unité d'épidémiologie du Conseil de recherches médicales de l'université de Cambridge, pense que les modélisations pourraient être d'un moindre secours. Selon lui, le dernier modèle illustre bien pourquoi : *“Il dit : ‘Si ça empire, cela ira vraiment très mal. Dans le cas contraire, ce ne sera pas le cas.’ Ce n'est pas particulièrement utile pour un décideur politique. Il vaudrait mieux reconnaître franchement qu'on ne sait pas ce qui va se passer.”*

—Tom Whipple

Publié le 15 septembre

Pas un mais des modèles

●●● Produire des projections à court terme des besoins hospitaliers pour les patients atteints du Covid-19 est *“un exercice particulièrement difficile et incertain”*, reconnaît l'unité de modélisation mathématique des maladies infectieuses de l'Institut Pasteur. Plusieurs modèles mathématiques existent et s'appuient sur différents prédictors : des indices épidémiologiques (taux de positivité, hospitalisations, etc.), météorologiques et de mobilité (lieux de travail, fréquentation des commerces, etc.). Les types de modèles utilisés varient également selon les pays, comme le soulignait l'an dernier la revue **Science**. Par exemple, l'usage des modèles compartimentaux – qui divisent la population en sous-groupes – est possible avec une population homogène, alors que les pays dont la population est hétérogène privilégient des modèles qui simulent les interactions quotidiennes entre les individus. Afin d'affiner leurs modélisations, les scientifiques effectuent également une moyenne des projections de plusieurs modèles.

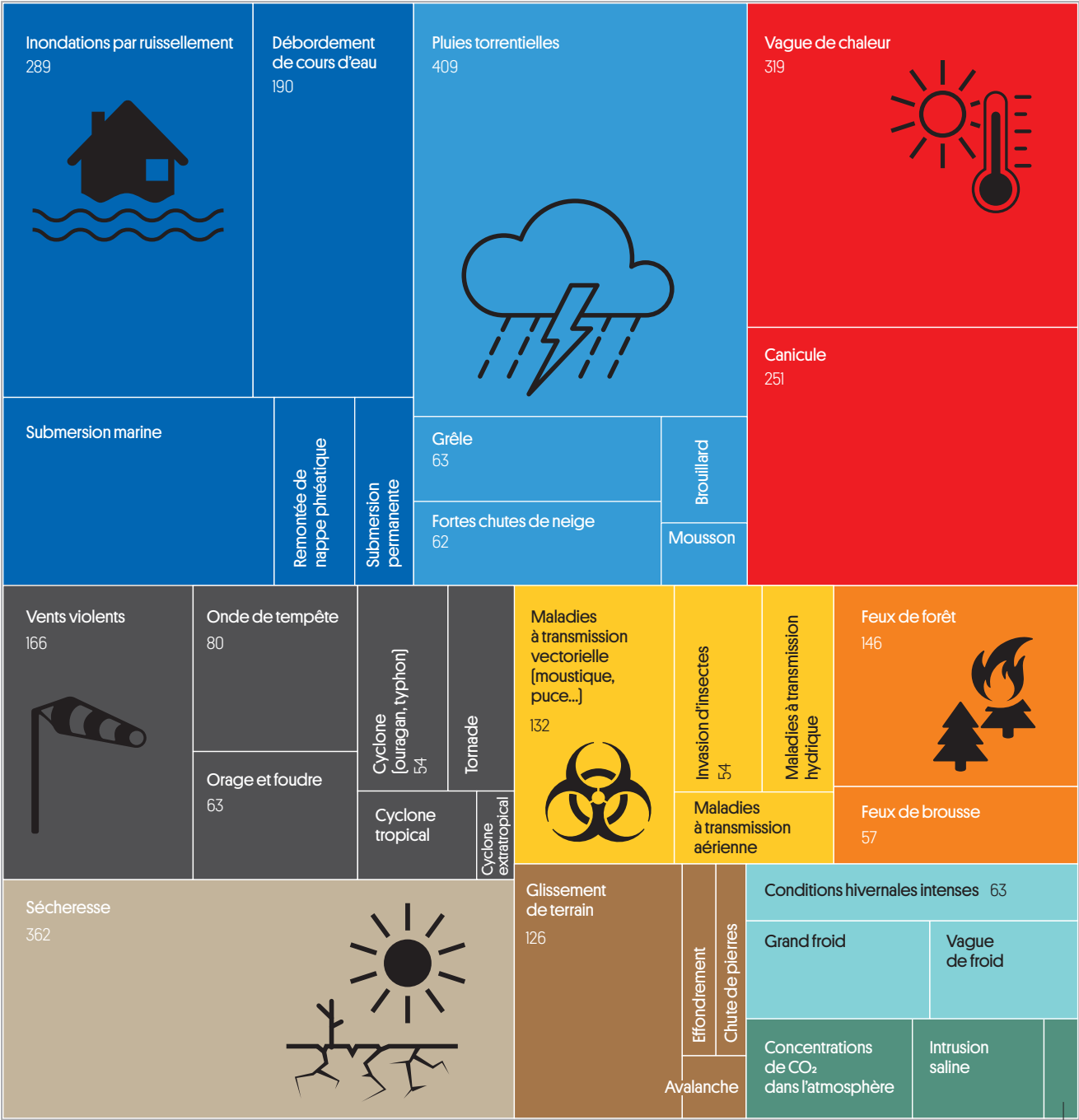


Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Avis de tempête

Neuf villes sur dix font face à des risques climatiques. Des canicules aux invasions d'insectes, les menaces sont variées.

Nombre de villes déclarant faire face à un risque donné, à l'échelle mondiale



Types de risque par ville

Sur les 812 villes ayant communiqué des informations en 2020, 93 % indiquent qu'elles sont menacées par le dérèglement climatique. Celui-ci se déclinait dans le questionnaire en 36 risques. Ainsi, le risque de maladies infectieuses inquiète près de 20 % des municipalités sondées. Le type de menace ne présage toutefois pas de sa probabilité ou de son degré d'intensité. Ainsi, si Paris recense 3 risques biologiques, cela ne signifie pas qu'ils sont plus craints ou plus probables que des inondations.

PARIS | France



BERLIN | Allemagne



LONDRES | Royaume-Uni



PODGORICA | Monténégro



TOKYO | Japon



DELHI | Inde



CANBERRA | Australie



SANTIAGO | Chili



LOS ANGELES | États-Unis



DAKAR | Sénégal



KINSHASA | RDC



- INONDATIONS | 706
- TRÈS FORTES PRÉCIPITATIONS | 577
- TEMPÉRATURES ANORMALEMENT ÉLEVÉES | 570
- TEMPÊTE ET VENT | 445
- PÉNURIE D'EAU | 362
- RISQUES BIOLOGIQUES | 264
- INCENDIES | 203
- MOUVEMENT DE TERRAIN | 174
- TEMPÉRATURES ANORMALEMENT BASSES | 150
- CHANGEMENTS CHIMIQUES | 98

SOURCE : CDP, enquête menée en 2020 sur 812 villes, données récoltées en partenariat avec le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI).

La source

COURRIER INTERNATIONAL. Réalisée par notre infographiste, Catherine Doutey, cette illustration présente les types de risques climatiques auxquels font face des villes du monde entier, à partir des dernières données du CDP, anciennement dénommé Carbon

Disclosure Project. Depuis une décennie, cette organisation non gouvernementale réalise chaque année une vaste enquête déclarative afin d'apprécier la perception des risques naturels par les villes. Celle-ci n'a jamais été aussi forte qu'en 2020, selon l'ONG.

Mobilité

C'EST ÉLECTRIQUE !

L'ARRIVÉE MASSIVE DES VOITURES ÉLECTRIQUES EST IMMINENTE.
DANS TROIS ANS, LE PRIX DE FABRICATION DES VÉHICULES À BATTERIE
SERA ÉQUIVALENT À CELUI DES MODÈLES DIESEL ET À ESSENCE. À KHABAROVSK,
EN RUSSIE, LES HABITANTS ACHÈTENT D'ORES ET DÉJÀ MASSIVEMENT
DES MODÈLES ÉLECTRIQUES À PRIX CASSÉ.

KHABAROVSK, LA VILLE RUSSE QUI REGORGE DE VOITURES ÉLECTRIQUES

Située à moins de 30 kilomètres de la Chine, la ville de Khabarovsk enregistre des ventes record de véhicules électriques. Et pour cause, dans l'Extrême-Orient russe, chaque voiture électrique d'occasion coûte le même prix qu'un véhicule à essence neuf.

Au premier semestre 2021, les habitants de Khabarovsk et des régions de l'est du pays ont acheté plus de 20 % des véhicules électriques importés en Russie. À Moscou, qui abrite au moins deux fois plus de personnes que tout l'Extrême-Orient, les ventes de véhicules électriques ne dépassaient pas 14 %. Pourtant, l'est de la Russie n'est ni particulièrement riche ni un bastion de la conscience environnementale. En revanche, la région offre un aperçu des tendances à venir : hausse du prix du pétrole, électricité moins chère et baisse des coûts de possession des véhicules électriques.

L'électricité, à bas prix, est subventionnée pour stimuler le développement économique de la région. Dans le même temps, en raison d'une capacité de raffinage locale insuffisante, les prix du carburant sont généralement plus élevés que la moyenne russe. On peut ajouter à ces

explications la position géographique de la région, aux portes de l'Asie, qui permet à ses habitants un accès facile à des voitures électriques d'occasion à prix réduit, importées du Japon. Les modèles de 2011 à 2013 coûtent généralement entre 400 000 et 600 000 roubles (4 650 à 7 000 euros).

Des autoroutes gratuites pour les véhicules électriques

Dans le reste de la Russie, le contraste est net. Les véhicules électriques représentent moins de 0,2 % de la flotte totale de voitures particulières. Sans surprise, le prix d'achat élevé d'un véhicule électrique neuf reste le principal obstacle pour les acheteurs potentiels. Cela devrait changer avec la nouvelle stratégie du pays, approuvée fin août. Le gouvernement russe prévoit d'entamer une révolution électrique sur ses routes au cours des trois prochaines années. L'objectif : atteindre

10 % de véhicules électriques en circulation d'ici à 2030. Le coût s'élèvera à environ 7 milliards d'euros, selon le bureau de presse du gouvernement. Pour encourager l'adoption des véhicules électriques, des prêts avantageux et des conditions plus flexibles de location de voiture à batterie seront également proposés. Et à partir de 2022, les véhicules électriques circuleront gratuitement sur les autoroutes russes.

Quant à l'opinion publique, une enquête sur les voitures électriques en Russie a révélé que la première motivation pour l'achat d'une voiture électrique est la préservation de l'environnement. Puis, en deuxième et en troisième position, l'économie de carburant et un moteur moins bruyant. Selon cette même enquête, les Russes interrogés considèrent comme principaux inconvénients le nombre insuffisant de bornes de recharge, le prix trop élevé des véhicules et la réparation compliquée.



TOUT SAVOIR SUR LA BATTERIE D'UNE VOITURE ÉLECTRIQUE

Une batterie lithium-ion se présente comme un assemblage d'unités de batterie individuelle, appelées cellules, reliées les unes aux autres et supervisées par un circuit électronique. Elle comporte cinq composants principaux : cathode ; anode ; séparateur ; collecteurs de courant et électrolyte. L'anode et la cathode stockent le lithium, et l'électrolyte est le milieu à travers lequel les ions lithium chargés positivement voyagent. Quand la batterie alimente un appareil, les électrons accumulés dans l'électrode négative (anode) sont libérés au travers d'un circuit externe jusqu'à rejoindre l'électrode positive : c'est la phase de décharge. À l'inverse, quand la batterie est en charge, l'énergie transmise par le chargeur fait revenir les électrons de l'électrode positive (cathode) vers la négative. C'est un processus réversible qui va se poursuivre pendant de nombreuses années.

Comment fonctionnent les batteries lithium ?



Combien de temps dure la batterie d'un véhicule électrique ?

Il est désormais de notoriété publique que les batteries lithium perdent en performance avec le temps. C'est pourquoi les fabricants offrent des garanties de batterie, souvent jusqu'à huit ans et 150 000 kilomètres, avec beaucoup d'autres promesses de remise à neuf ou de remplacement si la batterie perd 30 % ou plus de ses performances au cours de cette période.

Geotab, le leader mondial de la gestion de flotte, a publié les résultats d'une étude réalisée sur la longévité des batteries de 6 300 clients. Les chiffres de Geotab montrent une dégradation moyenne de 2,3 % par an pendant cinq ans, ensuite la batterie vieillit plus rapidement. Selon ces mêmes chiffres, il faudrait environ quinze ans pour tomber en dessous de 70 % de la capacité initiale d'une batterie de 80 kWh. Mais il s'agit là d'un calcul simpliste, car il existe de nombreuses façons de détériorer une batterie plus rapidement. Il est par exemple important, d'acheter une batterie plus grande pour maximiser son stockage, d'utiliser sa capacité à 80 % la plupart du temps et de charger lentement. Afin de protéger la batterie, certains modèles disposent même d'un régulateur de courant en cas de charge rapide répétée. La durée de la batterie dépend aussi de l'entretien et des usages de chaque utilisateur.

Les batteries sont-elles recyclables ?

Les batteries des véhicules électriques nécessitent de grandes quantités de matières premières, notamment du lithium, du nickel et du cobalt – dont l'exploitation minière a des impacts sur le climat, l'environnement et les droits humains –, mais elles risquent également de laisser une montagne de déchets électroniques en fin de vie. Les experts affirment que les émissions des voitures électriques peuvent être réduites de plus de moitié si leurs batteries sont continuellement recyclées. La solution qu'envisagent déjà certaines entreprises est qu'à l'avenir les voitures soient remplacées, mais plus leur batterie. Dans son rapport d'impact, publié en août, Tesla a annoncé avoir commencé à développer le recyclage des batteries usagées dans sa Gigafactory, au Nevada. Les constructeurs Nissan et Renault réutilisent actuellement les anciennes batteries de certains de leurs véhicules. Et Volkswagen a récemment ouvert sa première usine de recyclage, à Salzgitter, en Allemagne.

Déjà 38 000 voitures réparées avec des pièces recyclées.

En cas d'accident, l'assureur est en première ligne pour prendre en charge la réparation du véhicule. Consciente de ce rôle, MAIF s'est donné il y a deux ans un objectif ambitieux : atteindre 10 % de réparations avec des pièces recyclées en 2022. **Et avec déjà 38 000⁽¹⁾ véhicules réparés de cette façon, l'assureur militant est sur la bonne voie.**



Un enjeu écologique majeur.

MAIF propose depuis 2013 à ses sociétaires -sous réserve de leur accord- des pièces issues de l'économie circulaire. Une démarche engagée, quand on sait que lors d'un sinistre, en moyenne 6 pièces sont endommagées⁽²⁾. Donner une seconde vie aux pièces automobiles permet ainsi d'économiser des ressources, de l'énergie et des matériaux non-renouvelables dont la planète vient à manquer.

Un impact positif concret.

38 000 voitures réparées avec des pièces recyclées, ce sont déjà des tonnes de matières premières économisées. Et ce n'est qu'un début. L'utilisation de pièces recyclées permet aussi d'abaisser le prix des réparations et de sauver des véhicules qui auraient été autrement «économiquement irréparables». Enfin, elle favorise la création d'emplois locaux dans les filières de recyclage.

Recyclage mode d'emploi

1. Le réparateur partenaire commande les pièces recyclées.
2. Chaque pièce est nettoyée et référencée pour assurer sa traçabilité.
3. La pièce est comme neuve : poncée, dégraissée puis repeinte à la teinte du véhicule.
4. La réparation est garantie à vie.

10%

10% de réparations automobiles réalisées avec des pièces recyclées : c'est l'objectif que s'est fixé MAIF pour fin 2022. Et avec 7,6% en 2019 et 8,2% en 2020⁽³⁾, c'est en très bonne voie.

#ChaqueActeCompte



assureur militant

(1) Chiffres Réparateurs partenaires MAIF 2019-2020. (2) Source : SRA septembre 2020. (3) Chiffres MAIF 2019 et 2020
MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9.
Entreprise régie par le Code des assurances.

LE SMARTPHONE, L'AVENIR DE LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

Dans un futur proche, les voitures volantes n'auront pas remplacé nos véhicules actuels. La clé de nos déplacements à venir réside dans notre poche.



À l'échelle mondiale, les transports, y compris terrestres, maritimes et aériens, représentent 24 % des émissions de CO₂.

Parmi ces émissions, les véhicules routiers sont responsables de 17 % du total mondial. Le passage aux voitures électriques réduirait donc considérablement les émissions mondiales. En revanche, la solution à d'autres problématiques, telles que les embouteillages et les décès sur les routes, est ailleurs. Le covoiturage comme la micromobilité ou la location de voiture à la demande offrent de nouvelles approches de transport.

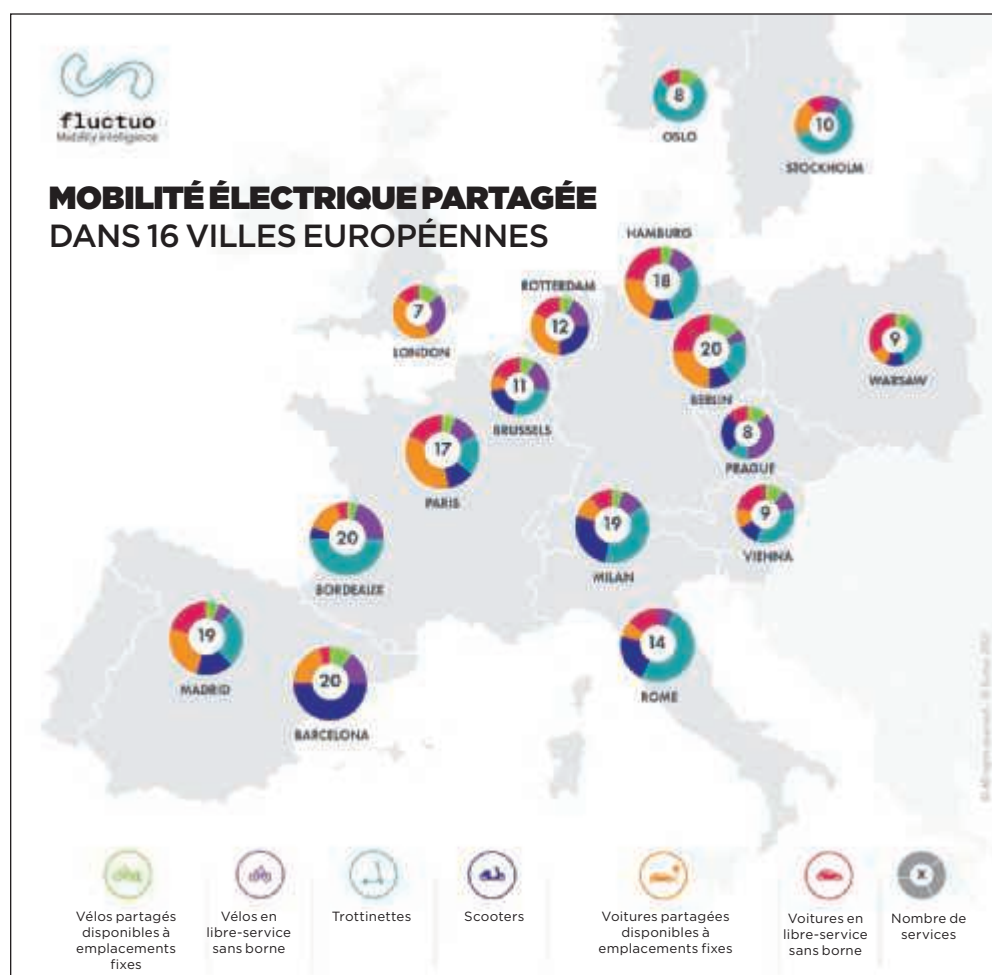
À l'avenir, la majorité de la population profitera de la commodité d'une voiture privée sans avoir besoin d'en posséder une. Ces solutions, moins chères que l'achat d'un véhicule, plus propres et plus pratiques, remettent lentement en question la nécessité d'une voiture individuelle.

La fin du mode de transport unique

Grâce à sa capacité à connecter ces différents modes de transport, le smartphone représente l'avenir de nos déplacements. Il permet une multitude de choix de transport. Et, associé à la révolution électrique, cet outil numérique que tout le monde possède résout de nombreux problèmes de mobilité. Car un mode de transport unique est trop peu flexible. Le passé montre que l'erreur est de remplacer un mode de transport unique par un autre, comme cela s'est produit lors du passage des chevaux aux voitures.

L'arrivée de la mobilité électrique est un accélérateur assez important de l'évolution de ces usages. À Paris, après le fiasco d'Autolib', une multitude d'offres a émergé. La capitale compte désormais le plus grand nombre de véhicules électriques

en libre-service d'Europe. Free2Move Paris et Share Now proposent des services de location à la demande. Mobilib', le successeur d'Autolib', offre les mêmes services, à la différence qu'il s'agit ici d'un autopartage en boucle (retour de l'automobile au point de départ). Au total, Paris compte 17 services de mobilité partagée. À Bordeaux, il en existe 20, tout comme à Berlin et à Barcelone. En Europe, la majorité des métropoles offre un grand nombre de services de mobilité partagée. Le signe que le smartphone n'est autre que le futur de la mobilité électrique.





GAMME ÉLECTRIFIÉE

100% électrique ou hybride rechargeable

360



MAGAZINE

Le métavers, trop beau pour être vrai • Plein écran... 54

Le Cameroun raconté en anglais • Culture... 56

Un paysan ukrainien au pôle Sud • Histoire... 58

La nouvelle bataille de Mossoul

De 2014 à 2017, la deuxième ville d'Irak a été la capitale du califat de l'État islamique. Quand elle est reconquise par l'armée irakienne, elle n'est plus qu'un impressionnant champ de ruines et de gravats. Sans aide de Bagdad, ses habitants ont retroussé leurs manches pour la reconstruire. — *Newlines Magazine* [extraits] Washington

Bio express

ALI AL-BAROODI

Né à Mossoul, dans une famille en délicatesse avec le régime de Saddam Hussein (au pouvoir de 1979 à 2003), il enseigne aujourd'hui la traduction dans l'université de la ville et se reconnaît deux passions : la musique et la photographie, des activités bannies sous le règne de l'État islamique, de 2014 à 2017. Quand, à l'attaque de son article, il écrit avoir été "libéré le 8 janvier 2017", il fait référence à la "grande prison" à ciel ouvert qu'était Mossoul avant que l'organisation djihadiste n'en soit chassée. Le 8 janvier 2017, les étendards noirs de l'État islamique ont été brûlés dans la ville et lui a enfin pu "[se] raser la barbe et utiliser [son] appareil photo en public", comme il le raconte dans un autre article pour *Newlines Magazine*. Les clichés qui illustrent ces pages sont son œuvre.



J'ai été libéré le 8 janvier 2017. Une dizaine de jours plus tard, les autorités déclaraient avoir totalement délogé le groupe État islamique de Mossoul-Est [où j'habite]. Tous les regards étaient braqués sur la partie occidentale de la ville, séparée des quartiers de la rive gauche par le Tigre. C'est alors qu'elle a été prise sous les pilonnages – des frappes aériennes, et un feu nourri d'armes lourdes et d'"artillerie intelligente", en tirs rapprochés et lointains. Depuis les banlieues du côté oriental, j'entendais les déflagrations de ces munitions dites "intelligentes" [c'est-à-dire capables de suivre une cible mobile]. Je croyais que cette arme létale n'était utilisée que sur les vastes champs de bataille dégagés, et non dans les combats urbains maison par maison. Comme moi, la plupart des gens que je croisais craignaient le pire pour la vieille ville.

La joie de la libération s'est dissipée à mesure que les premières photos de Mossoul-Ouest ont commencé à circuler. Les frappes aériennes et les bombardements ont fait des centaines de morts, sinon des milliers. La bataille a

pris fin en juillet [2017]. J'ai attendu quelques semaines avant de demander une autorisation pour aller voir ce qui s'était passé et en rendre compte avec mon appareil photo. En arrivant devant le Tigre, ce que j'ai vu m'a glacé.

De l'antique cité qui reliait autrefois l'Orient à l'Occident par la route de la Soie, il ne restait qu'un tas de pierres fumantes. Mossoul, qui en arabe signifie "point de liaison" ou "ville de jonction", ne pouvait plus même relier ses deux rives coupées par le Tigre. Ses cinq ponts avaient tous été détruits par des frappes aériennes pour empêcher tout mouvement des groupes armés entre les deux moitiés de la ville. Le spectacle de ces magnifiques berges réduites à l'état de décombres et du Vieux Pont construit par les Britanniques dans les années 1930 démolit et effondré dans le fleuve a suffi à me faire sangloter pour ma ville.

Ne pouvant traverser de là où je me trouvais, j'ai dû emprunter un petit pont flottant de métal installé par la division logistique de l'armée irakienne. L'ouvrage vacillait sous le poids des nombreux véhicules lourds. C'était l'un des deux seuls passages restants, ce qui était loin d'être suffisant pour les besoins de transport d'une ville aussi grande que Mossoul.

Jamais mon pas n'avait été plus lourd. Tous les bâtiments étaient criblés de balles ou éventrés par les impacts de missiles. Des barres de fer pendaient du haut de grands immeubles, des milliers de carcasses de voitures carbonisées jonchaient les rues, les mosquées ressemblaient à des dépouilles amputées, les églises étaient désertes.

Je me suis dirigé vers le vieux bazar. Il n'y avait plus de bazar. Le marché grouillant d'activité où nous devions autrefois jouer des coudes pour nous frayer un passage dans la foule n'était maintenant plus qu'un amoncellement de gravats. L'odeur des épices avait disparu, l'éclat de l'or dans l'allée des bijoutiers s'était volatilisé et il ne restait plus la moindre trace des torréfacteurs de café. À certains endroits, je ne parvenais plus à reconnaître ou à identifier les boutiques. Le quartier était défiguré. La rue Najafi, où s'égrenaient jadis plus de quarante-cinq librairies, était rasée; des cendres de livres flottaient dans l'air.

Avançant parmi les décombres, les barres de fer tordues et les débris calcinés épars, j'ai rejoint à grand-peine l'allée des forgerons, d'où montaient des conversations. Les forgerons, qui essayaient de réparer leurs échoppes, m'ont rendu espoir. C'étaient les seuls qui étaient revenus dans le secteur du marché, et ils m'ont accueilli joyeusement, me racontant leur espoir et aussi leurs souffrances sous la férule de l'État islamique.

Quand je suis rentré chez moi, mon côté de la ville débordait de vie. On y organisait des fêtes de la paix, des festivals littéraires, des concerts en public. Mossoul était vraiment une ville de deux contes : une partie était oubliée, l'autre était florissante.

Les mois ont passé et j'ai décidé de retourner dans la vieille ville et de repasser par les mêmes lieux. Cette fois-ci, je n'ai pas eu à franchir de pont métallique. Le Vieux Pont, si emblématique, avait été remis en service en mars 2018. Le bazar était plus animé, des propriétaires s'affairaient à retaper tant bien que mal leurs → 52

SOURCE



NEWLINES MAGAZINE

Washington, États-Unis
newlinesmag.com

Crée en 2020, ce site émane du think tank américain Newlines Institute for Strategy and Policy, consacré en grande partie au Moyen-Orient. Le rédacteur en chef du site, Hassan

Hassan, auteur du best-seller *État islamique : au cœur de l'armée de la terreur* (éd. Hugo Document, 2015), n'est autre que le directeur du think tank. Le contenu de *Newlines Magazine* est celui d'un média généraliste de tendance libérale sur le Moyen-Orient : analyses, reportages, débats, culture.

↓ Juin 2021, à Maidan, dans la vieille ville de Mossoul. Ce quartier, le dernier à avoir été libéré de l'État islamique, est encore aujourd'hui en ruine. Photo Ali Al-Baroodi



50 ← biens détruits par la guerre. Mais compte tenu de la quantité de décombres, revitaliser ce grand centre urbain était une tâche titanesque. Le découragement commençait à gagner les marchands et artisans, d'autant plus démunis que les travaux de reconstruction et les indemnités se faisaient attendre.

De retour dans mon quartier, je me suis arrêté dans une boutique qui venait d'ouvrir, à l'été 2018. La tête du patron me disait quelque chose. Nous avons discuté un peu et j'ai fini par le reconnaître : c'était Abou Ali, un marchand du bazar de Bab Al-Saray, le célèbre souk de la vieille ville. Il avait perdu son commerce et avait décidé de rouvrir à Mossoul-Est. Quand je lui ai demandé s'il envisageait de retourner bientôt à Bab Al-Saray, il a haussé les épaules avec une moue dubitative.

Nous nous revoyons en mars 2021 au Saray, où je suis venu l'interviewer. Il répond à mes questions avec un joyeux empressement : *"J'ai deux boutiques, maintenant. J'ai gardé celle de Mossoul-Est, mais surtout je suis revenu dans l'ancienne, où j'ai appris tant de choses."*

Les Mossouliotes semblent résolus à rendre le bazar encore plus beau qu'avant. Je retourne à l'allée des forgerons, où l'on me sert un thé à la cardamome typiquement irakien dans une petite tasse *istikan* dorée. Cette fois-ci, le ton est plus optimiste, voire lyrique. Riyadh Al-Mossouli, le coutelier, me dit combien il est attaché à ce quartier. Les murs de sa petite échoppe sont tapissés de couteaux fabriqués à la main. C'est l'un des rares artisans qui pratiquent encore cet art ancien malgré le déferlement de produits d'importation bon marché. *"Ce que l'on entend dans l'allée des forgerons n'est pas du bruit, m'explique-t-il en aiguisant un couteau au manche de bois gravé de son nom, devenu une marque locale réputée. C'est plutôt une musique sur laquelle les mouettes du Vieux Pont dansent à leur rythme."*

"C'est mon oncle qui m'a appris ce métier, poursuit-il, et maintenant, je le transmets à mes enfants. – Vous ne pensez pas que les Mossouliotes préfèrent des postes de fonctionnaires, maintenant? Qu'est-ce qui vous dit que votre fils a envie d'apprendre votre métier? – Mon fils est déjà fonctionnaire, et il touche son propre salaire. Mais pour lui, ce travail est un métier qui assurera son avenir."

Les Mossouliotes ont manifestement tiré la leçon de l'époque de l'État islamique qui, en juillet 2015, a cessé de verser les salaires des fonctionnaires, provoquant de graves pénuries et plongeant des milliers de gens dans la misère. Tandis que nous bavardons, des étincelles pétillent sur les barres de fer des forgerons, et un vent de révolution semble souffler sur le vieux souk.

Je suis venu explorer la vieille ville avec une idée bien précise en tête : rencontrer l'homme d'affaires qui a revitalisé le secteur, faisant émerger des décombres un quartier opérationnel et trépidant d'activité. On me conduit auprès de Waddah Al-Jalili. À Mossoul, tout le monde sait que les Al-Jalili, vieille famille mossouliote, ont toujours multiplié les gestes philanthropiques dans les moments difficiles. Lors de la guerre perso-ottomane de 1743, déjà, Hussein Pacha Al-Jalili avait défendu la ville face aux troupes du Perse Nader Chah.

En arrivant au pied de la tour qui abrite le bureau de Waddah, je me demande si je ne me suis pas trompé d'adresse : voici encore quelques mois, il n'y avait là qu'un amoncellement de gravats. Aujourd'hui, je suis accueilli dans un immeuble de bureaux calme et élégant, où l'on m'offre un café à la cardamome. Waddah, la petite cinquantaine, a l'air intelligent et déterminé. Après la libération



COURRIER INTERNATIONAL - OPENSTREETMAP



de Mossoul, me dit-il, il est allé faire le tour de la vieille ville pour évaluer les dégâts des immeubles de sa famille dans le bazar : ils étaient tous en ruine. Près de 70 % du quartier avait été rasé, mais cela ne l'a pas empêché de reconstruire ses propriétés familiales au cœur du bazar.

Les autorités municipales ont aidé à déblayer les rues et à rouvrir les routes bloquées. *"Mes initiatives ont encouragé beaucoup de marchands, qui ont mobilisé leurs réseaux pour obtenir de l'aide"*, ajoute Waddah. De l'aide sous forme d'indemnités pour les dommages résultant des opérations militaires. *"Nous voulions être indemnisés afin de revitaliser ce quartier historique. Mais rien de tout cela n'est arrivé. Nous avons déposé des demandes, et nous n'avons pas reçu un sou de l'État."*

Dans l'après-État islamique, la question des indemnités reste un dossier sensible pour les Mossouliotes. Des associations locales ont dressé des comparaisons avec des gouvernorats comme Anbar et Salah Ad-Din [respectivement dans l'ouest et le centre de l'Irak], qui ont subi moins de dégâts mais ont reçu plus d'indemnités que Mossoul,

Les forgerons essayaient de réparer leurs échoppes. Ils m'ont accueilli joyeusement.

où l'ampleur des destructions atteignait un niveau jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Récemment, le gouvernement central a toutefois déboursé plusieurs milliards de dinars pour dédommager les familles de pertes en biens matériels et en vies humaines. Je demande à Waddah pourquoi, d'après lui, Mossoul a été négligée et pourquoi les organisations internationales semblent en faire plus que le gouvernement irakien. Sa réponse tient en un mot : la corruption.

Selon lui, si les commerçants ont eu envie de revenir, c'est parce qu'ils sont opiniâtres et très attachés à leurs racines dans la vieille ville. Certains sont fiers de perpétuer un savoir-faire ancestral, vieux de quatre siècles.

Un artisan savonnier pose entre son fils et son petit-fils : trois générations et un même métier. Certaines familles doivent leur patronyme à l'art qu'elles exercent. Ce n'est pas simplement un travail : c'est un mode de vie auquel ils tiennent.

J'ai une dernière question pour Waddah : *"Le bazar est-il ressuscité?"* Il pousse un long soupir, et explique fiévreusement : *"Non, le bazar n'est pas ressuscité, et il ne redeviendra jamais ce qu'il était. Avant, beaucoup de gens du Kurdistan et des quartiers sud et ouest de Mossoul venaient faire leurs courses ici. Maintenant, on ne les voit plus. Et puis il y a de nouveaux marchés florissants comme Nabi Younis, sur la rive gauche, et Mossoul Al-Jadida, sur la rive droite. Tous ces nouveaux concurrents réduisent le rôle financier que tenait autrefois le bazar. Mais surtout, il reste encore des quartiers vides aux alentours. C'était de là que venait la main-d'œuvre du bazar. Maintenant il n'y a plus personne pour travailler ici."*

Je quitte son bureau accompagné de deux hommes de la famille Al-Jalili. Ils me proposent une balade dans le bazar, ce qui ne se refuse pas. Nous nous arrêtons pour discuter avec Abou Hatal, un quinquagénaire assis derrière un bureau, avec un portrait de son père accroché au mur. À Mossoul, Abou Hatal est surtout connu pour être l'un des rares à avoir arpenté les ruines de la ville, interpellant inlassablement la municipalité pour qu'elle vienne participer au déblaiement des allées. Je lui demande qui leur a apporté de l'aide, et il pointe un index vers l'immeuble voisin de la famille Jalili : *"Ils ont effacé plusieurs mois de loyer. Nous ne l'oublierons jamais."* Zein Al-Jalili l'interrompt d'un geste : *"C'est Abou Hatal qui a fait bouger les choses."*

Zein me conduit ensuite vers les nombreuses bâtisses historiques de sa famille, des *khans* (auberges) en particulier, qui avaient autant une valeur commerciale que sociale et constituaient une étape pour les caravanes parcourant les anciennes routes de la Soie. *"Le bazar n'est pas uniquement un lieu où l'on fait des affaires. C'est l'histoire et l'héritage de notre famille"*, affirme Saoud Al-Jalili, 35 ans, qui travaille comme assistant juridique au tribunal. *"Le khan Al-Kimrik, par exemple, a ouvert ses portes*



↑ L'allée des forgerons, en février 2021.
Ici, on est artisan de père en fils.

← La rue Najafi en novembre 2017, après la fin des combats, dans la vieille ville. Elle était le fief des libraires et des éditeurs.
Photos Ali Al-Baroodi

en 1704. Nous avons veillé à le restaurer dans le respect des normes patrimoniales, ajoute-t-il. En lisant cette date sur la porte, je ressens de l'orgueil mais aussi une obligation morale à l'égard de ce vénérable patrimoine." Depuis la chute de l'État islamique, les anciens khans remplissent de nouvelles fonctions socioculturelles, accueillant des concerts, des festivals, et les célébrations du nouvel an.

Je passe voir Faddah Sabah, un militant associatif qui a récemment organisé un concert au cœur du bazar, dans la cour de ce vieux khan où se sont pressés des centaines de spectateurs. "On a toujours présenté Mossoul à travers le prisme de la guerre et de la violence. Je veux faire le contraire, explique-t-il avec un optimisme débordant. Nous devons mieux mettre en valeur nos sites patrimoniaux. Il faut sensibiliser les gens de Mossoul et le reste du monde à la vraie valeur des khans et du bazar. C'est également un message de résilience adressé au monde entier."

Les clients aussi ont envie de rendre au bazar sa splendeur d'antan et de faire comprendre son rôle historique. Aujourd'hui, on ne vient pas au bazar "simplement pour faire ses courses, me confie Ahmed Chaker, un habitué du lieu. C'est davantage un acte de soutien pour aider l'ensemble du bazar à se rétablir."

Le bazar a plus de quatre siècles d'existence. Peu à peu, de nouveaux quartiers commerçants sont venus se greffer autour, comme la rue Najafi en 1913 et, plus tard, les rues Sarichkhana et Dawasa – la première spécialisée dans le prêt-à-porter féminin, la seconde dans la mode masculine.

La rue Najafi témoigne de la vigueur de la culture et de l'intelligentsia irakiennes, au même titre que tant d'autres quartiers de librairies qui s'épanouissent aux quatre coins du pays, tels la célèbre rue Al-Moutanaby de Bagdad ou la rue Al-Farahidi de Bassora. La rue Najafi était autrefois bordée de dizaines de librairies, bibliothèques et maisons d'édition, mais cette partie du bazar est toujours en ruine. J'avais eu envie d'y croire en novembre 2017, en voyant un peu d'activité reprendre dans le secteur, mais depuis lors très peu de choses ont changé ici.

Pour en apprendre davantage sur ce grand carrefour culturel, je retourne à Mossoul-Est interroger Houssam, un libraire de 40 ans qui, comme beaucoup de ses collègues, a décidé de rouvrir sa boutique dans la nouvelle partie de la ville. "La culture a toujours été menacée. Ici, les livres ont toujours été une source d'ennuis", dit-il, assis entre des piles d'ouvrages.

Les Moussouliotes semblent résolus à rendre le bazar encore plus beau qu'avant.

Dans un pays comme l'Irak, il peut en effet être dangereux de posséder des livres. Beaucoup étaient interdits sous Saddam Hussein [au pouvoir de 1979 à 2003]. "Après la chute de Saddam, nous avons repris espoir. Nous pensions que la situation pourrait s'améliorer, mais notre optimisme est bien vite retombé. Des groupes terroristes ont rapidement imposé leur mainmise sur le pays et des innocents étaient assassinés en pleine rue. Quand l'État islamique a pris le pouvoir, craignant pour notre vie, nous avons commencé à cacher les livres. L'organisation a enlevé un de mes amis et l'a exécuté parce qu'il vendait des livres – des livres de droit, dont Daech [le nom arabe de l'État islamique] a décrété qu'ils étaient anti-islamiques. Parallèlement, des milliers d'ouvrages vantant l'idéologie extrémiste sont apparus sur les rayons des librairies."

Malgré ces risques, Houssam insiste sur l'importance de la rue Najafi. Ce n'était pas uniquement un lieu où l'on vendait des livres, c'était une communauté. "Nous étions proches les uns des autres. Maintenant nous sommes dispersés dans la ville. [La rue Najafi] n'a pas repris vie parce que, pour beaucoup de responsables, la culture et le savoir n'ont aucune importance. Mossoul a été ciblée avec la destruction de cette rue, qui était l'identité de la ville", explique-t-il.

Au bout de la rue Najafi, je rejoins le coin des boutiques de mode pour dames de la rue Sarichkhana, qui renaît

lentement mais sûrement. J'interroge un marchand, Abou Houthayfa. À quoi ressemble le quotidien de ce quartier commerçant? Il contient mal sa colère : "Il n'a plus rien à voir avec l'endroit que nous connaissions. C'est un quartier différent. Parfois, j'ouvre tôt le matin et je ferme tard le soir, et je ne vends rien de la journée. Avant, dans le centre-ville, il y avait des cliniques privées et des administrations partout, et aussi le parking public. Il n'y a plus rien de tout cela, maintenant. Les gens affluaient de tout Mossoul dans cette rue; aujourd'hui c'est le contraire. Si on a besoin de consulter un médecin, il faut aller de l'autre côté, à Mossoul-Est. Les gens préfèrent aussi faire leurs courses dans les centres commerciaux chics de la rive gauche, pas ici."

Si il est un aspect particulièrement marquant de Mossoul de l'après-État islamique, c'est certainement la mobilisation de travailleurs volontaires. Des milliers de jeunes ont rejoint des équipes locales de bénévoles, et les ONG ont lancé des initiatives dépassant toutes les attentes. Début 2018, Bandar et Ayoub, deux bénévoles mossouliotes, se sont retroussés les manches pour débayer les étroites allées avec des petits camions-bennes de chantier. Ils ont levé des fonds dollar par dollar pour revitaliser Mossoul. D'autres équipes ont donné des produits alimentaires, restauré des maisons et rouvert de petits commerces de subsistance. Depuis lors, ces associations locales ont attiré l'attention et gagné la confiance de partenaires comme l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid), et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Abou Marah, un homme d'une cinquantaine d'années qui a bénéficié de l'un de ces programmes, nous invite dans son échoppe de broderie fraîchement rénovée. Avant l'arrivée de l'État islamique, il possédait deux ateliers, et importait ses matières premières de Chine. Dans la vieille ville, sa griffe était célèbre. "Il ne reste plus rien. J'ai littéralement perdu des dizaines d'années de travail", soupire-t-il, les larmes aux yeux. Puis, se tournant vers moi, il ajoute d'une voix ferme : "J'ai travaillé à Erbil [dans le nord de l'Irak], puis sur la rive gauche de Mossoul, mais cet endroit est différent. Pour moi, c'est un sanctuaire. J'ai contacté Khalouha Ajmal [une association soutenue par l'USAID pour relancer les petits commerces] et ils n'ont pas hésité à répondre à ma demande. Grâce à eux, j'ai rouvert ma boutique et je suis à nouveau heureux."

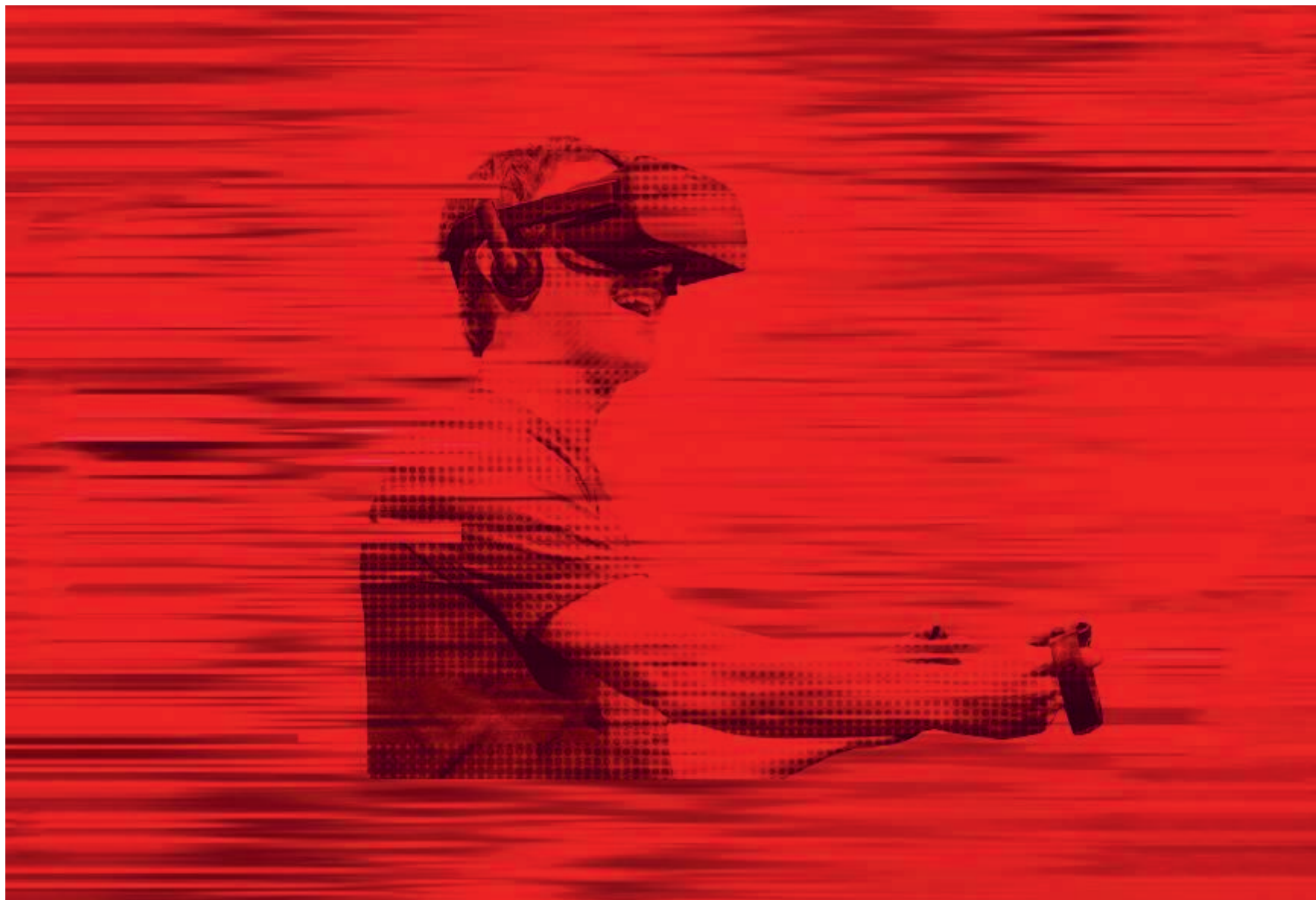
Je laisse Abou Marah pour aller me promener avec d'autres amis dans le parc du centre-ville qui vient d'ouvrir. C'est un nouveau projet municipal visant à réhabiliter des espaces verts et à offrir aux familles un lieu de détente.

Quel avenir se prépare Mossoul? À quoi ressemblerait-il dans dix ans? Je n'en sais rien. Après la guerre, nous espérons l'équivalent d'un plan Marshall pour ressusciter la ville. En fait, nous nous sommes retrouvés à la merci de la communauté internationale et des prêts du Fonds monétaire international (FMI) pour restaurer notre ville dévastée par la guerre. Dans l'état actuel des choses, entre les difficultés auxquelles est confronté le gouvernement irakien, l'augmentation des cas de Covid-19 et la dégringolade du cours de la monnaie irakienne, l'incertitude règne en maître. Ce que je sais, c'est que, pour l'instant, je vis le meilleur moment de ma vie, entouré de gens qui s'activent pour changer les choses dans le grouillement quotidien de notre ville bien-aimée.

—Ali Al-Baroodi
Publié le 6 août

plein écran. 

↓ Mark Zuckerberg, le patron de Facebook. D'après une photo de David Paul Morris/Bloomberg via Getty Images



—Frankfurter Allgemeine Zeitung *Francfort*

Jamais encore les hommes n'ont été aussi diversement et intensément reliés dans le monde entier. Jamais encore ils n'ont eu à leur disposition des calculateurs aussi rapides, des données aussi détaillées, des algorithmes aussi complexes, des capteurs aussi sensibles, des canaux de communication aussi confortables. Et la fin de cette évolution n'est pas en vue : les entreprises et les États investissent des milliards afin de repousser toujours plus les limites de ce qui est numériquement faisable. Mais où tout cela mène-t-il ? Ou plutôt, où cela mène-t-il cette fois ?

En fait, l'homme a toujours eu coutume de s'inspirer des inventions et de leurs développements simultanés pour s'adonner à des réflexions profondes sur l'avenir, forgeant des termes nouveaux pour mieux aiguiller les débats. Le mot "métavers" en

Le métavers, trop beau pour être vrai

Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, en est convaincu : Internet est en train d'entrer dans une nouvelle dimension. Mais à quoi celle-ci pourrait-elle ressembler ? Offre-t-elle le meilleur des mondes possibles ? Décryptage.

est un exemple, et ces temps-ci, il est l'objet de vives discussions. Lesquelles tournent autour de rien de moins que la question de savoir ce que va devenir Internet. Quelle sera la prochaine transformation ?

Au début des années 1990, le World Wide Web [l'armature d'Internet qui a permis sa démocratisation] a offert un accès simple à des milliards de gens. Au tournant du millénaire, les blogs et les réseaux sociaux ont engendré d'innombrables consommateurs et producteurs de contenus, disponibles en permanence depuis l'apparition du smartphone. La Toile va-t-elle désormais muter et devenir un métavers ? À l'avenir, prendrons-nous une part plus consciente à cette interconnexion numérique ? Passerons-nous encore plus de temps dans des mondes virtuels toujours plus élaborés ? Ou les espaces réels seront-ils encore plus entrelacés avec des éléments numériques, ou bien augmentés grâce à eux d'une façon qui sera perçue comme plaisante ?

Beaucoup de grands noms du monde entrepreneurial s'intéressent au sujet. Satya Nadella, président-directeur général de Microsoft, a laissé entrevoir qu'il réfléchissait à un "entreprise metaverse", un métavers de l'entreprise. Tim Sweeney, fondateur et président de l'entreprise américaine de jeux vidéo Epic Games, s'enthousiasme pour cette idée depuis déjà longtemps, et il n'est pas le seul. Mais c'est surtout le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, qui a fait les gros titres dans tout le secteur de la haute technologie quand il a dépeint sa vision du métavers dans un entretien accordé [fin juillet] à *The Verge*, un site spécialisé dans l'actualité technologique – un projet qu'il a décrit comme étant tout simplement une nouvelle orientation technologique. "Ce que j'espère, c'est que si nous faisons ce qu'il faut, d'ici à peu près cinq ans, nous serons considérés par les gens plus comme une entreprise 'métaverselle' que comme un réseau social, a-t-il affirmé. Et bien sûr, tout le travail que nous fournissons sur les applis que les gens utilisent aujourd'hui contribue directement à cette vision, en termes de développement de communauté et de créateurs."

Refuge virtuel. En réalité, ni Zuckerberg ni Sweeney ne sont à l'origine du concept de métavers. Il est apparu en 1992, dans le roman de science-fiction *Snow Crash*, de l'auteur américain Neal Stephenson [éd. Bragelonne ; une précédente traduction avait été titrée *Le Samouraï virtuel*]. L'histoire se déroule dans un futur relativement proche, des années après une crise économique mondiale et l'effondrement des structures étatiques qui avaient existé jusqu'alors en Amérique. Pour fuir leur monde dystopique, les gens se réfugient de plus en plus dans le Métavers, un environnement virtuel où ils interagissent par le biais d'avatars. Ce thème a depuis été repris maintes fois, sous une forme ou sous une autre. En littérature, William Gibson a décrit un monde de même type dans son classique de science-fiction visionnaire, *Neuromancien* [éd. Au diable vauvert]. Au cinéma et à la télévision, on en retrouve des déclinaisons, par exemple, avec le holodeck de l'univers de *Star Trek* ou, dans une tout autre vision, avec la série des *Matrix*.

Sur le plan économique, nombre d'entrepreneurs se sont entre-temps mis à proposer des produits dans les domaines de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée. On peut citer les fabricants de casques appropriés, comme le HoloLens de Microsoft ou celui de Magic Leap, un acteur certes beaucoup plus modeste. Facebook, pour sa part, a racheté il y a sept ans la société Oculus et a ainsi développé le dispositif du même nom. Bien sûr, ce n'est pas seulement une question

d'équipement. Epic Games oriente ainsi de plus en plus son jeu en réseau *Fortnite*, très populaire, vers une conception métaverselle qui fascine Sweeney. Récemment, la chanteuse américaine Ariana Grande y a donné un concert.

La plateforme de jeux vidéo Roblox, qui dispose de sa propre devise, le robux, fait figure de précurseur en la matière. Les prestataires et les fans de devises et d'actifs numériques, voire plus généralement de services de blockchain, se font du monde une idée tout à fait compatible, sur le plan philosophique, avec leurs rêves d'un Internet beaucoup plus décentralisé.

Si leur engouement va croissant, tous ces acteurs n'ont pas la même définition du métavers. Une seule chose paraît claire : si jamais il voit effectivement le jour, son fonctionnement ne dépendra pas que d'une seule entreprise ou d'un unique opérateur. Une série d'essais rédigés par le capital-risqueur Matthew Ball, dont Mark Zuckerberg lui-même recommande la lecture à ses collaborateurs, a désormais valeur de référence sur la question. Ball, qui a auparavant travaillé pour Amazon Studios, y décrit les caractéristiques qui définissent les métavers : il doit, entre autres, pouvoir exister en permanence, ne jamais être éteint ou relancé, impliquer à la fois le monde numérique et le monde réel. Les utilisateurs doivent pouvoir y conclure des affaires authentiques et valides, faire passer aisément leurs avatars d'un "lieu" de ce cosmos à un autre et enfin pouvoir vivre des instants véritablement partagés – en tout cas autrement que devant divers écrans.

Tout le monde ne définit pas le métavers de la même façon. Ni ne l'attend avec le même enthousiasme.

Ball dit aussi sans détours ce que le métavers ne doit pas être, selon lui : une version quelque peu plus élaborée d'un jeu vidéo en ligne. De même, il ne considère pas le concept de "réalité virtuelle" comme un synonyme. "C'est comme si on comparait l'iPhone à l'Internet mobile." En guise de comparaison, il rappelle que dès le début du téléphone portable, outre le terminal, il a fallu des opérateurs de téléphonie mobile pour mettre à disposition de façon stable les réseaux correspondants, des organisations internationales comme l'ITU ou la GSMA – qui se sont entendues sur des normes techniques qu'elles ont ensuite imposées – d'innombrables développeurs – qui ont créé des applications intéressantes – et que cette technologie, pour poursuivre son évolution, s'engage dans une voie qui ne dépende pas uniquement des téléphones

portables, mais aussi, entre autres, des concepteurs de puces, des fabricants de semi-conducteurs ou d'écrans. Il en ira de même pour la voie qui mène à la prochaine étape de l'extension du réseau. "Certes, les utilisateurs auront à leur disposition des appareils et des plateformes qui seront importants pour interagir dans le métavers, mais le métavers dépendra de bien plus que ça", assure Ball.

Cauchemar dystopique. Une vision que partage Zuckerberg, le fondateur de Facebook. "Le métavers est un projet qui recouvre de nombreuses entreprises, le secteur dans son ensemble. On peut se le représenter comme le successeur de l'Internet mobile." Tout le monde ne manifeste pas forcément le même enthousiasme que Nadella, Sweeney ou lui. John Hanke, qui a fondé la société Niantic, dont le jeu en réalité augmentée *Pokémon Go* a connu un succès planétaire, émet un avertissement explicite à ce propos sur son blog. De son point de vue, le métavers est un "concept cool", mais un "cauchemar dystopique" en termes sociaux. Malgré tout, il se montre plus nuancé plus loin dans son article et reconnaît que les éléments numériques de la réalité augmentée ont effectivement quelque chose de positif.

Quoi qu'il en soit, toutes ces réflexions prouvent bien que le débat sur le sujet bat son plein, et ce pour une raison : du fait de la pandémie, nous avons passé beaucoup plus de temps en ligne – pour discuter avec des collègues depuis chez nous, rester en contact avec des amis, jouer à des jeux vidéo ou regarder des séries en streaming. Aujourd'hui, chacun en tire ses propres conclusions, dresse des plans, aussi bien personnels que professionnels, sur la base de l'expérience qu'il a de la crise et, en partie, des nouvelles réalités.

"Nous avons ces téléphones. [...] Nous passons le plus clair de notre temps à gérer nos existences et nos communications à travers ces petits rectangles lumineux, et je pense que ce n'est pas vraiment comme ça que les gens sont censés interagir, raisonne Zuckerberg. Ce que peuvent faire la réalité virtuelle et la réalité augmentée, et l'expérience que le métavers va, en gros, aider les gens à vivre, c'est une sensation de présence qui, selon moi, est simplement beaucoup plus naturelle dans la façon que nous avons d'interagir. [...] À l'avenir, au lieu de faire ça juste avec un appel téléphonique, vous pourrez être assis sous forme d'hologramme sur mon canapé, ou moi, sous forme d'hologramme, je serai assis sur votre canapé, et nous aurons vraiment le sentiment d'être au même endroit, même si nous sommes dans des pays différents ou à des centaines de kilomètres de distance. Donc, je pense que ça c'est vraiment puissant." On verra bien.

—Alexander Armbruster

Publié le 30 août

En bref

BONNES PRATIQUES

Il faut dès maintenant penser à la régulation du métavers ou il sera trop tard. Cathy Hackl, spécialiste de la réalité virtuelle, défend cette thèse dans *Forbes*. Agressivité d'une publicité omniprésente, manque de protection des données... De nombreux travers peuvent être évités si les acteurs de cette transformation, surtout dans le domaine du marketing, "se préparent au métavers en mettant sur pied des guides de bonnes pratiques", plaçant le consommateur au centre des considérations éthiques. D'autant que des questions inédites émergent. Dans un potentiel monde d'avatars, de nouveaux types de données personnelles se font jour, comme le langage corporel. Autre exemple : "Si une maison, avec tous les effets personnels qu'elle contient, est reproduite dans le métavers, qui pourra y entrer : n'importe qui ou seulement ses propriétaires dans la vraie vie ?"

LE "BUREAU INFINI"

Un avant-goût du métavers ? Le 19 août, Facebook a présenté sa nouvelle application Horizon Workrooms, qui fonctionne sur ses casques de réalité virtuelle Oculus Quest. *The Verge* a testé la version d'essai de cette nouvelle méthode de réunion professionnelle à distance et en 3D (des avatars cartooniques prennent la parole, écrivent sur leur clavier et un tableau noir). "On ressent tout de même mieux la présence [de ses collègues] que lors d'une réu visio classique sur Zoom", écrit le site. Avant même le dévoilement de l'appli, l'édition britannique de *Wired* titrait pour sa part : "Pourquoi le métavers de Zuckerberg sent déjà l'arnaque". Avec le concept de "bureau infini", le patron de Facebook n'a que le labeur et la productivité en tête, semble miser sur un monde éternellement sous le joug du Covid-19, ironise le magazine : "Il est certain que vous voudrez disposer de meilleures visioconférences et autres outils multitâches quand le variant Oméga vous obligera à vous reconfiner, en 2051."

culture.

✎ Dessin de **Raymond Verdaguer**, États-Unis.

Le Cameroun raconté en anglais

Portée par Internet et les réseaux sociaux, une nouvelle génération d'écrivains camerounais, issue de la minorité anglophone du pays, émerge et rayonne à l'international.



—Al-Jazeera English (extraits) Doha

Il y a cinq ans, Howard Meh-Buh Maximus* suivait un doctorat en microbiologie à l'université de Buéa, la capitale de la région du Sud-Ouest. Certes, il écrivait depuis longtemps, mais il ne faisait lire son travail qu'à ses amis, et ne se voyait pas devenir écrivain. "Nous sommes au Cameroun : ici, les jeunes ne font pas des études pour devenir écrivain, ils étudient pour être médecin", résume le jeune homme de 31 ans.

À l'époque, il a vent d'un concours d'écriture organisé à Yaoundé, la capitale, et décide d'y envoyer une nouvelle de 300 mots. Ses

écrits attirent l'attention de Dzekashu MacViban, qui le convainc de devenir lecteur chargé des nouvelles et des essais pour Bakwa Books, la maison d'édition anglophone qu'il a fondée. En 2016, alors que débute la crise du Cameroun anglophone, Maximus s'attelle à une série de nouvelles sur le sort de la jeunesse dans ces régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest [les deux régions anglophones du Cameroun, voir plus bas]. Soutenu par Bakwa Books, il fait partie en 2018 des dix écrivains réunis dans *Limbe to Lagos. Nonfiction from Cameroon and Nigeria* ["De Limbé à Lagos. Non-fiction du Cameroun et du Nigeria"], une anthologie d'auteurs camerounais et nigériens.

En 2020, le jeune homme dépose un dossier auprès de la Fondation [britannique] Miles Morland, qui soutient des projets d'écriture en Afrique. Résultat : une bourse de près de 25000 dollars pour écrire son prochain livre. "Il parlera de quatre amis au sein d'un groupe de chant a cappella. Ils viennent de milieux différents, ont des difficultés différentes. Et c'est alors qu'éclate la crise anglophone. Elle sonne pour eux la fin des rêves et des ambitions, le début de la survie", nous détaille l'auteur, actuellement aux États-Unis à l'université d'État du Texas, où il est inscrit en MFA (master en beaux-arts) grâce à une autre bourse.

Howard Meh-Buh Maximus fait partie de la longue liste d'auteurs repérés d'abord par Bakwa et qui commencent à rayonner à l'international. Citons Nkiacha Atemnkeng, Clementine Ewokolo Burnley ou encore Nana Nkweti. "Bâtir une communauté d'écrivains est une composante essentielle de notre travail chez Bakwa", insiste MacViban. "Au-delà d'une maison d'édition qui les publie, ils ont besoin d'une communauté qui les relie."

Dzekashu MacViban a créé Bakwa en 2011, en réaction à la fermeture de *PalaPala*, précieuse revue anglophone d'art et de littérature. "Il y a beaucoup d'écrivains bruts, dont le talent nécessite d'être dégrossi, travaillé, raffiné", constate-t-il.

Il s'intéresse aussi à la jeune création francophone, et s'est également lancé dans la traduction d'auteurs dans les deux langues officielles du Cameroun. Bakwa a ainsi acheté les droits de traduction en anglais du roman de Hemley Boum *Les jours viennent et passent* [Éd. Gallimard, 2019]. "Nous voulons jeter des ponts, il y a trop de divisions, trop d'insatisfaction dans le Cameroun d'aujourd'hui. Nous nous voyons comme des médiateurs", poursuit l'éditeur.

La crise anglophone a éclaté en 2016, quand le gouvernement camerounais a commencé à réprimer dans le sang des rassemblements pacifiques organisés par des avocats et des enseignants qui dénonçaient leur marginalisation dans un pays où le pouvoir est majoritairement détenu par les francophones. Des dizaines de groupes séparatistes armés se sont alors constitués pour déclarer l'indépendance d'une nouvelle nation, l'Ambazonie. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, les violences ont fait plus de 700000 déplacés, et au moins 4000 morts dans la population civile.

Ces dernières années, des auteurs comme John Nkemngong Nkengasong et Bole Butake ont eux aussi mis la littérature à profit pour parler de cette crise au Cameroun anglophone. En 2004, déjà, le premier avait publié *Across the Mongolo*, le récit de la difficile intégration d'un étudiant de langue anglaise dans une région francophone.

Mais il a fallu attendre 2014 pour que le paysage littéraire camerounais commence

à vraiment attirer les regards étrangers : cette année-là, la Camerouno-Américaine Imbolo Mbue reçoit une avance d'un million de dollars pour son premier roman *Behold the Dreamers* [Voici venir les rêveurs, Belfond, pour la traduction française]. L'ouvrage, paru en 2016 et sélectionné l'année suivante par Oprah Winfrey dans son Oprah's Book Club, suit deux familles new-yorkaises en pleine crise financière de 2008 : la première est originaire du Cameroun, et le père travaille au service des seconds, de riches Américains. Tout se détraque quand les deux pères de famille perdent leur principal revenu à cause de la crise.

Pour Dibussi Tande, politologue et co-éditeur de l'anthologie poétique *Bearing Witness. Poems from a Land in Turmoil* ["Témoigner. Poèmes d'un pays dans la tourmente"], sur les ravages de la crise anglophone, "le succès rencontré par Imbolo Mbue rejaillit sur toute la littérature camerounaise, non seulement parce qu'elle est originaire du Cameroun, mais aussi parce qu'elle parle du pays et décrit des réalités qui lui sont propres."

Avant cette nouvelle génération, d'illustres prédécesseurs tels Bate Besong, Linus T. Asong, Mbella Sonne Dipoko [pour le côté anglophone], ou Ferdinand Oyono et Mongo Beti [pour le côté francophone] ont laissé des œuvres exemplaires aujourd'hui étudiées dans tout le pays. Mais entre les lacunes technologiques et la vieille et profonde fracture linguistique, ces auteurs n'avaient pas atteint la reconnaissance internationale, et ont souffert d'un mauvais accès aux circuits de l'édition.

"Cette nouvelle génération peut espérer un plus grand succès que les précédentes, prédit Dibussi Tande. Non que les anciens aient été moins talentueux, mais aujourd'hui, Internet et les réseaux sociaux offrent à ces jeunes écrivains une meilleure exposition, et plus d'occasions à saisir."

—Daniel Ekonde

Publié le 15 septembre

* Sauf indication contraire, les auteurs et ouvrages cités dans cet article sont inédits en français.

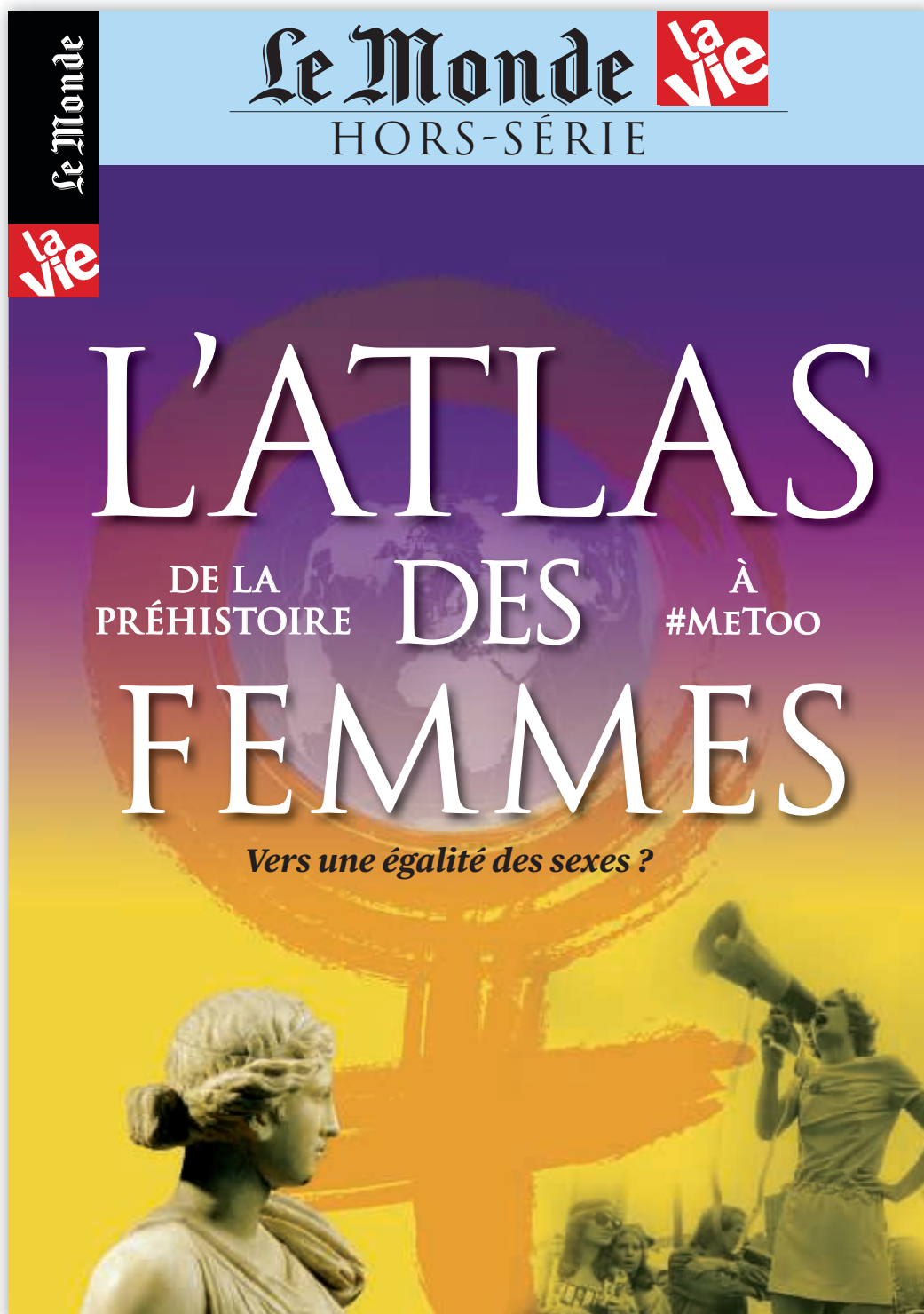


SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Ces auteurs qui se mobilisent pour faire éditer leurs livres

en Afrique. En 2020, le quotidien britannique **The Guardian** relatait le combat des auteurs d'Afrique francophone pour ne pas être édités uniquement en France.



De la préhistoire à #MeToo

L'Histoire, écrite par les hommes, a trop souvent oublié les femmes, qui en sont pourtant des actrices majeures. Il était donc devenu urgent de leur rendre la place qu'elles méritent. Cet Atlas dresse un tableau de la condition féminine à travers les âges et les continents. Un portrait multiple et original qui déconstruit les stéréotypes, raconte les luttes et les résistances contre les discriminations, jusqu'à l'émancipation. Et vers une égalité des sexes ?

L'ATLAS DES FEMMES

Un hors-série **Le Monde** 

180 pages - 14 €

chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique

histoire.

Un paysan ukrainien au pôle Sud

1910-1912 — Antarctique

Retour sur un membre méconnu et pittoresque de la tristement célèbre expédition polaire du commandant Robert Falcon Scott.



— **Oukraïnska Pravda** Kiev

➤ **Anton Omelchenko prépare de la purée, en Antarctique, en mai 1911.**

Photo Herbert Ponting/
Royal Geographical
Society via Getty Images

L'Antarctique, un continent blanc et désert de plus de 14 millions de kilomètres carrés. Au début du xx^e siècle, explorateurs, rêveurs et aventuriers se livrent une compétition acharnée pour le conquérir. Gouvernements, scientifiques et mécènes prennent tous part à cette course au pôle Sud.

Leurs épreuves, leurs joies et leurs peurs ont été partagées par un Ukrainien méconnu, d'origine paysanne, Anton Omelchenko [voir encadré], né dans la région de Poltava en 1883, recruté en 1909 pour s'occuper entre autres des poneys de Mandchourie de l'expédition Terra Nova, sous le commandement du Britannique Robert Falcon Scott. Scott avait choisi des poneys de Mandchourie pour son entreprise car, selon l'explorateur Ernest Shackleton, un autre Britannique, ces animaux avaient fait preuve d'une remarquable endurance lors de sa propre expédition, en 1907.

C'est dans les Mémoires du photographe de l'expédition, Herbert Ponting, intitulés *The Great White South*, que l'on trouve des informations plus détaillées sur Omelchenko. Ponting avait alors déjà la réputation d'être un voyageur, cinéaste et photographe expérimenté. Il avait organisé des expositions à succès au Japon et en Grande-Bretagne. C'est grâce à ses films que l'on dispose d'images d'un *hopak* [danse traditionnelle des cosaques ukrainiens] exécuté par Omelchenko à bord du *Terra Nova*, en route pour l'Antarctique.

Omelchenko est souvent amené à aider Ponting, car le photographe se déplace avec un matériel considérable. Ponting nous explique également que, malgré son travail constant avec les poneys, Anton participe aux autres aspects de l'expédition. Comme la capture de manchots empereurs. En effet, à ses débuts, de 1910 à 1912, l'expédition dans l'Antarctique est principalement scientifique, et non une compétition avec les Norvégiens sous le commandement de Roald Amundsen pour atteindre le pôle Sud. Elle a pour

objectif l'exploration géographique, la cartographie détaillée des côtes et du continent, la collecte d'échantillons géologiques et d'œufs de manchots empereurs.

“Les manchots me semblaient énormes, raconte Ponting, mais j'ai commencé à préparer ma séance de photographie, et j'ai compris que leur taille gigantesque était en réalité un effet d'optique lié à la glace. J'ai appelé deux hommes, Anton et [Thomas] Clissold [...]. Nous avons entrepris d'appliquer les ordres du commandant Scott quant à la capture de manchots empereurs. Le cuisinier Clissold réussit à en capturer un, un oiseau de plus de 35 kilos, qui s'élance alors à plat ventre sur la glace. Anton les rejoint dans la poursuite, qui dégénère, les deux hommes luttant pour ne pas glisser tout en maîtrisant le manchot. Je n'avais jamais vu de chose plus absurde. La scène avait perdu toute dignité, l'animal faisait tout son possible pour atteindre l'eau à quelques mètres de là, entraînant progressivement avec lui Clissold et Anton.”

Drôle de tandem. Ponting et Omelchenko suivent au départ l'expédition vers le pôle. Le photographe veut accompagner l'équipe le plus loin possible, mais Scott lui explique que c'est absolument irréalisable à cause de tout son équipement. La moindre charge transportable par traîneau, à part le couchage, ne peut comprendre que des vivres. Anton et Ponting quittent le groupe de Scott et regagnent le camp d'hiver, ce qui les sauvera [Scott et ses quatre hommes décéderont après avoir atteint le pôle].

Ce tandem inhabituel, le gentleman anglais et le paysan ukrainien, forme aussi une magnifique équipe de cuisiniers. Clissold, le cuisinier officiel, n'est pas toujours au camp d'hiver. Peu après le départ de Scott, il a d'ailleurs quitté la base avec une équipe de trois personnes pour apporter des réserves de vivres au dépôt, baptisé One Ton, pour que l'équipe de Scott s'en serve sur le chemin du retour après la conquête du pôle. “Une fois, j'ai demandé à Anton de m'aider

à préparer une surprise pour notre groupe d'amis, et à montrer que nous n'étions pas des incapables. L'équipe est arrivée en traîneau en s'attendant, comme on l'a su par la suite, à un dîner de viande en conserve et de biscuits secs. Au lieu de cela, ils ont été accueillis par une table couverte de gigots rôtis, d'irish stew et de purée de pommes de terre, avec en dessert de la crème et des poires au sirop, de la compote de framboise, des tartelettes et un gâteau à la confiture, du pain, du beurre, du fromage, des bonbons et du cacao chaud.”

Aujourd'hui, quand on étudie les notes des membres de l'expédition de Scott et qu'on consulte les archives de photographies de Ponting, il y a de quoi être ému par ces images en noir et blanc de la vie quotidienne sur la base de l'expédition au cap Evans. Comme le disait Scott lui-même à ce propos : “Nous avons créé pour nous-mêmes un foyer tout à fait plaisant, entre les murs duquel règnent la paix, le calme et le confort.”

— **Natalia Mochyvaïlo-Tauler**

Publié le 6 septembre

Biographie

UN CURIEUX DESTIN

Anton Omelchenko, né en 1883 dans les environs de Poltava, dans le centre de l'Ukraine, alors partie de l'Empire russe, travaille d'abord comme palefrenier, avant de partir à Vladivostok, où il devient jockey. C'est là qu'il est recruté pour s'occuper des poneys de l'expédition de Robert Falcon Scott. Après la mort de ce dernier, l'Ukrainien revient chez lui. Mobilisé dans l'armée du tsar pendant la Première Guerre mondiale, il se retrouve ensuite dans l'Armée rouge. Après le conflit, il se marie et participe à l'établissement d'un kolkhoze. Il meurt en 1932, à 49 ans, frappé par la foudre.

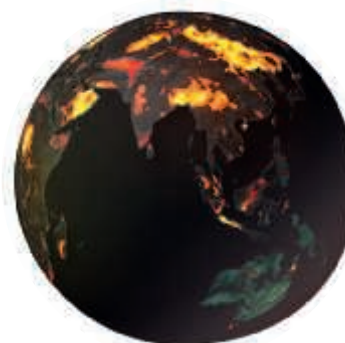
NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Allemagne, Canada, Madagascar...
La crise climatique bouleverse la planète. Peut-on encore la contrer ?



Atlas du réchauffement climatique

*Des pôles à l'équateur, la planète brûle.
Des cartes, des infographies et les analyses
de la presse étrangère pour décrypter la crise.*



En partenariat
avec

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

iv
RECHARGE LIFE*

NOUVEAU ŠKODA ENYAQ iv

LE SUV 100% ÉLECTRIQUE



ŠKODA



À PARTIR DE
299€ / MOIS⁽¹⁾
LLD SUR 37 MOIS
AVEC APPORT

Bonus écologique et remise ŠKODA déduits

Offre valable du 20/07/2021 au 31/10/2021.

Modèle présenté : ENYAQ iv 60, avec options, 1^{er} loyer de 9 500€ ramené à 3 500€ après déduction du bonus écologique de 6 000€ et 36 loyers de 411€, remise ŠKODA de 2 300€ déduite.

(1) Ex pour ENYAQ iv Version 60 180 ch en Location Longue Durée sur 37 mois / 30 000 km max, 1^{er} loyer de 9 500€ ramené à 3 500€ après déduction du bonus écologique de 6 000€ et 36 loyers de 299€, hors assurances facultatives, remise ŠKODA de 2 300€ déduite. Offre réservée aux particuliers, chez tous les Distributeurs présentant ce financement sous réserve d'acceptation du dossier par VOLKSWAGEN BANK GMBH - SARL de droit allemand - Capital social : 318 279 200 € - Siège social : Braunschweig (Allemagne) - RC/HRB Braunschweig : 1819 - Intermédiaire d'assurance européen : D-HNQM-UQ9MO-22 (www.orias.fr) - Succursale France : Bâtiment Ellipse, 15 avenue de la Demi-Lune - 95700 Roissy-en-France - RCS Pontoise : 451 618 904 - Administration et adresse postale : T1, avenue de Boursonne - B.P. 61 - 02601 Villers-Cotterêts Cedex. Sous réserve de bénéficier du bonus écologique (conditions sur economie.gouv.fr). **Modèle de borne différent pour le marché français.**

Gamme ENYAQ iv : consommation en cycle mixte (kWh/km) min - max : WLTP : 14,6- 21,6 Rejets de CO2 (g/km) : WLTP : 0 (en phase de roulage). Jusqu'à 534 kilomètres d'autonomie (norme WLTP), selon version et équipements.

Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO2, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Volkswagen Group France - S.A. - Capital : 198 502 510€ - 11, av. de Boursonne - 02600 Villers-Cotterêts - R.C.S. Soissons 832 277 370.

*Recharge Life = Rechargez votre vie



AUTONOMIE (WLTP) :
534 KM



ÉMISSIONS DE CO₂ :
0 G/KM